

HF
3226.5
.W61814
1978

POSSIBILITÉS DE MARCHÉ DANS LE MONDE

Canada. Ministère de l'industrie et du commerce

**PROJETS MAJEURS
ET SERVICES
D'EXPERTS-
CONSEILS**

AVANT-PROPOS

La présente publication fait partie d'une série de brochures, traitant des marchés mondiaux, publiées par le ministère de l'Industrie et du Commerce, afin d'aider les entreprises canadiennes à découvrir des possibilités d'exportation. Les renseignements qu'elle contient proviennent des données fournies par les diverses Directions des secteurs industriels, les Bureaux internationaux et le Service des délégués commerciaux à l'étranger.

Les pays indiqués ont été regroupés selon des critères géographiques. Un index de rappel de tous les pays, en ordre alphabétique, paraît à la fin de la brochure.

Les brochures sur les marchés mondiaux portent, entre autres, sur les produits agricoles et alimentaires, les projets d'immobilisation, les produits chimiques, le matériel de défense, le matériel électrique et électronique, la pêche, les machines, les industries de transformation des ressources et la construction, les textiles et les biens de consommation, ainsi que sur les industries de transport.

On peut obtenir de plus amples renseignements sur les brochures ou les exportations en communiquant avec le Centre des entreprises du Ministère, à Ottawa. Le Centre reçoit les appels 24 heures par jour et on peut le joindre, de n'importe quel endroit du Canada, en composant le "0" et en demandant à la téléphoniste le numéro Zenith 03200.

Les demandes concernant cette publication doivent être adressées à:

Direction des projets outre-mer
Ministère de l'Industrie et du Commerce
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5

Tél. (613) 995-2888

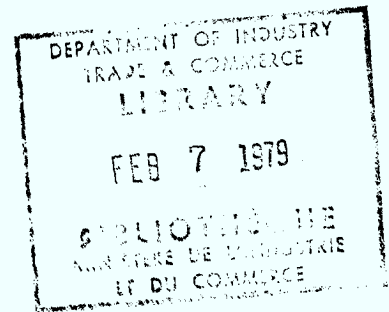


TABLE DES MATIÈRES

	PAGE		PAGE
Europe de l'Est	5	États-Unis et Bermudes	32
Europe de l'Ouest (CEE)	9	Amérique centrale et Antilles	35
Europe de l'Ouest (non-CEE)	12	Amérique latine	42
Pacifique	16	Bureaux régionaux du ministère de	
Asie	19	l'Industrie et du Commerce au Canada	47
Afrique et Moyen-Orient	25	Liste alphabétique des pays	49

LA SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS

La Société pour l'expansion des exportations (SEE) est une société de la Couronne qui, en vertu d'une loi fédérale, peut assurer les entreprises canadiennes contre le non-paiement de biens et services canadiens vendus à l'étranger, consentir des prêts à des acheteurs étrangers de biens d'équipement et de services techniques canadiens, assurer les institutions financières contre les pertes subies lors d'une transaction visant des exportations en finançant le fournisseur canadien ou l'acheteur étranger et assurer les Canadiens contre les pertes d'investissement à l'étranger attribuables à des aléas politiques.

Toute personne faisant des affaires au Canada peut se prévaloir des services offerts par la SEE. Il convient de remarquer que ces services sont divisés en trois programmes distincts.

1. Assurance-crédit à l'exportation

La SEE possède des pouvoirs très généraux en matière d'aide aux entreprises canadiennes, notamment l'assurance-crédit à l'exportation, dans presque toutes les sphères des exportations. La police d'assurance-crédit à l'exportation, dans presque toutes les sphères des exportations. La police d'assurance-crédit délivrée par la SEE protège les comptes de bénéfices et pertes et empêche que le fonds de roulement ne soit engagé par de mauvaises créances et des comptes en souffrance. Par conséquent, l'assurance-crédit à l'exportation permet une augmentation du chiffre d'affaires à partir d'un certain fonds de roulement. Afin d'obtenir de l'aide pour financer ses exportations, un détenteur de police peut demander à la SEE de transférer les bénéfices payables, selon les stipulations d'une police d'assurance de la SEE, à une banque ou à toute autre institution financière disposée à financer les exportations. Un exportateur peut transférer une facture ou préparer un document de transfert en blanc pour tous ses comptes à recevoir de l'étranger.

Dans le cas des ventes à crédit à moyen terme, la SEE peut également donner des garanties inconditionnelles de paiement à des banques à charte ou à d'autres prêteurs qui acceptent de mettre à la disposition des fournisseurs des sources de financement sans recours.

2. Financement des exportations (prêts à long terme)

En vertu de l'article 29 de la Loi sur l'expansion des exportations, la SEE consent des prêts à des acheteurs étrangers ou leur garantit des prêts privés pour l'achat de biens d'équipement et de services connexes canadiens. Au besoin, elle peut également financer certains coûts locaux liés à l'exportation de matériel et de services en accordant des prêts directs ou en garantissant les prêts consentis par un prêteur du secteur privé.

La Société étudie tous les projets qui, selon leurs avantages et l'ensemble des méthodes reconnues sur le plan international, valent la peine d'être financés à long terme (c'est-à-dire plus de cinq ans), en particulier si de telles modalités sont rendues nécessaires afin de soutenir la concurrence au niveau du financement international.

3. Garanties d'investissement à l'étranger

La SEE assure les Canadiens contre la perte de leurs investissements à l'étranger par suite d'aléas politiques. Les investissements assurés peuvent prendre diverses formes: de ceux qui donnent à l'investisseur le droit de partager l'actif et les bénéfices provenant d'une entreprise commerciale à l'étranger jusqu'aux prêts consentis par l'investisseur à une personne à l'étranger dans le but d'y créer une entreprise.

Pour plus de renseignements sur les services de la SEE, veuillez vous adresser à:

La Société pour l'expansion des exportations
Immeuble de l'expansion des exportations
100, rue O'Connor
Ottawa (Canada)
Téléphone: (613) 237-2570
Adresse postale: C.P. 655, Ottawa (Canada) K1P 5T9
Câble: EXCREDCORP
Télex: 053-4136

AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

L'Agence canadienne de développement international (ACDI) est chargée d'appliquer le programme officiel canadien de coopération avec les pays en voie de développement. Au cours de l'année financière 1976-1977, l'ACDI a versé \$963 millions dont la moitié aux fins de programmes bilatéraux (programmes économiques, alimentaires, techniques, de secours d'urgence) à des pays d'Asie, du Commonwealth et d'Afrique francophone,

d'Amérique latine et des Antilles. Les versements au titre de programmes multilatéraux dirigés de concert avec la Banque mondiale, les banques régionales de développement, les organismes des Nations unies et les sommes versées pour des programmes africains et le Programme alimentaire mondial comptent pour 43% des déboursés. Le reste (7%) est réparti entre plusieurs autres programmes spéciaux.

LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (PNUD)

Le PNUD est une institution de développement multilatéral, affiliée aux Nations unies, dont le siège social se trouve à New York. Il est financé par 130 pays dont la souscription à ce programme s'ajoute à la contribution ordinaire qu'ils versent à l'ONU. Par le biais d'un réseau d'organismes internationaux spécialisés et de banques de développement, il constitue une source de compétences et de services techniques dans presque toutes les sphères de l'activité économique.

Le PNUD donne lieu, par l'entremise de divers organismes affiliés, dans les pays industrialisés membres, au financement des compétences techniques sur place, à l'octroi de bourses de formation et à l'embauche par contrat d'entreprises d'experts-conseils. Il s'agit là de versements sous forme de subventions. En étroite collaboration avec des organismes gouvernementaux des divers pays en voie de développement, les responsables du PNUD préparent un programme quinquennal qui donne un

aperçu des études à entreprendre, ainsi que de leur coût et de leur calendrier approximatif de réalisation. Le programme préciserait également si les études seront effectuées par un expert dans le domaine, ou confiées, par voie de contrat, à une entreprise. Il fera connaître enfin l'organisme chargé de l'étude ou du sous-contrat (ce document est disponible dans tous les bureaux régionaux du ministère de l'Industrie et du Commerce.). Les entreprises d'experts-conseils intéressées doivent demeurer en contact étroit avec les organismes parrains des divers projets afin d'avoir de bonnes chances d'obtenir un contrat dans un domaine où la concurrence est très forte.

C'est aux entreprises canadiennes d'experts-conseils que le PNUD offre de loin les meilleures chances d'obtention de contrats, qu'il s'agisse de faire appel à un expert dans le domaine, ou à une entreprise, par voie de sous-traitance. Les fournisseurs de matériel ne doivent toutefois pas ignorer le

PNUD. Comme le programme donne lieu au financement d'études préliminaires de rentabilité et d'études de rentabilité proprement dites donnant naissance à des projets qui nécessitent de gros déboursés en biens d'immobilisation, les activités menées dans le cadre du PNUD peuvent servir à identifier des marchés futurs. Les fournisseurs canadiens de matériel trouveraient également utile de s'associer à des entreprises d'experts-conseils qui font déjà des affaires sur le plan international. Étant donné que les études préliminaires de rentabilité et les études de rentabilité proprement dites constituent la première étape de la réalisation d'importants projets, les fournisseurs de matériel et les experts-conseils ne doivent pas évaluer le PNUD uniquement selon les sommes d'argent qu'il représente, mais plutôt en fonction des possibilités futures (par ex., les études en matière d'exploitation forestière donnant lieu à la conception et à la réalisation technique d'usines entières de pâtes et papiers).

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

La Banque mondiale, dont le siège social se trouve à Washington, est formée de trois institutions: la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), l'Association internationale de développement (AID) et la Société financière internationale (SFI).

Toutes trois ont pour but commun de contribuer à une hausse du niveau de vie dans les pays en voie de développement, en y canalisant des ressources financières provenant des pays industrialisés.

Bien que la Banque mondiale ait toujours financé tous les genres d'infrastructure faisant appel à des investissements, comme les routes et les chemins de fer, les réseaux de télécommunications, les ports et les installations hydroélectriques, elle accorde maintenant plus d'importance aux investissements qui peuvent influencer directement sur le bien-être des habitants démunis des pays en voie de développement. À cette fin, elle s'emploie à augmenter leur productivité et à les intégrer comme membres actifs, au processus de développement. Cette stratégie se manifeste de plus en plus dans les projets de développement agricole et rural que contribuent à financer la Banque et l'AID. Elle est également évidente dans les projets d'éducation, de planification familiale et de nutrition. Elle est visible dans le souci que porte la Banque aux économiquement faibles des milieux urbains, qui bénéficient des projets d'aménagement d'égoûts et d'approvisionnement en eau, de logements collectifs à loyer modique et de projets ayant pour but d'accroître la productivité des petites industries.

Règle générale, la Banque ne choisit pas elle-même les experts-conseils et n'accorde pas non plus de contrat pour l'achat de matériel. Ces décisions sont prises par l'organisme exécutif dans le pays qui parraine le projet. Cependant, la Banque de développement joue un rôle direct de surveillance et peut constituer une excellente source d'orientation pour les experts-conseils en facilitant leurs efforts de commercialisation dans un domaine en particulier.

Les fabricants ne sont pas obligés d'entretenir des rapports aussi étroits avec la Banque à Washington; toutefois, dans le cas des entreprises qui offrent des produits fabriqués partiellement à forfait ou qui ont besoin d'un long délai de démarrage, la communication avec le personnel de la Banque pour chaque projet peut représenter un ajout important aux programmes d'expansion des marchés. Outre les services de consultation fournis par le ministère de l'Industrie et du Commerce à Ottawa, les hommes d'affaires à la recherche de débouchés peuvent se prévaloir de l'aide offerte par l'ambassade du Canada à Washington. Les intéressés peuvent obtenir des conseils précis sur les activités de la Banque dans un domaine en particulier; en outre, on répondra à des questions précises concernant un projet quelconque financé par la Banque.

Prêts de la Banque et affectations de crédits par l'AID approuvés pour l'exercice financier 1978

Domaine	(en millions de \$(US))
Développement agricole et rural	3269
Éducation	352
Expansion industrielle et finances	910
Industrie	392
Crédits non affectés à des projets	155
Planification familiale et nutrition	58
Énergie	1146
Aide technique	20
Télécommunications	221
Tourisme	50
Transports	1093
Développement urbain	369
Approvisionnement en eau et systèmes d'égoûts	375
TOTAL	8410

LA BANQUE INTERAMERICAINE DE DÉVELOPPEMENT

La Banque interaméricaine de développement (BID) est une importante institution régionale qui exerce son activité en Amérique centrale, en Amérique latine et aux Antilles. Son siège social se trouve à Washington.

En 1977, la Banque a approuvé 81 prêts ainsi qu'une augmentation des sommes consenties aux fins de projets d'exportation déjà acceptés, pour une valeur totale de \$1 809 millions, soit une hausse de 18% par rapport à 1976.

Au cours de 1977, la BID a accordé une attention particulière à l'agriculture et à l'industrie ainsi qu'à l'infrastructure des secteurs de l'énergie et des transports. Non seulement la BID a-t-elle tenté d'améliorer le niveau de vie des populations urbaines et rurales à faible revenu, mais elle a également haussé la qualité de vie de ces personnes. Une grande partie des prêts financés par la BID dans les secteurs de l'électricité, des transports, de l'approvisionnement en eau et des systèmes d'égoûts, de l'éducation et du développement urbain a pour but d'aider les classes à faible revenu à satisfaire des besoins essentiels.

Prêts de la BID

Secteur	Montant des prêts en millions de \$(US)	Pourcentage
Agriculture	356	20
Industrie et exploitation minière	446	24
Énergie	422	23
Transports	153	8
Aménagements sanitaires	234	13
Développement urbain	31	2
Éducation	85	5
Tourisme	30	2
Financement des exportations	31	2
Préinvestissements	21	1
TOTAL	1809	100

Le Fonds canadien de préparation de projets fait partie des services spéciaux de la BID et présente un intérêt particulier pour les exportateurs canadiens. Ce fonds est administré par la BID afin d'aider les emprunteurs membres de la Banque à rédiger des propositions d'investissements complémentaires sous forme de prêts. Les crédits affectés à ce fonds peuvent

servir à financer toutes les étapes d'une proposition de projet, depuis son origine jusqu'à la présentation de la demande de prêt en passant par les études de base, les études provisoires de rentabilité et la conception technique finale. Les crédits offerts peuvent être non remboursables, remboursables conditionnellement ou simplement remboursables, selon la situation du pays intéressé et la nature du projet.

Le Fonds a été créé afin de faciliter et d'encourager le lancement par les entreprises canadiennes d'experts-conseils de projets jumelés à des activités d'aide technique financées par la BID, dans le cadre de la présence accrue du Canada en Amérique latine. Avant la création du Fonds canadien, les activités de la BID en matière de coopération technique étaient financées à même le Fonds des opérations spéciales (accessible à tous les pays membres de la Banque) et le Fonds américain de préparation de projets, qui exclut toute concurrence canadienne. En plaçant le Fonds canadien sur une voie parallèle au Fonds américain de préparation de projets, les experts-conseils canadiens bénéficieront également d'une source privilégiée de financement à l'intérieur de la Banque. L'accord régissant l'utilisation du Fonds canadien aux fins de la préparation de projets, limite donc l'achat au Canada ou à la localité d'origine dans le pays membre qui reçoit l'aide de services. Dans le cas d'avantage démontrable pour l'emprunteur, la BID peut autoriser l'achat de services dans d'autres pays membres en voie de développement. L'existence du Fonds signifie essentiellement que les entreprises canadiennes d'experts-conseils peuvent favoriser la réalisation d'études de rentabilité dans les pays d'Amérique latine. Si le bénéficiaire reconnaît que la préparation de la proposition de projet doit être effectuée par une entreprise canadienne d'experts-conseils, il peut alors demander à la BID d'avoir accès au Fonds. Si des entreprises canadiennes et américaines d'experts-conseils font une demande visant la même étude, les crédits nécessaires seront puisés à même le Fonds des opérations spéciales de manière à permettre aux entreprises des deux pays de se faire concurrence.

BANQUE ASIATIQUE DE DÉVELOPPEMENT (BASD)

Les prêts consentis aux fins de projets par la BASD dont le siège social se trouve à Manille (Philippines), ont atteint \$887 millions en 1977; près du tiers de cette somme a été accordé à des pays pauvres, à des conditions privilégiées. Le montant total des prêts a enregistré une hausse de 14% par rapport à l'année précédente (\$776 millions).

PRÊTS SELON LES SECTEURS

Secteur	Pourcentage
Agriculture et industrie agricole	29
Énergie	25
Transports et communications	16
Industrie	16
Approvisionnement en eau et développement urbain	12
Éducation	2
TOTAL	100

AUTRES BANQUES MULTILATÉRALES

En plus d'être membre du groupe de la Banque mondiale, de la Banque interaméricaine de développement et de la Banque asiatique de développement, le Canada fait partie de la Banque de développement des Caraïbes (BDC) et du Fonds africain de développement de la Banque africaine de développement (BAD).

Les politiques et principes de fonctionnement fondamentaux de ces banques sont établis par des conseils d'administration nommés par les pays membres.

EUROPE DE L'EST

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE D'ALLEMAGNE

Situation du marché

En 1977, l'investissement national global a augmenté de 9% par rapport à 1976. Presque 60% de ces investissements étaient destinés à la potasse, aux produits chimiques, au matériel géologique, aux vêtements et aux biens de consommation. L'augmentation annuelle moyenne des investissements sera de 5,7% jusqu'en 1980.

Parmi ces investissements, nombreux sont ceux qui sont destinés à des projets communs du COMECON, et une partie considérable est entreprise aux frais des services sociaux et d'autres secteurs non industriels. La plus grande partie de l'argent sera réservée à la modernisation et à la reconstruction. Nous n'avons pas beaucoup de détails sur les projets, mais très certainement les investissements dans les matières premières comprendront de nouvelles mines de lignite, des centrales électriques et de nouveaux réseaux électriques. Ensuite viendra le secteur chimique avec la planification de nouvelles possibilités pour les plastiques, les fibres synthétiques, les engrais, les substances chimiques intermédiaires et les produits pharmaceutiques. Les projets du secteur métallurgique comprendront l'augmentation du matériel roulant en acier. Le secteur des matériaux de construction recevra de nouveaux types de ciment, de briques et de carreaux et du matériel de transport. On

dépensera moins d'argent pour l'ingénierie électrique que l'on a favorisé dans le passé au détriment de l'industrie légère, des industries alimentaires, des transports et de l'agriculture.

Réglementation concernant l'importation

Le gouvernement vient d'instaurer une politique par laquelle il demande le rachat des produits et des importations contrebalancées à 100% aux fournisseurs éventuels de machines des pays de l'Ouest. Cette politique est obligatoire dans le cas des projets d'investissement industriels importants. Ces conditions financières ont empêché bien des entreprises d'essayer d'accéder au marché et la réaction des pays de l'Ouest entraînera peut-être des modifications. La RDA commence également à lancer l'idée de la collaboration sur les marchés du Tiers-Monde, généralement à la condition que les entreprises occidentales servent d'entrepreneurs et les sociétés de la RDA de sous-entrepreneurs.

Possibilités d'exportation

Les compagnies canadiennes peuvent étudier les possibilités de collaboration pour fournir des services d'études et du matériel pour les projets dans les pays du Tiers-Monde, en particulier ceux qui sont riches en matières premières.

BULGARIE

Situation actuelle du marché

Depuis la Deuxième Guerre mondiale, la Bulgarie, autrefois pays agricole, est devenue une nation industrielle. Au moins 77% de la main-d'oeuvre est embauchée dans les secteurs non agricoles, qui fournissent 85% de la production globale. Dans le cadre du nouveau Plan quinquennal (1976-1980), la Bulgarie continuera d'avoir l'un des taux de croissance économique les plus élevés (environ 9% par an). Près de 70% des investissements dans la production matérielle servent à la modernisation, à la reconstruction et à l'expansion des installations actuelles de production.

La Bulgarie s'est occupée de tourisme parce que cette industrie procure des monnaies fortes, mais le rendement a fléchi parce que l'hébergement laisse à désirer. Plusieurs hôtels de chaînes occidentales sont en construction ainsi qu'un hôtel du Japon.

Les services d'experts-conseils dans divers domaines sont nécessaires, mais en général les Bulgares préfèrent acheter des services "tous compris", qui englobent notamment l'ingénierie et l'équipement connexe.

Réglementation concernant l'importation

En 1976, le commerce extérieur en Bulgarie totalisait environ \$11 milliards. Environ 75% de cette valeur provenait des pays de l'Est dont 55% de l'Union soviétique.

Le monopole du commerce extérieur est détenu par des organismes de commerce extérieur. Parce qu'ils achètent pour l'ensemble du pays et que les commandes sont importantes, cela vaut la peine de persévérer.

La dette extérieure croissante a amené les Bulgares à s'efforcer de conclure des "accords de coopération industrielle" avec des firmes occidentales. La forme la plus élémentaire consiste à simplement accepter une part définie du paiement en produits bulgares. Cependant, les Bulgares tentent en fait d'établir des relations à long terme avec une entreprise occidentale qui, en retour, bénéficierait d'un traitement préférentiel sur le marché bulgare. Les hôtels clés en main devraient fournir quelques années de gestion et pourraient être ensuite incorporés à leurs systèmes de réservation.

Possibilités d'exportation

— Hôtels clés en main

HONGRIE

Situation actuelle du marché

En plus du matériel le plus moderne pour ses industries, la Hongrie importe de la technologie et des connaissances techniques de l'Ouest, ainsi que des services d'experts-conseils. Toutefois, ces services sont vendus beaucoup plus facilement lorsqu'ils accompagnent la vente du matériel et que le prix est

compris dans une offre d'ensemble. À eux seuls, leurs débouchés sont beaucoup plus limités.

Voici une ventilation des investissements totaux d'État dans cette industrie:

	%	Millions de \$
Mines	9,9	145
Génération d'électricité	14,0	205
Métallurgie	6,4	92
Ingénierie	17,5	255
Matériaux de construction	7,0	103
Produits chimiques	19,8	287
Industrie de l'éclairage	11,5	167
Transformation des produits alimentaires	12,8	187
Industries diverses	1,1	17
Total	100,0	1 458

Quant aux investissements en devises étrangères, la Hongrie accorde sa préférence aux projets qui s'autofinancent en une période de trois à cinq ans.

Il y a actuellement à Budapest un hôtel Intercontinental et un hôtel Hilton; il peut y avoir des possibilités dans l'avenir pour d'autres projets clés en main de construction d'hôtels.

POLOGNE

Situation actuelle du marché

De 1970 à 1976, la Pologne a consacré en moyenne 30% de son revenu national à l'expansion industrielle. Depuis 1976, le niveau absolu d'investissement a été maintenu, mais le pourcentage du revenu national a accusé une baisse d'environ 25%. De 1978 à 1980, les contrôles sur les importations seront plus sévères et les devises étrangères seront allouées uniquement aux projets pour lesquels on se sera déjà engagé, aux projets essentiels ou à ceux pour lesquels les devises étrangères gagnées seront considérables.

Réglementation concernant l'importation

Le marché polonais est devenu plus concurrentiel et les fournisseurs occidentaux de matériel ont plus de difficulté à y accéder car la Pologne considère le commerce de compensation, le troc, le rachat, la production en coparticipation, la participation étrangère et l'autofinancement comme des moyens de financer ses investissements industriels et d'infrastructure.

L'importance des projets clés en main a diminué car les autorités polonaises sont disposées à considérer la nomination d'experts-conseils pour l'achat de plans et de matériel, à condition qu'ils travaillent en collaboration étroite avec le personnel des bureaux d'étude polonais et des organismes commerciaux étrangers. On s'attend à ce que cette tendance s'accroisse; il y aura alors de plus en plus de possibilités pour les fournisseurs de matériel et les experts-conseils canadiens.

Possibilités d'exportation

Il existe d'importantes possibilités pour les fabricants canadiens en Pologne si les entreprises se donnent la peine de considérer

Réglementation concernant l'importation

L'économie hongroise fait l'objet d'une planification centralisée. Ses exportations et ses importations relèvent d'un petit nombre d'organisations de commerce extérieur (OCE) qui font affaire avec une industrie ou un secteur industriel particulier. Bien que quelques usines importantes aient le droit de faire affaire directement avec des sociétés étrangères, en règle générale, ce n'est pas le cas et tous les contrats se font par l'intermédiaire des OCE. Contrairement aux deux dernières années, les importations en provenance de l'Ouest sont censées augmenter — d'environ 8% alors que les exportations vers l'Ouest doivent augmenter de 17-18%.

Les sociétés hongroises ont leurs propres experts-conseils qui font une véritable concurrence aux sociétés occidentales sur le marché international. Les services d'experts-conseils sont plus facilement vendus à la Hongrie si le prix est compris dans celui de l'équipement.

les accords de production en coparticipation d'autofinancement, c'est-à-dire si le fabricant canadien produit sa marchandise, en totalité ou en partie, en Pologne, pour la réexportation au Canada et sur les marchés étrangers. Le fabricant est payé, en totalité ou en partie, au moyen de la production à l'usine polonaise et, sur un certain nombre d'années, il réduit progressivement ses intérêts financiers dans l'entreprise polonaise. Un certain nombre de compagnies occidentales ont déjà suivi cette voie.

Un grand programme de construction d'hôtels va bientôt commencer et il peut y avoir de très bonnes possibilités pour les entrepreneurs, les décorateurs d'intérieurs et les fournisseurs canadiens de matériel et de meubles. Les architectes et les ingénieurs conseils n'auront néanmoins que des possibilités limitées étant donné que la plus grande partie de la planification a déjà été faite par les bureaux d'étude polonais.

L'expansion des installations portuaires maritimes peuvent également offrir des possibilités intéressantes aux experts-conseils et fournisseurs de matériel canadiens.

Il peut aussi y avoir des possibilités pour les experts-conseils canadiens dans le secteur des transports. L'organisme polonais de commerce extérieur pour l'exportation de services d'experts-conseils et de construction, "PolSERVICE", est prêt à étudier les possibilités de travail en commun avec les entreprises canadiennes, sur des tiers marchés. Ce genre de collaboration a déjà donné de bons résultats en Afrique du Nord.

ROUMANIE

Situation actuelle du marché

Il existe des possibilités pour les sociétés canadiennes qui seraient en mesure d'aider les entreprises roumaines dans le cadre de projets dans des pays du Tiers-Monde.

Il existe des possibilités de vente de procédés techniques pour les exploitations minières de deux projets de cuivre en Roumanie.

Possibilités d'exportation

- projets d'exploitation pétrolière dans le Moyen-Orient
- projet d'exploitation minière au Pérou
- projets d'exploitation forestière en Afrique.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Situation actuelle du marché

La Tchécoslovaquie a entrepris un ambitieux programme d'expansion dans le cadre de son plan quinquennal en cours (1976-1980). La valeur globale des investissements au cours de la période prévue doit atteindre \$143 milliards. Le programme d'expansion couvre tous les secteurs industriels, mais la priorité est accordée aux secteurs suivants:

- (1) Ingénierie — Obtenir une augmentation moyenne de 50% par rapport aux niveaux de 1975 grâce à une croissance au-dessus de la moyenne dans les secteurs suivants: camions, matériel agricole, machinerie pour textiles, technologie électronique en semi-conducteurs, micro-technologie, essieux antifric-tion, éléments et agrégats hydrauliques, équipement pour industries chimiques, machinerie pour construction d'immeubles et de routes et équipement pour usine d'énergie nucléaire;
- (2) Industrie des produits chimiques — croissance de 37,5% en insistant tout particulièrement sur les produits pétrochimiques, le traitement du pétrole brut, les fibres chimiques, les additifs aux polymères et aux teintures organiques. Dans la liste des priorités, on retrouve l'industrie des pâtes et papiers qui est actuellement la plus importante pour les exportations canadiennes en Tchécoslovaquie;
- (3) Métallurgie — une hausse de 14% pour la fonte brute et de plus de 25% dans la production du matériel laminé, surtout les aciers destinés à la fabrication de tubes, de matériel pour le programme nucléaire, tôle en fer de dynamo et tôle en fer de transformateur et essieux;
- (4) Industrie des biens de consommation — croissance de 23,8% moyenne et de 50% pour les produits comme le verre, la céramique et les meubles;
- (5) Agriculture — croissance de 14,5%; le problème clé est l'augmentation de la production de grains.

En outre, on s'efforce d'accroître l'utilisation de matières premières du pays. L'extraction du lignite doit être accrue d'environ 10 millions de tonnes, ce qui représente le double de l'augmentation prévue dans le plan antérieur. Des hausses doivent se produire dans le secteur hydraulique et le secteur de l'énergie nucléaire. Soulignons que la Tchécoslovaquie n'applique pas la méthode de projet technique; elle préfère procéder par projets clés en main lorsque les services d'ingénierie sont nécessaires. Par conséquent, les Tchèques sont disposés à signer des contrats avec des firmes canadiennes d'ingénieurs, mais ces dernières doivent être prêtes à assumer toute responsabilité et offrir des garanties comme c'est la coutume en Europe.

Situation actuelle du marché

En URSS, la création de consortiums pour le développement des projets est souvent rendue nécessaire par l'envergure et la portée des projets. Les consortiums canadiens n'ont pas encore remporté beaucoup de succès, mais nous espérons que les initiatives récentes dans les secteurs du gaz et des produits chimiques auront du succès. Les consortiums canadiens ou multinationaux accordent la priorité au secteur des ressources naturelles soviétiques. En ce qui concerne les projets relatifs à l'industrie et aux ressources naturelles, les Soviétiques encouragent la collaboration avec rachat des marchandises. Par contre, ils ne sont pas favorables aux contrats d'ingénieurs-conseils sans projets clés en main ni engagement d'un consortium.

Dans la plupart des cas, la Tchécoslovaquie a recours à ses propres ingénieurs, qu'on trouve dans chaque industrie. Par conséquent, elle importe seulement l'équipement et la technologie de pointe. Par contre, il est possible pour les sociétés canadiennes d'ingénieurs de s'unir à des organismes tchécoslovaques d'ingénierie et de collaborer au développement de nouveaux projets.

Réglementation concernant l'importation

Comme c'est le cas pour le commerce extérieur qui est entièrement contrôlé par l'État, seuls les organismes autorisés de commerce extérieur peuvent signer des contrats avec des organismes étrangers en matière de projets d'ingénierie. Lorsqu'il n'y a que les services techniques et d'ingénierie en cause, l'organisme responsable du commerce extérieur est la POLYTECHNA (adresse: Panska 6, 112 45 Prague 1). Lorsque les services et l'équipement font partie d'une offre globale, la société responsable du commerce extérieur varie selon le secteur industriel en cause. Les adresses des différentes sociétés de commerce extérieur se trouvent dans la brochure d'information publiée par le ministère de l'Industrie et du Commerce — "Renseignements pour les hommes d'affaires canadiens — Tchécoslovaquie".

Possibilités d'exportation

Quatre grandes usines de pâtes et papier doivent être construites et d'autres plus petites doivent être modernisées. Les secteurs suivants représentent les domaines les plus prometteurs pour les entreprises canadiennes:

- Produits chimiques: ammoniacale, acide phosphorique, caoutchouc synthétique et matières plastiques.
- Métallurgie: fer et acier, aluminium (un projet).
- Scierie: plusieurs scieries seront construites dans divers endroits du pays.
- Exploitation minière: on insiste sur l'exploitation à ciel ouvert du lignite et sur l'exploitation souterraine du charbon noir.
- Matériel réfractaire.

On a également de nombreux projets dans les domaines de l'entreposage général, de l'entreposage de grains et des ports fluviaux; il existe également des possibilités pour les Canadiens dans les projets de construction d'hôpitaux et d'hôtels.

La Tchécoslovaquie est intéressée à collaborer avec des entreprises canadiennes à des projets dans le Tiers-Monde. Dans ces cas, l'équipement et les services en ingénierie seraient mis en commun. L'avantage de cette méthode est qu'il est plus facile de conclure une entente, puisque la question d'allocation de monnaie forte est évitée.

URSS

Réglementation concernant l'importation

Le monopole des achats est détenu par les organismes de commerce extérieur de l'État. Les services d'experts-conseils ne seront pas achetés, sauf lorsqu'ils font partie du coût global du projet. Les Soviétiques exigent des prix fermes pour les projets clés en main. Les clauses prévoyant une échelle mobile des prix et des paiements progressifs ne sont pas acceptées dans les contrats. Les Soviétiques tiennent à traiter avec un entrepreneur principal qui assume entière responsabilité quant à la livraison et au projet. Un paiement est souvent exigé comme compensation partielle ou totale, lorsque le fournisseur convient d'accepter une partie ou la totalité de la production de l'installation comme paiement.

Possibilités d'exportation

Il est difficile de déterminer les possibilités avant la publication des plans. Les possibilités actuelles comprennent, entre autres choses, un intérêt à long terme pour les machines industrielles et pour du matériel et, s'il y a lieu, des projets clés en main dans les domaines de la production énergétique, de l'explora-

tion et du développement des ressources naturelles, des produits chimiques (engrais et produits pétrochimiques), de la production automobile, des industries de traitement du bois, de la production du fer et de l'acier, de l'électronique et de l'informatique, de la construction et des machines utilisées pour la construction de routes.

YOUGOSLAVIE

Situation actuelle du marché

La Yougoslavie a formé un grand nombre d'ingénieurs, de techniciens et de compagnies dont la compétence est démontrée par le fait que les entreprises yougoslaves connaissent beaucoup de succès face à la concurrence internationale pour des projets dans d'autres pays. Par conséquent, la Yougoslavie est rarement disposée à recourir aux experts-conseils de l'étranger, sauf dans des domaines très spécialisés ou lorsque cela lui est demandé par la BIRD ou le PNUD, dans le cadre de projets internationaux. La BIRD a maintenant engagé environ \$1,5 milliard en Yougoslavie.

L'année dernière, plus de 100 sociétés yougoslaves ont entrepris des projets d'ingénierie et de construction dans 40 pays différents sur quatre continents, projets évalués à quelque \$1,2 milliard. Les activités toujours plus importantes des entreprises yougoslaves à l'étranger présentent des possibilités uniques aux experts-conseils canadiens offrant des compétences spécialisées et ayant accès à l'équipement financé par les fournisseurs.

Réglementation concernant l'importation

La grande compétence des Yougoslaves dans le domaine de la consultation empêche, dans la plupart des cas, la participation canadienne. Depuis l'adoption de la législation de 1967, cependant, le gouvernement a accepté le transfert de technologie et les entreprises communes à participation étrangère de plus de \$250 millions.

Possibilités d'exportation

Il est difficile de préciser les possibilités pour les compagnies canadiennes sans énumérer tous les programmes de prêts de la BIRD. Les experts-conseils canadiens sont cependant très bien considérés en Yougoslavie dans les domaines de l'exploitation minière, de la sylviculture et de l'agriculture. Les secteurs prioritaires de l'économie sont ceux de l'exploitation minière, des produits chimiques et de la transformation des aliments; les entreprises canadiennes pourraient en exploiter les possibilités.

EUROPE DE L'OUEST (CEE)

RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

Les experts-conseils canadiens établis en République fédérale d'Allemagne doivent faire face à une forte concurrence, leurs homologues allemands étant très compétents particulièrement dans les domaines du génie, de l'approvisionnement et de la construction. De plus, il arrive souvent que les grandes entreprises allemandes puissent elles-mêmes mettre sur pied des projets clé en main. La langue, les normes locales différentes et les problèmes d'obtention de permis de travail pour les ingénieurs canadiens rendent difficile l'accès au marché. Il est quand même possible de participer à l'élaboration de projets dans les tiers pays, soit en collaborant avec une société allemande d'experts-conseils ou en donnant son appui à une grande

entreprise allemande qui a obtenu le contrat général pour un projet clé en main. La situation est particulièrement favorable lorsque le Canada finance une partie du projet ou fournit des experts reconnus internationalement en matière de sciences forestières ou de génie minier, par exemple. Sur le plan international, l'activité minière allemande a fourni, par le passé, des marchés pour les entreprises canadiennes, particulièrement dans les pays de l'OPEP. Actuellement, diverses entreprises allemandes sont chargées de construire des aéroports en Lybie (Benghazi) et en URSS (Moscou) et des hôtels en Arabie Saoudite.

BELGIQUE ET LUXEMBOURG

Situation actuelle du marché

La Belgique est un pays très industrialisé. Ses activités industrielles sont diversifiées et avancées sur le plan technique. Les investissements publics dans l'infrastructure ont touché tous les secteurs clé (télécommunications, routes, etc.). Les entreprises d'experts-conseils et les entrepreneurs belges disposent d'une expertise dans pratiquement tous les domaines et bon nombre d'entre eux ont réussi à mener à bien des projets à l'étranger, en particulier en Afrique et au Moyen-Orient. Des contrats récents passés avec des entrepreneurs belges comprennent: 1) une mine de phosphate en Iraq, 2) une raffinerie de zinc au Pérou, 3) construction de deux hôpitaux en Arabie Saoudite, 4) installation au Maroc de 18 transformateurs de puissance fabriqués en Belgique, 5) projets d'irrigation au Sénégal.

Possibilités d'exportation

Les bureaux d'ingénieurs et entrepreneurs belges ont souvent collaboré, dans des projets outre-mer, avec des organismes étrangers à titre de dirigeants de consortiums internationaux ou dans le cadre de ces derniers. C'est ce qui s'est produit, en particulier, dans des projets importants, où les partenaires des entreprises belges participaient au financement ou fournissaient des spécialistes. Par le passé, des sociétés canadiennes ont collaboré, à l'occasion, avec des entreprises belges et il y aura des possibilités, à l'avenir, dans le cadre des critères énumérés ci-dessus.

Réglementation concernant l'importation

Ne s'applique pas.

DANEMARK

Situation actuelle du marché

Le territoire du Danemark comprend la péninsule du Jütland, les deux grandes îles de Sjælland (où se trouve la capitale, Copenhague), la Fionie et de nombreuses petites îles. Les bacs sont donc fort répandus au pays et on envisage actuellement la possibilité d'y construire divers ponts et tunnels.

Réglementation concernant l'importation

Les projets majeurs doivent faire l'objet d'une demande de soumission auprès des autres pays de la CEE.

Possibilités d'exportation

Tandis que le Folketing (Parlement danois) a approuvé la construction du pont de Great Belt, en 1973, et qu'une société de la Couronne a été établie en vue de la réalisation du projet, il subsiste encore certains doutes à savoir si la construction commencera bientôt ou si elle sera remise à plus tard. Les objections sont fondées sur des considérations techniques et économiques.

Le pays a comme projet à long terme, si l'on tient compte de la conjoncture actuelle, la construction d'un tunnel ferroviaire qui reliera Elsenør au Danemark et Helsingborg en Suède. Une société canadienne d'experts-conseils a participé à des études préliminaires à ce sujet.

Parmi ses autres projets à long terme, le Danemark étudie la possibilité de construire un nouvel aéroport international sur l'île de Saltholm ou encore d'agrandir l'aéroport international actuel de Copenhague. Une entreprise canadienne figure parmi les quelques sociétés dont la candidature a été retenue par l'Administration de l'aéroport de Copenhague en vue de la réalisation de ce projet.

L'installation d'un système de tri pour les bagages en transit, à l'aéroport international de Copenhague, offre des possibilités plus immédiates. En outre, deux sociétés canadiennes participent déjà à la réalisation du projet d'extraction, de transport et de distribution du gaz naturel depuis le secteur danois de la mer du Nord.

FRANCE

Situation actuelle du marché

Bien que la France ne représente qu'un marché limité pour les firmes canadiennes, l'activité des sociétés françaises dans des tiers pays est très intense et offre des possibilités de coopération très intéressantes. En 1977, les sociétés d'ingénierie et entre-

preneurs français ont obtenu des contrats à l'étranger totalisant plus de \$12 milliards, particulièrement en Iran, Arabie Saoudite, URSS, Nigeria, Côte d'Ivoire, Gabon, Maroc, etc. Bien que la nature de ces projets ait été très diversifiée, on notera entre autres des centrales nucléaires et thermiques, des com-

plexes pétrochimiques (séries aromatiques, acides, sulfures, éthylène, etc), des constructions de logements, de routes et des complexes agro-industriels.

Réglementation en matière d'importation

Le processus d'industrialisation des pays en voie de développement et le développement de leur infrastructure se poursuivent à un rythme accéléré. Cela est d'autant plus vrai pour les pays du Moyen-Orient où les fonds requis sont plus facilement disponibles.

Les firmes françaises continuent à jouer un rôle très important dans le développement de l'Afrique francophone et ne cessent d'accroître leur pénétration ailleurs en Afrique, en Europe de l'Est et même en Asie.

Possibilités d'exportation

La taille souvent gigantesque de ces projets, l'importance des sources de financement et l'utilisation de technologies de plus en plus spécialisées permettent, et même, exigent souvent que de tels projets soient entrepris en coopération avec un ou plusieurs partenaires.

C'est pourquoi les entrepreneurs, ingénieurs-conseils et fabricants de biens d'équipement canadiens devraient établir et maintenir des contacts étroits avec leurs homologues français afin de mieux faire connaître l'industrie canadienne et de profiter de la connaissance approfondie de ces marchés que possède l'industrie française. Nul doute que le Canada pourrait ainsi coopérer avec la France dans des projets à l'étranger qui, en 1977, se chiffraient à près de \$4 milliards pour la construction électrique, \$3 milliards pour l'infrastructure et le bâtiment, \$1,5 milliard pour la chimie-pétrochimie et \$1,25 milliard pour les équipements pour le pétrole et le gaz.

GRANDE-BRETAGNE

Situation actuelle du marché

Les entreprises britanniques s'intéressent au marché nord-américain. Plusieurs d'entre elles, reconnaissant qu'il est difficile de vendre directement au Canada à partir du Royaume-Uni, sont à la recherche d'entreprises en coparticipation et d'accords de licence ou bien de possibilités d'investissements directs. Ces recherches touchent une gamme variée de produits manufacturés, à partir des pièces forgées et des coulages, du matériel et des produits de construction, des produits alimentaires et de consommation jusqu'au matériel électrique et électronique.

Au cours des trois dernières années, on signale que l'Agence d'examen de l'investissement étranger a reçu une centaine de demandes d'entreprises britanniques désireuses de faire l'acquisition de compagnies canadiennes ou d'ouvrir de nouvelles installations de fabrication. Les entreprises du Royaume-Uni forment le deuxième plus important groupe d'investisseurs au Canada.

Réglementation concernant l'importation

Les investissements directs à l'étranger et les modalités de financement connexes dépendent de la réglementation du change, réglementation qui relève de la Banque d'Angleterre. Ces règlements n'ont pas de répercussion grave sur les investissements à l'étranger des multinationales, mais ils limitent la marge de manoeuvre des entrepreneurs individuels.

Les investissements directs internes sont également sujet d'une réglementation du change, et ils sont soumis à une analyse approfondie, notamment dans le cas des acquisitions de compagnies à capitaux britanniques.

Possibilités d'exportation

La conjoncture économique et politique actuelle au Canada a des répercussions sur l'évaluation des possibilités d'investissement et sur le choix de l'endroit où les entreprises du Royaume-Uni investiront dans des installations de fabrication. On croit généralement que cette situation est provisoire et, par conséquent, on considère que les investissements à long terme offrent encore de bonnes possibilités, surtout pour avoir accès au marché américain.

Par rapport au ralentissement des trois dernières années, les investissements au Royaume-Uni sont plus prometteurs. On signale que les projets de ré-investissement dans des biens d'équipement au Royaume-Uni se situent entre 10 et 12% pour 1977-1978, et il se peut que cette tendance ralentisse les investissements à l'étranger à partir de 1978.

Les possibilités sont bonnes pour un échange réciproque de technologie grâce à des entreprises en coparticipation et des accords d'autorisation.

Il existe d'excellentes perspectives pour une coparticipation avec les entrepreneurs généraux britanniques en vue d'investir dans les pays du Tiers Monde, en particulier en Afrique et au Moyen-Orient. La division commerciale de Londres invite les firmes britanniques à considérer le Canada comme une source de maisons usinées, d'équipement d'hôtel, de matériel de télécommunication et de communication, etc.

À Londres, on peut également se renseigner sur les études de faisabilité qui se poursuivent à l'échelle internationale. À ce titre, elle vaut une visite.

IRLANDE

Situation actuelle du marché

L'administration du développement industriel favorise l'attribution de projets importants à des ingénieurs-conseils locaux en offrant des avantages aux bureaux internationaux d'experts-conseils qui ouvrent des filiales en Irlande. Le ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Énergie a exprimé le souhait que les ingénieurs-conseils irlandais et canadiens travaillent en coparticipation, particulièrement dans le Tiers-Monde. Les sociétés d'État irlandaises, particulièrement l'Electricity Supply Board, Aer Lingus et la Shannon Free Airport Development

Corporation, ont toutes raisonnablement réussi à obtenir du travail d'ingénieurs-conseils dans les pays en expansion, y compris le Moyen-Orient.

Le choix des planificateurs et des exécutants pour de vastes projets énergétiques ou industriels dans le secteur privé (ouverture d'une mine, établissement d'une fonderie ou d'une miniaciérie) dépend des parties en cause. Des entreprises canadiennes ont obtenu de gros contrats d'ingénierie et de fourniture de matériel lorsque des corporations canadiennes comptaient parmi

ces parties. Il est possible que les filiales de fabricants canadiens établis en Irlande, qui ont participé à de grands projets dans ce pays, importent un volume substantiel de composants fabriqués au Canada.

L'intention du gouvernement irlandais d'acquérir une centrale d'énergie nucléaire, à partir de 1979-1980, sera probablement

le prochain projet majeur susceptible d'intéresser particulièrement le Canada. Certaines entreprises canadiennes présentent actuellement leurs soumissions en vue de fournir au moins une centrale électrique à charbon de 300 MW pour l'estuaire de Shannon. Les capacités canadiennes de dragage sont connues à Dublin ainsi que des commissaires du port de Cork qui attribuent de temps à autre des contrats importants.

ITALIE

Situation actuelle du marché

Les possibilités d'une participation canadienne à des projets de construction et d'études en Italie sont limitées en raison de la présence d'entreprises italiennes compétentes et concurrentielles, de règlements qui favorisent les entreprises autochtones et de l'omniprésence du secteur étatisé dans cette industrie.

Toutefois des entreprises italiennes qui réussissent bien, pourraient collaborer avec des entreprises de construction et des bureaux d'experts-conseils canadiens, à des projets de grande envergure dans des tiers pays, en particulier lorsque sont requises des aptitudes dans un certain nombre de domaines et les ressources financières concomitantes.

Depuis le début de la crise du pétrole en 1973, les entreprises de construction et les bureaux d'ingénieurs-conseils italiens se sont tournés de plus en plus vers les pays en voie de développement pour de nouveaux débouchés. En trois ans, la valeur des contrats obtenus à l'étranger est passée de \$(US) 914 millions (en 1974) à \$(US) 2 514 millions (en 1976), soit une augmentation de 275%. La majorité des projets concernait des routes et des métros (11%), des ports et des aéroports (4%), des centrales hydro-électriques et des barrages (27%), ainsi que des usines (21%).

Les Italiens ont été des plus actifs en Asie (49%), les contrats obtenus en Arabie Saoudite comptant pour 29% de tous les contrats. Dans d'autres pays exportateurs de pétrole, les Italiens

ont obtenu des contrats d'une valeur de \$(US)935 millions. L'Afrique représente 38% de leur marché. Les entreprises italiennes ont même été actives au Canada, dans le projet de la Baie James et dans le prolongement des lignes du métro de Montréal.

Réglementation concernant l'importation

Étant donné que le travail est financé et accompli à l'extérieur de l'Italie, aucune loi, aucune restriction, aucun règlement, etc., ne le touchent.

Possibilités d'exportation

Les entreprises canadiennes ont de bonnes chances de travailler avec des entreprises italiennes, si elles peuvent leur fournir une aide financière, de même qu'un produit ou un service plus avancé sur le plan technologique, ou un service ou un produit qui complète ceux qu'offre leur partenaire italien.

Des projets spécialisés comme la construction d'aéroports, d'écoles, et d'hôpitaux, la planification et la construction d'usines, etc., pour lesquels les entreprises canadiennes jouissent d'une compétence mondialement connue devraient intéresser tout particulièrement les sociétés italiennes.

Les sociétés canadiennes intéressées devraient être prêtes à se rendre en Italie et à y rencontrer leurs homologues italiens pour examiner en détail avec eux des formes possibles de collaboration (y compris le financement partagé).

PAYS-BAS

Un certain nombre de bureaux canadiens d'ingénieurs-conseils collaborent avec des sociétés néerlandaises dans le cadre de projets internationaux, et ce, surtout dans des pays en voie de développement. Un bureau canadien d'experts-conseils ne pourrait sans doute participer à l'exécution de projets d'ingénierie aux Pays-Bas, étant donné le nombre et la qualité des ingénieurs-conseils néerlandais, qu'en s'associant ou en collaborant, selon des critères particuliers, avec un bureau local.

À l'avenir, il se peut qu'il y ait des possibilités pour les industries canadiennes de construction d'aéroports et de fabri-

cation de matériel aéroportuaire. Schiphol demeurera probablement le seul aéroport international des Pays-Bas, mais on a approuvé les plans de construction d'une deuxième aérogare, qui devrait être prête vers 1985. Des terrains seront également disponibles pour la construction d'un nouveau terminus de marchandises, mais les plans en sont encore au stade préliminaire. La compagnie KLM fera également construire un terminus de marchandises dans la même région en temps opportun. Schiphol pourrait également être le quatrième aéroport transatlantique d'Europe, après Londres, Paris et Francfort (les autres candidats sont Rome et Copenhague).

EUROPE DE L'OUEST (non-CÉE)

AUTRICHE

Situation actuelle du marché

L'industrie autrichienne est ancienne et bien établie, et ce sont habituellement des ingénieurs du pays qui fournissent les services d'experts-conseils. En effet, en Autriche, les grandes sociétés d'État exportent les services d'experts-conseils, particulièrement dans l'industrie de l'acier.

Cependant c'est à Vienne que se trouve le siège social de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), dont une des principales fonctions consiste à fournir des services d'experts-conseils (particulièrement pour les études de faisabilité) et des services de gestion des projets (pour les usines-pilotes) aux pays moins industrialisés. Bien que l'ONUDI ne finance pas elle-même les projets d'investissement éventuels, le fait d'entreprendre la première étude ou la construction d'une usine-pilote constitue un avantage certain pour

les entreprises canadiennes qui sont intéressées à obtenir des contrats en Autriche. Toutefois, vu le manque de fonds, les projets sont peu considérables et lents à se réaliser.

Réglementation concernant l'importation

En Autriche, les projets d'investissement sont généralement confiés à des entreprises nationales en raison du rôle important que jouent le gouvernement et l'industrie d'État dans ce secteur. L'industrie du tourisme offre plus de possibilités aux Canadiens, en particulier si des sources de financement canadiennes sont disponibles.

Possibilités d'exportation

Les sociétés autrichiennes ont plusieurs projets en cours dans des tiers pays. La réalisation de ces projets laisse entrevoir des possibilités de former des entreprises en coparticipation.

ESPAGNE

Situation actuelle du marché

Les principaux projets actuels en Espagne, qu'ils soient au stade de la planification ou en cours d'exécution, se situent dans les domaines des mines, des pâtes et papiers, de l'énergie nucléaire, de la prospection pétrolière, de la distribution de gaz et de la production d'acier et de fer. En raison de la situation internationale et de la conjoncture nationale actuelles, plusieurs de ces projets ont dû subir un ralentissement. Quoiqu'il en soit, ils demeurent les plus importants projets de développement industriel pour ce pays et ils seront mis en oeuvre en temps opportun.

Réglementation concernant l'importation

La rationalisation de certains secteurs économiques (par exemple, la production d'acier) au moyen de certaines méthodes telles que le financement spécial à taux modique a provoqué, et cette tendance persiste, une forte demande en équipement moderne et en technologie des plus modernes. A quelques exceptions près, la nouvelle législation a récemment stimulé les investissements étrangers. Toutefois, le gouvernement est déterminé à faire appel aux ressources locales dans toute la

mesure du possible. En conséquence, les services étrangers de technogénie ne seront désormais requis que s'il est prouvé qu'on ne dispose pas localement de l'expertise nécessaire et lorsque ces services pourront oeuvrer en collaboration avec un bureau d'experts-conseils espagnol. La majorité des projets d'investissement en cours emploient jusqu'à 70 à 80% des ressources techniques et humaines espagnoles et n'importent que quelques pièces d'outillage spécial.

Possibilités d'exportation

Il existe des débouchés pour les entreprises canadiennes spécialisées en fourniture de matériel ou de services, plus particulièrement dans les domaines suivants: les réacteurs nucléaires, la prospection pétrolière à terre et en haute mer, les moulins de pâtes et papiers et les usines de transformation du papier, l'exploration et l'extraction minière (principalement l'extraction de métal commun), la distribution et l'emmagasinage des gaz, les produits métallurgiques de base et la sidérurgie. Il est important que ces marchés s'appuient sur des investissements à long terme.

FINLANDE

Situation actuelle du marché

A cause du ralentissement temporaire des investissements dans le domaine de la construction, on ne prévoit aucun investissement important. C'est pourquoi les principales firmes finlandaises de construction sont à la recherche de projets en terre étrangère. L'Union soviétique, le Proche-Orient et l'Afrique ont

été les marchés les plus profitables. Certaines entreprises finlandaises ont collaboré avec des experts-conseils canadiens pour des projets de construction dans des tiers pays. Si les entreprises finlandaises connaissent un regain d'activité, les experts-conseils canadiens qui oeuvrent dans les domaines de l'ingénierie et de la gestion des projets pourront en tirer profit.

GRÈCE

Situation actuelle du marché

La Grèce a récemment entrepris d'importants projets, notamment l'aéroport d'Athènes (dont le coût total est évalué à \$600 millions), le métro d'Athènes (une étude préliminaire d'une valeur de \$4 millions), l'étude sur l'électrification des chemins de fer, de nouvelles centrales hydro-électriques, de nouvelles usines de lignite et divers projets dans le secteur minier.

Des firmes françaises, ouest-allemandes et américaines ont été choisies pour réaliser plusieurs de ces projets. Toutefois, certaines entreprises canadiennes ont été choisies à titre d'experts-conseils pour un projet de ferromagnésium, une fonderie d'alumine, des études géologiques et géophysiques et un projet d'amiante et un projet d'horticulture.

Réglementation concernant l'importation

Même si le gouvernement grec procède toujours par appels d'offres internationaux pour les projets importants, il doit, quoiqu'il ne le fasse pas toujours, inviter (en vertu de la loi sur l'affectation des études) les bureaux locaux d'ingénieurs-conseils à présenter des déclarations d'intention.

Les chances d'obtenir des contrats dans le domaine de l'électricité sont très minces pour les études étrangères d'experts-conseils. En fait, la Société publique d'électricité a adopté une politique lui permettant d'utiliser les ressources autochtones le plus possible. Depuis quelques années, elle n'a que très rarement demandé aux firmes étrangères de collaborer avec elle.

Finalement, la Chambre technique de la Grèce tente d'obtenir le plus de contrats possible pour ses membres et elle voit à ce que le gouvernement respecte le règlement (elle a récemment reproché au gouvernement d'avoir accordé les projets de l'aéroport et du métro d'Athènes à des firmes étrangères sans demander aux compagnies autochtones de présenter des déclarations d'intention).

Possibilités d'exportation

Voici une liste de quelques projets intéressants en voie de réalisation: un projet d'éducation financé par la Banque mondiale et un projet d'irrigation dans le nord de la Grèce, un projet d'exploration pétrolière au large des côtes, une usine de ferrochrome, un complexe pétrochimique, une usine d'antibiotiques et une fabrique de matériel de commutation téléphonique.

Il est intéressant de signaler que les projets de l'aéroport et du métro d'Athènes ont été accordés à des consortiums de firmes étrangères et locales. Les compagnies canadiennes devront peut-être suivre le même procédé pour obtenir des contrats semblables (certaines ont déjà établi de telles sociétés). De plus, à cause de l'importance extrême, au point de vue politique et économique, de la présence des Français en Grèce, une entreprise en coparticipation avec une firme grecque pourrait être profitable.

ISLANDE

Les échanges commerciaux entre le Canada et l'Islande ont augmenté de façon marquée à la suite de l'établissement, en 1976, d'une liaison maritime régulière entre Halifax et Reykjavik. Les exportations canadiennes vers l'Islande au cours de 1977 ont augmenté de 65% par rapport à 1976 pour atteindre \$1,8 millions. Par conséquent, la compagnie de navigation de l'Islande a décidé de prolonger le service pendant six autres mois.

Le gouvernement islandais projette actuellement d'entreprendre la réalisation des grands projets suivants:

Station-satellite terrestre. La construction sera entreprise en association avec la Northern Telegram Company du Danemark.

Nouvelles installations aéroportuaires à Keflavik. Le projet est encore au stade initial; on peut obtenir plus de détails en communiquant avec le délégué commercial du Canada à Oslo.

Programme de construction et d'amélioration des routes.

NORVÈGE

Situation actuelle du marché

Les possibilités sont très limitées en Norvège dans ce secteur. Si les sociétés canadiennes réussissent à obtenir des concessions lors de la quatrième ronde de distribution des blocs pétrolières

de la mer du Nord, il s'ensuivra peut-être des retombées pour l'industrie canadienne. Les entreprises et les banques norvégiennes sont intéressées par des entreprises en coparticipation (construction et financement) dans des tiers pays.

PORTUGAL

PROJETS D'IMMOBILISATION

Situation actuelle du marché

Au cours des quatre prochaines années, le gouvernement du Portugal doit faire d'importants investissements pour l'exploitation de riches gisements minéraux et pour la création de programmes en matière d'infrastructure de sources d'énergie et de systèmes d'irrigation dont le pays a un urgent besoin. Le complexe industriel Sines est le plus important des projets actuellement en voie d'exécution. On prévoit la construction d'un port en eau profonde et d'installations portuaires pour le transit des marchandises. Ce port devrait être en état de fonctionner en 1978. Le projet comprend aussi une raffinerie et un complexe pétrochimique. Une usine à métal lourd pour la construction de wagons de marchandises doit aussi être mise sur pied. Une aciérie et des terminaux pour les minéraux et les engrais sont aussi prévus.

Le gouvernement admet qu'il faut améliorer le réseau routier et construire des aéroports, des centrales électriques, etc. et à ce sujet, il prévoit des programmes de travaux publics de grande envergure, dont certains seront financés par la Banque mondiale; les plus importants sont ceux qui ont trait à l'infrastructure locale et rurale comme les routes, l'électrification, l'adduction d'eau, la santé publique, les systèmes d'irrigation, les écoles et les centres hospitaliers. En outre, des mesures seront prises pour encourager le secteur privé à achever les travaux entrepris dans le secteur du tourisme et suspendus après la Révolution.

Réglementation concernant l'importation

La principale politique du gouvernement est de mettre un frein à la chute de l'économie nationale et de permettre au Portugal de reprendre la place concurrentielle qu'il occupait en profitant

d'une tendance à la hausse de l'économie mondiale. Pour ce faire, le Portugal doit compter sur l'aide temporaire de nations étrangères, aide qui prend deux formes: financière et technique. Elle vient des États-Unis, des pays de la CEE et des membres de l'AELE, en particulier des pays scandinaves et de la Grande-Bretagne. Certains prêts et crédits ont déjà été accordés et d'autres attendent l'approbation officielle. La Banque européenne d'investissement, la Banque mondiale, les banques privées et les banques d'État de divers pays européens et des États-Unis sont engagés dans ce programme d'aide.

Possibilités d'exportation

Agrandissement des aéroports

Les autorités étudient les plans d'agrandissement de l'aéroport actuel de Portela à Lisbonne. Il est possible que les autorités portugaises envisagent la construction d'un nouvel aéroport international dans l'avenir. L'agrandissement des aéroports actuels aux Açores et à Madère ou la construction de nouveaux aéroports est envisagée. Pour participer à ces projets, les entreprises canadiennes intéressées à offrir leur compétence et leurs services doivent communiquer avec les experts-conseils locaux.

Projet du barrage Alqueva

Il s'agit d'un projet pouvant être financé par la Banque mondiale. Les appels d'offres seront lancés dès la fin de 1979.

Prêt de la Banque mondiale — Projets de l'EdP

Un accord de prêt entre la Banque mondiale et la Société électrique du Portugal (EdP) englobe les projets suivants:

- a) La production d'énergie: usines hydrauliques et thermiques.
- b) Des lignes de transport d'énergie et des postes de relais.
- c) Des systèmes de distribution d'énergie (expansion et électrification rurale).

La plupart des études, ainsi que la conception et les travaux techniques pour les projets ci-dessus ont déjà été entrepris. Les contrats pour l'équipement doivent être accordés par appels d'offres à l'échelle internationale.

Silos

L'Institut céréalière prévoit la construction d'un plus grand nombre de silos. Bien que les sociétés locales aient la compétence voulue pour entreprendre ce projet, le pays devra importer une grande quantité de matériel. Le projet sera divisé en trois phases dont la première est déjà commencée. Les appels d'of-

fres pour la deuxième phase devraient être lancés au cours de l'année 1978.

Réfrigération (installations frigorifiques)

Le Portugal a un urgent besoin d'installations frigorifiques pour la viande, les fruits et légumes. Un Institut national de réfrigération doit être mis sur pied pour préparer un plan directeur en vue d'établir des installations dans tout le pays. Certains pays ont déjà indiqué qu'ils pourraient apporter une aide financière et technique, particulièrement dans le secteur des produits de la pêche.

Usine de traitement d'huile comestible CUF

La Companhia Uniao Fabril (CUF) prévoit des usines de broyage et de traitement d'une valeur d'environ \$33 millions. Un des premiers points à considérer sera le financement étranger. On s'attend à ce qu'une évaluation économique soit prête en 1978. Un programme englobant toute l'usine est du plus haut intérêt.

SERVICES DE CONSULTATION

Situation du marché

Le gouvernement se propose d'investir largement dans des projets en matière de production du domaine socio-économique, d'énergie et de transport pouvant intéresser les sociétés d'ingénieurs-conseils canadiens. Cependant, il leur est conseillé de s'assurer de la collaboration de leurs homologues portugais.

Réglementation concernant l'importation

Il n'existe pas de loi régissant ce secteur mais la politique générale est d'accorder des contrats aux sociétés locales d'ingénieurs-conseils associés à des sociétés étrangères équivalentes.

Possibilités d'exportation

Les grands projets d'expansion dans l'industrie lourde, particulièrement dans le secteur public, seront exécutés aux termes du programme gouvernemental, dans les secteurs de l'acier, de la pétrochimie, du ciment, des engrais et de la construction navale. Les autres plans sectoriels comprendront des projets relatifs à l'équipement de transport, aux machines agricoles, à la machinerie, à la fabrication du verre, à la fabrication d'ustensiles de ménage et à la betterave à sucre. Les investissements dans l'industrie légère, particulièrement dans l'industrie privée, viseront les secteurs à réorganiser selon les programmes gouvernementaux et ils pourront comprendre les denrées alimentaires, les produits pharmaceutiques, les textiles, le verre, le montage des automobiles, les produits sidérurgiques, électriques et électroniques, le bois, le liège et les plastiques.

SUÈDE

Situation actuelle du marché

Les possibilités d'une participation canadienne dans les grands projets d'investissement suédois ont été limitées.

Par contre, les entreprises canadiennes offrant des services techniques spécialisés dans certains domaines comme les pâtes et papiers, les télécommunications ou les industries spatiales ont trouvé des débouchés en Suède. Cependant, ce pays possède en général toutes les compétences techniques dont il a besoin et les autorités suédoises préfèrent utiliser leurs propres services de génie plutôt que d'engager des sociétés d'experts-conseils étrangers.

Réglementation concernant l'importation

Il n'y a aucune restriction dans l'embauche d'ingénieurs étrangers. Les experts-conseils étrangers devant travailler en Suède pour une période plus ou moins prolongée doivent obtenir des permis de travail. En général, le client aide à obtenir ces permis.

Possibilités d'exportation

Les possibilités d'investissements sont limitées en raison des propres capacités industrielles et techniques de la Suède mais quelques domaines techniques particuliers comme la planification de la circulation routière, les télécommunications ou l'au-

tomation postale, demeurent ouverts aux experts-conseils spécialisés. Ces occasions sont souvent liées à l'introduction d'une nouvelle technologie ou de produits techniques perfectionnés.

Il semble que les entreprises canadiennes pourraient avoir des possibilités de collaborer avec les entreprises suédoises dans des tiers marchés comme ceux du Bloc de l'Est et du Moyen-Orient. La possibilité de partager le risque qu'entraînent les projets dans ces pays n'a pas échappé aux sociétés suédoises.

SUISSE

Le secteur des services d'experts-conseils est très bien organisé en Suisse; les experts-conseils étrangers ont donc bien peu de possibilités de trouver du travail dans ce pays. Il peut parfois arriver qu'ils collaborent à la réalisation d'un projet entrepris par une société suisse dans un autre pays.

Il est également possible de trouver du travail par l'intermédiaire des agences de l'ONU, situées à Genève. Cependant, il

s'agit toujours d'un marché difficile et très concurrentiel, et les entreprises intéressées doivent s'efforcer d'entretenir les relations nécessaires.

On recommande aux entreprises canadiennes qui ont de la main-d'oeuvre dans les pays du Tiers monde de communiquer avec ce Bureau pour se renseigner sur les possibilités d'emploi qui s'offrent à eux par l'intermédiaire des agences de l'ONU.

PACIFIQUE

AUSTRALIE

Situation actuelle du marché

Les possibilités d'exploitation des ressources australiennes sont extraordinaires. Le Premier ministre a fait remarquer que les projets immédiats nécessitent des investissements supérieurs à \$3 milliards. Comme au Canada, le développement de ces possibilités immédiates dépend de la conjoncture économique mondiale.

Réglementation concernant l'importation

Le gouvernement australien sait qu'il doit adoucir les règlements sur la propriété en Australie, du moins pour le moment, afin d'obtenir des investissements nécessaires pour exploiter les ressources. Il vise à conserver éventuellement 50% de la propriété minière australienne. L'uranium constitue un cas particulier; le gouvernement voudrait que les 75% demeurent en propriété australienne. Il y exerce des contrôles rigoureux sur tous les stades de l'exploitation, de la livraison et de l'utilisation des produits ainsi que sur l'élimination des déchets.

Possibilités d'exportation

Les projets énumérés ci-dessous sont imminents ou déjà en cours. Toutefois, leur rythme d'avancement dépend de l'accès des produits aux marchés d'exportation.

EXPLOITATION MINIÈRE ET TRAITEMENT DES MINÉRAUX

Projets

Coûts estimatifs (en millions de dollars)

1. Projets North-West Shelf Gas, W.A.	Projets au large des côtes, G.N.L., station de pompage et gazoduc vers Perth, production prévue de 1000 – 1200 millions pi ³ par jour.	3000
2. Raffinerie d'alumine à Wagerup, W.A.	Production initiale de 800,000 tonnes d'alumine.	760
3. Norwich Park, Ql.	Production annuelle de 5 millions de tonnes de charbon cokéfiant.	280
4. Ranger Mine, N.T.	Production annuelle de 2,500 tonnes d'uranium.	200
5. Comalco Aluminium, Qld.	Construction d'une aluminerie à Gladstone, Qld.	200
6. Zone "C", W.A.	Production annuelle de 8 millions de tonnes de minerai de fer.	400

Projets

Coûts estimatifs (en millions de dollars)

7. Jabiluka, N.T.	Production annuelle de 2,500 tonnes d'uranium provenant d'une exploitation à ciel ouvert.	200
8. Gregory, Qld.	Production annuelle de 3 millions de tonnes de charbon cokéfiant.	200

FORESTERIE

1. Expansion de la fabrique de pâte à papier APPM en Tasmanie. (\$2,4 millions pour la fabrique de Wesley Vale et \$30 millions pour le moulin à papier de Burnie.) L'expansion de la fabrique de Wesley Vale comporte des améliorations à apporter aux machines à papier actuelles ainsi que l'installation d'un ordinateur de régulation des procédés. L'expansion du moulin à papier Burnie comporte l'achat d'une nouvelle machine à papier kraft.

2. Le moulin à papier journal ANM qui sera situé à Albury (Nouvelle-Galles du Sud) produira 500 tonnes par jour. Les travaux de génie civil commenceront en 1979 et seront terminés en 1981. L'étude sur l'environnement ainsi que le travail de conception de l'usine seront effectués par H.A. Simons de Vancouver.

3. Un projet de production indépendante de 300 tonnes par jour à la fabrique de pâte de bois tendre d'Oberon (Nouvelle-Galles du Sud). L'étude de rentabilité est actuellement menée par T.J. Sprot d'Auckland, (Nouvelle-Zélande).

4. Une fabrique de pâtes et papiers avec une capacité de production de 500 tonnes par jour exploitée par Woodlande Pty Ltd., à Gympie (Qld.) et financée par Pioneer Sugar, le Superannuation Board, le Queensland et *Mount Isa Mines*.

5. Un projet de construction d'une petite usine de copeaux avec une unité de chargement des copeaux de taille moyenne ou deux unités de petite taille, sur la côte nord de la Nouvelle-Galles du Sud pour Alan Taylor & Co. Pty. Ltd.

6. La possibilité d'exploitation ou d'expansion des opérations de scierie actuelles de Tumut.

JAPON

Situation actuelle du marché

Le Japon possède d'immenses compétences en matière de services de consultation et peut, fondamentalement, offrir aux projets nationaux toute la compétence nécessaire. Les entreprises japonaises ont également remporté beaucoup de succès à l'étranger, et il semble bien que l'on veuille donner à ce programme une plus grande impulsion pour l'adapter au rythme de l'exportation d'usines.

Réglementation concernant l'importation

En général, il n'existe pas au Japon de politique ou de législation gouvernementale constituant une limitation importante des importations de marchandises et de services étrangers dans ces domaines. Toutefois, les méthodes traditionnelles d'achat du gouvernement éliminent les possibilités des fournisseurs étrangers pour ce qui est des projets gouvernementaux.

Possibilités d'exportation

Se joindre à l'industrie japonaise pour exporter dans les pays du Tiers monde semble constituer les principales possibilités d'exportation. Le Japon ne possède pas beaucoup de compagnies offrant des services d'experts-conseils; or, il en a besoin comme principal atout pour ses exportations d'usines qui se sont montées à plus de \$(US) 8,67 milliards en 1977. En même temps, ces exportations d'usines offrent des possibilités aux entreprises

canadiennes qui peuvent se joindre aux consortiums participants ou s'y affilier en tant que sous-entrepreneurs. Les modèles d'usines les plus exportés sont ceux dont ont besoin les pays en développement ou les pays situés derrière le rideau de fer, par exemple, des usines pétrochimiques, extractives, de matériel électrique, de traitement du fer et des métaux non ferreux de ciment, d'engrais, de dessalage, de textiles, de pâtes et papier et une infrastructure industrielle.

NOUVELLE-ZÉLANDE ET ÎLES DU PACIFIQUE

Situation actuelle du marché

Comme la Nouvelle-Zélande est un pays industrialisé qui possède un système d'enseignement parfaitement organisé, la demande en services d'experts-conseils est pratiquement inexistante. Traditionnellement, les experts-conseils canadiens jouaient un rôle important dans l'élaboration de projets techniques concernant les usines de pâtes et papiers, les cartonneries et autres établissements de traitement du bois. De plus, ils ont aussi fourni leurs services dans d'autres domaines spécialisés comme les systèmes météorologiques et la salmoniculture.

Des organismes comme la BAD, l'ACDI et la FAO financent les projets majeurs entrepris dans les îles du Pacifique et fournissent les experts-conseils.

Règlementation concernant l'importation

Bien qu'aucune restriction ne vise les experts-conseils étrangers qui travaillent en Nouvelle-Zélande, la *Reserve Bank* doit autoriser tout transfert de fonds hors du pays. Il serait difficile d'obtenir une telle autorisation si jamais les entreprises de Nouvelle-Zélande fournissaient un service semblable.

Dans le cas d'investissements de plus de \$500 000, les règlements du gouvernement exigent que les soumissionnaires déclarent le montant et la valeur des matériaux néo-zélandais compris dans le coût total soumissionné. Cette valeur doit être prise en considération lors des adjudications. Il est arrivé que le gouvernement accepte des soumissions comportant uniquement des matériaux étrangers afin d'éviter qu'un secteur industriel ne contracte trop d'engagements.

Possibilités d'exportation

Le gouvernement a l'intention d'accroître la production d'éner-

gie dans un avenir prochain. Des soumissions pour la centrale électrique Auckland n° 1 et le projet de barrage de Clutha River seront probablement faites au cours des prochaines années; ces projets offriront peut-être la possibilité de fournir des génératrices ou tout autre matériel de service spécialisé. De même, on prévoit l'annonce de soumissions pour le projet du barrage Koro dans les îles Fiji.

Récemment, une société de Nouvelle-Zélande a retenu les services d'une entreprise suédoise pour établir le plan d'une usine de pâtes et papiers devant être construite dans l'île du Nord, et pour fournir des services d'experts-conseils. Le Bureau donnera plus de renseignements sur les possibilités de fourniture de biens d'équipement. La construction d'une deuxième usine de pâtes et papiers est projetée pour 1978, et là encore, le Canada aura peut-être l'occasion de fournir du matériel et des services d'experts-conseils pour ce projet.

Les pins des plantations des îles Fiji sont actuellement prêts à être coupés, et on envisage la construction près de Lautoka d'une usine de copeaux qui serait exploitée dès 1981. Il a été question de construire une usine de pâtes et papiers sur l'île, mais ce projet est encore à l'état d'ébauche et ne semble pas près de se réaliser.

L'établissement de stations de sports d'hiver en Nouvelle-Zélande peut constituer un autre débouché pour les services d'experts-conseils canadiens. Toutefois, en raison de la situation économique actuelle, ces plans ont été retardés de plusieurs années et le seront peut-être indéfiniment. Les sociétés d'experts-conseils qui désirent offrir des services spécialisés doivent d'abord consulter le Bureau de Wellington pour déterminer si leurs services sont en demande.

PAPOUASIE-NOUVELLE GUINÉE (Australie)

Situation actuelle du marché

En 1976/1977, les exportations de la Papouasie et de la Nouvelle-Guinée ont augmenté à quelque 517 millions de kina. (Une kina = approximativement \$(Can) 1,70). Environ 55% des gains totaux provenaient des concentrés de cuivre et le reste des principales récoltes commerciales comme le café, le cacao et le copra. La Papouasie-Nouvelle-Guinée a maintenant conclu un accord de libre échange à long terme avec l'Australie et est aussi devenue membre de la Convention de Lomé.

En 1976-1977, les importations ont aussi augmenté à environ 393 millions de kina. Vu son faible niveau actuel de développement industriel, la Papouasie-Nouvelle-Guinée dépend fortement d'une grande variété de produits importés. Les articles principaux dans ce secteur sont les aliments, les carburants minéraux, la machinerie et le matériel de transport et de communications ainsi que divers produits manufacturés.

Les revenus internes du gouvernement continuent de provenir en grande partie de l'Australie (44%), d'autres revenus et impôts internes fournis principalement par Bougainville Copper (50%) et d'emprunts à l'étranger (6%). Un des points saillants de la gestion économique gouvernementale a été l'établissement de fonds de stabilisation pour les produits afin de réduire les fluctuations brusques des revenus nationaux résultant de variations substantielles du prix des produits. Actuellement, les deux fonds de stabilisation les plus importants ont été établis pour le café (25 millions de kina) et le cacao (8 millions de kina).

Depuis l'Indépendance, acquise en 1975, le gouvernement a aussi élaboré une stratégie visant à exploiter les secteurs de l'économie les plus profitables pour l'ensemble du pays. Les domaines du secteur primaire pour lesquels on encourage fortement l'investissement et la participation des pays étrangers comprennent: 1) l'exploration et l'exploitation des dépôts de

minéraux, d'huile et de gaz; 2) l'établissement de l'industrie du traitement du bois et des produits forestiers; 3) la pêche et du traitement des produits de la mer. Le gouvernement s'intéresse également à l'industrie secondaire et à de nouveaux aménagements touristiques.

Réglementation concernant l'importation

Les nouvelles entreprises étrangères qui souhaitent entreprendre des projets en Papouasie-Nouvelle-Guinée et celles qui sont déjà en place et veulent poursuivre leurs activités, doivent d'abord s'enregistrer auprès de l'Organisme national d'investissement et de développement. Il s'agit de remplir une formule fournie par l'ONID et de rédiger sa proposition conformément aux "principes directeurs s'appliquant aux études de projets". L'enregistrement sera effectué si l'entreprise étrangère accepte les conditions d'enregistrement déterminées par le ministre chargé du développement national.

Possibilités d'exportation

Nous énumérons ci-après certains projets majeurs qui sont d'actualité en Papouasie-Nouvelle-Guinée:

- * Exploitation d'une usine de traitement et de mise en conserve du thon.
- * Établissement de trois installations de traitement du contre-plaqué, de bois de placage et de copeaux.
- * Mine de cuivre Ok Tedi — BHP et consortium à l'étape d'étude de rentabilité.
- * Mise en valeur du port de Port Moresby — agrandissement du bassin et approfondissement.
- * Projets de production hydro-électrique au moyen de turbines électriques et à gaz.

ASIE

BIRMANIE

La Birmanie est un pays socialiste. Les importations y sont du ressort exclusif des diverses entreprises d'État qui régissent l'ensemble de l'activité de leur secteur économique respectif. Le pays effectue ses achats au moyen d'appels d'offres à l'échelle internationale et se fonde avant tout sur le prix dans le choix de ses fournisseurs. Ses possibilités d'importation sont limitées du fait qu'il souffre régulièrement d'une pénurie de devises.

Les ventes commerciales effectuées dans le secteur des investissements et des services d'experts-conseils se limitent aux achats qu'exigent les travaux financés par la BIRD ou la Banque asiatique de développement. La Direction du financement international du ministère de l'Industrie et du Commerce, à Ottawa,

publie chaque mois un rapport sur ces travaux. La Direction des projets d'outre-mer de ce ministère fait parvenir à d'éventuels fournisseurs canadiens les appels d'offres publiés par ce pays.

La Birmanie interdit à l'heure actuelle la formation d'entreprises en coparticipation ainsi que toute forme d'investissement étranger, mais il semble que cette politique subira des modifications.

Les travaux menés dans les domaines de l'exploitation forestière, des pêches, des télécommunications et de l'élevage sont particulièrement susceptibles d'intéresser les experts-conseils et les fabricants de matériel canadiens.

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Situation actuelle du marché

La Chine est un pays socialiste dont l'économie et les importations centralisées conformément à un plan de l'État sont confiées à sept sociétés commerciales d'État agissant pour le compte des consommateurs. Le dévoilement du Plan économique décennal (1976 à 1985) a offert de nouvelles possibilités considérables en ce qui concerne la réalisation de projets majeurs en Chine. Le Plan prévoit de mener à terme environ 120 projets majeurs d'ici à 1985; l'importation de la technologie et du matériel nécessaires à leur réalisation semble plus que probable.

Au cours des cinq dernières années, la méthode préférée pour obtenir la technologie étrangère était la création d'usines complètes, dont des usines d'urée (des États-Unis, du Japon et d'Europe occidentale) une aciérie de laminage à froid (un consortium d'Allemagne de l'Ouest, d'Autriche et de Belgique), une usine de fibre de polyester (du Japon) une usine d'éthylène-glycol (une société en coparticipation américaine et japonaise) une usine de transformation de la pyrite (un consortium japonais) et des fours à chaux d'Allemagne de l'Ouest destinée à une aciérie locale. Récemment la Chine a conclu une entente avec le Japon pour la construction d'une usine de tubes pour télécouleurs et en est à la phase des négociations détaillées avec le Japon pour la construction d'un grand complexe d'aciérie à Shanghai. Les négociations arrivent à leur fin également

pour un certain nombre de projets d'exploitation de mines de charbon avec un consortium d'Allemagne de l'Ouest.

Les services d'experts-conseils, boudés par les Chinois dans le passé, semblent maintenant mieux acceptés sur ce marché. Il appert que des entreprises japonaises et européennes fournissent des services d'experts-conseils en ce qui concerne les activités de développement des chemins de fer et des ports. Une société d'Allemagne de l'Ouest assure de tels services dans le développement de l'exploitation du charbon.

Possibilités d'exportation

En dépit de l'accent mis de nouveau, récemment, sur l'acquisition de technologie et de matériel étrangers et de la rapidité avec laquelle la Chine désire moderniser son économie, les sociétés chinoises demeurent toujours très prudentes, recherchant la meilleure technologie disponible au coût le plus compétitif. Les secteurs les plus prometteurs sont ceux où les sociétés canadiennes disposent d'une technologie et d'une compétence reconnues internationalement et dont les prix sont compétitifs. Nous croyons qu'il existe des possibilités sur ce marché pour les entreprises canadiennes spécialisées dans le développement des ressources (métaux non ferreux, fer et acier, forêts) et en revalorisation de l'infrastructure (énergie électrique) et compris le transport de courant à haute tension, les communications et le transport, en particulier par chemin de fer.

CORÉE

Situation actuelle du marché

L'économie coréenne, en plein essor, offre une gamme variée de possibilités aux entreprises étrangères désireuses de fournir des usines entièrement équipées (le contrat comprend, dans ce cas, les études techniques, les procédés connexes, le matériel spécialisé et le financement). En 1976 et 1977, les entreprises coréennes ont conclu avec des sociétés étrangères des accords concernant la construction d'une usine de pâte à papier et d'une usine de fusion du cuivre; pour ces deux projets, le contrat comprenait différentes combinaisons des quatre éléments mentionnés plus haut. En 1978, la société d'électricité de la Corée a signé des accords pour l'établissement de deux centrales thermiques. Pour les projets financés par la Corée et nécessitant des services d'experts-conseils, le gouvernement coréen encourage l'emploi de spécialistes locaux, chaque fois que cela est possi-

ble. Toutefois, lorsque les projets sont financés par des organismes internationaux, tels que la BIRD ou la BASD, on fait invariablement appel à des spécialistes étrangers. La concurrence est extrêmement forte entre les experts-conseils japonais, américains, britanniques, français, allemands et canadiens, qui recherchent tous activement des possibilités dans ce pays. Par ailleurs, afin de s'implanter en Corée, plusieurs entreprises étrangères ont conclu avec des sociétés d'études locales des accords en vertu desquels ces dernières déterminent les possibilités qui existent et font le travail d'ingénierie détaillé, tandis que les entreprises étrangères fournissent le travail de base, le travail d'ingénierie détaillé pour lequel leurs associés coréens n'ont pas toute la compétence nécessaire et, s'il y a lieu, la gestion de projet.

Réglementation concernant l'importation

L'approbation ou l'autorisation du gouvernement coréen est indispensable pour pratiquement tous les projets d'investissements, parce que la Corée veut équilibrer son expansion industrielle soit, en fait, éviter une concentration excessive dans certains secteurs. Comme nous l'avons vu, ce gouvernement encourage également l'emploi de services locaux d'études, afin de conserver les devises et d'augmenter le nombre d'experts-conseils auxquels on pourrait ensuite faire appel pour des projets à l'étranger. Ainsi, il n'autorise les entreprises coréennes à recourir à des experts-conseils étrangers que lorsque cela est indispensable.

Possibilités d'exportation

Certains domaines tels que la gestion des transports, la conception et l'équipement du métropolitain, les usines pétrochimiques, le développement des installations d'alimentation en eau et d'irrigation, les systèmes d'égouts, l'exploitation minière, les communications, les pêcheries, la production d'énergie, l'expansion régionale et l'exploration des ressources minérales offrent des débouchés aux cabinets canadiens d'experts-conseils disposés à exécuter des projets en Corée.

Dans la plupart des cas, les sociétés canadiennes intéressées par ces projets doivent être prêtes à travailler en collaboration avec un homologue coréen et à envoyer régulièrement un représentant dans ce pays. Étant donné l'augmentation rapide du nombre de projets de construction exécutés par la Corée dans d'autres pays, des bureaux d'experts-conseils étrangers pourraient, en collaboration avec des bureaux coréens, entreprendre des projets dans un ou plusieurs tiers pays.

La BAD étudie actuellement la possibilité de consentir un prêt de \$6 millions à l'Institut coréen de recherches en géosciences et richesses naturelles, en vue d'une étude géophysique aérienne de ce pays. Si la Banque consent à prêter la somme nécessaire, ce projet offrira des débouchés aux entreprises d'experts-conseils ou aux fournisseurs canadiens de matériel de géophysique. La BASD et la BIRD investissent également des sommes considérables dans des projets touchant au système éducatif coréen, à l'irrigation, à l'adduction d'eau et enfin aux égouts.

HONG KONG

Situation actuelle du marché

Le gouvernement se propose de consacrer, en 1977-1978, \$220 millions à la construction de nouveaux logements et d'une nouvelle infrastructure urbaine. D'autres projets tels qu'un stade, un planétarium, des écoles secondaires, des piscines, de nouvelles villes, deux centrales électriques, une station de villégiature, un tunnel routier, un hôtel dans le centre-ville et deux nouvelles cliniques, sont au stade de la planification ou de la construction. Le programme de construction publique dépend à la fois des métro, architectes et ingénieurs-conseils du gouvernement et de ceux du secteur privé. La construction de gros immeubles est généralement confiée à des consortiums locaux et étrangers. Dans le passé, on a fait appel à des services d'experts-conseils du secteur privé pour mener des études de faisabilité en matière de transport, des recherches pour l'emplacement d'un aéroport, des études des effets sur l'environnement, des recherches en réserves d'eau et en mécanique des

sols. De plus, plusieurs grandes sociétés d'experts-conseils travaillent pour le compte de la Mass Transit Railway. Pour les besoins généraux d'ordre technique, les sociétés d'ingénierie locales ainsi que les bureaux auxiliaires de plusieurs entreprises internationales suffisent.

Réglementation concernant l'importation

Le gouvernement de Hong Kong exige que tous les experts-conseils chargés de projets de construction ouvrent un bureau à Hong Kong pour la durée du projet. Elles peuvent s'associer avec des entreprises locales ou ouvrir leurs propres bureaux.

Possibilités d'exportation

Le vaste programme de construction que vient de lancer le gouvernement peut présenter des possibilités de marché pour les entreprises spécialisées dans l'organisation de services de santé ou en transport et environnement.

INDE

Situation actuelle du marché

La compétence en ingénierie et en services d'experts-conseils de l'Inde s'est diversifiée au point de toucher pratiquement tous les domaines d'activité au cours des 20 dernières années; elle a été stimulée par la politique consistant à recourir aux experts locaux pour résoudre les problèmes de développement de l'Inde. Les bureaux d'experts-conseils sont nombreux, très importants et expérimentés; ce sont souvent des ramifications de sociétés industrielles gouvernementales. Les principales entreprises industrielles ont également créé leurs propres départements d'experts-conseils. Les coûts professionnels d'ingénierie sont encore très bas; par conséquent, les entreprises autochtones offrent une vive concurrence aux entreprises étrangères, en Inde autant que dans d'autres pays. Il existe encore plusieurs domaines où l'on a besoin d'experts étrangers (particulièrement des Canadiens), même si ces domaines sont de plus en plus spécialisés. Bon nombre de ces projets bénéficient d'une aide multilatérale ou bilatérale.

Réglementation concernant l'importation

Même s'il n'existe pas de réglementation spécifique concernant l'importation de services d'experts-conseils, les devises étrangères ne sont pas disponibles ordinairement pour "l'achat" de ces services, si l'on peut avoir recours à des experts autochtones. Lorsqu'il n'y en a pas, le gouvernement et les clients eux-mêmes estiment de plus en plus que les entreprises étrangères devraient collaborer avec les entreprises autochtones pour tous les projets. Cette collaboration permet à l'entreprise autochtone de s'améliorer et offre à l'entreprise canadienne l'occasion de se familiariser avec le contexte, les coûts, les taxes et les règlements locaux. Puisqu'un grand nombre de projets sont financés par des organismes internationaux d'aide, les bureaux d'experts-conseils devraient veiller à ce que leurs ressources et leurs intérêts soient connus des principaux groupes de pays donateurs.

Possibilités d'exportation

Les domaines où le Canada est nettement en avance sont ceux sur lesquels il devrait se concentrer; ce sont l'énergie hydro-électrique, le transport et la distribution de l'électricité, les communications, y compris les communications par satellite, et l'aménagement forestier. Autres domaines importants pour l'Inde, dans un avenir rapproché: la construction de centrales thermoélectriques (utilisant le charbon); la prospection et le

traitement des minéraux (minerais et pétrole); l'entreposage, la manutention et la distribution du grain; les pêcheries et le développement de l'infrastructure connexe. Il existe également des possibilités, pour les entreprises canadiennes et indiennes, d'entreprendre en collaboration des projets dans des tiers pays. Le Moyen-Orient est une région particulièrement intéressante à ce point de vue.

INDONÉSIE

Situation actuelle du marché

L'Indonésie applique actuellement un programme intensif de développement, surtout dans les secteurs de l'exploitation des ressources, de la production d'énergie et du transport de l'électricité; elle vise aussi un certain développement industriel. De plus, elle attache une grande importance à l'amélioration du transport aérien, ferroviaire, maritime et routier. De toute évidence, les programmes nécessaires pour réaliser ces développements offrent un marché énorme aux services d'ingénieurs et à la construction. Bon nombre d'entreprises canadiennes ont perçu les perspectives offertes sur ce marché, mais une grande partie de travail possible au pays n'a pas encore été explorée.

Réglementation sur l'importation

Le gouvernement indonésien insiste pour que les sociétés étrangères d'experts-conseils et de construction s'associent aux entreprises locales, de sorte qu'il est virtuellement impossible de présenter des soumissions pour des projets en Indonésie, sans y

placer d'abord une bonne représentation. Les grands projets, peu importe leur importance, sont financés multilatéralement ou bilatéralement. Il est proposé que les sociétés canadiennes intéressées se tiennent au courant de tous les programmes qui pourraient les intéresser et qui sont envisagés par la BIRD, la BASD et l'ACDI.

Possibilités d'exportation

Il existe pour les sociétés canadiennes bon nombre de possibilités de travailler à des projets en Indonésie. Les secteurs concernés sont: le développement de l'extraction du charbon; la production du papier; les cimenteries; les centrales électriques de tous genres; la distribution de l'électricité; le développement des chemins de fer; la construction routière; l'aménagement d'aéroports; l'aménagement portuaire; le développement de l'exploitation forestière; les programmes d'électrification rurale.

MALAYSIA

Situation actuelle du marché

La Malaysia compte toujours sur les experts-conseils étrangers pour relever le standard de vie de tous ses citoyens. Des ingénieurs-conseils étrangers seront requis pour mettre au point les programmes futurs d'infrastructure, y compris l'aménagement portuaire, la modernisation des chemins de fer, le prolongement du réseau routier, la mise sur pied de projets de centrales hydroélectriques et thermiques et l'aménagement de réseaux de transport urbain. Des experts-conseils étrangers seront également requis pour des projets d'adduction d'eau et d'égout, des projets d'irrigation, l'aménagement rural et régional des terres et le programme de développement de la pêche.

Réglementation concernant l'importation

Aucune restriction.

Possibilités d'exportation

1. Une étude de plan directeur est prévue pour le service de planification de l'État de Sabah.
2. Une nouvelle centrale postale doit être construite à Kuala Lumpur.

3. Un projet financé par la BASD et le gouvernement de la Malaysia visant à étendre et à améliorer les réseaux d'adduction d'eau dans les États de Johore, Kelantan et Trengganu.

4. L'aménagement de réseaux nationaux d'irrigation à petite échelle afin d'accroître la production des petits exploitants de rizières. Le financement de la Banque mondiale s'élève à \$39 millions.

5. La société nationale des pétroles, Petronas, commencera la construction d'une usine de gaz naturel liquéfié d'une capacité de six millions de tonnes par an, en 1979, et on prévoit la construction d'une usine d'urée-ammoniacale. De 1978 à 1983, la Petronas construira une raffinerie de \$(US) 250 millions.

6. Développement régional de Pahang Tenggara. Construction routière, réseaux d'adduction d'eau et infrastructure de village pour divers villages à aménager dans la région.

7. Une étude nationale du secteur de l'adduction d'eau est requise pour faciliter la formulation d'une politique appropriée et l'élaboration des programmes d'investissement requis pour le traitement des eaux usées.

NÉPAL

Situation actuelle du marché

La compétence des experts-conseils népalais, bien qu'encore embryonnaire, se développe et le gouvernement est très désireux de voir ses talents locaux acquérir l'expérience de projets financés multilatéralement et bilatéralement. Les experts-conseils étrangers devront continuer à offrir leurs services

pendant quelque temps, mais la préférence sera accordée à ceux qui travaillent pour des entreprises locales. À ce jour, le Canada a déjà pris des engagements relatifs à plusieurs projets, et il existe des possibilités de travailler à bon nombre de projets de développement actuellement au stade de la planification.

Réglementation concernant l'importation

Les entreprises canadiennes devraient offrir leurs services et manifester leur intérêt auprès de la Banque mondiale, de la Banque asiatique de développement et de l'ACDI. Bien que les projets d'assistance locale, de construction et de conception soient rares, il vaudrait la peine d'étudier une association, attendu que les méthodes et règlements locaux peuvent présenter une certaine confusion pour l'étranger.

Possibilités d'exportation

Les projets de développement du Népal requerront l'assistance d'experts-conseils et de techniciens dans les domaines suivants: production et transport hydroélectriques; aménagement agricole, y compris l'irrigation; exploitation forestière; petites industries (ciment, sucre, bois de construction, textiles, papier); communications; infrastructure du transport (routes, pistes d'atterrissages, ponts, blondins (transporteurs aériens)); et planification de services sociaux. Ces projets font fréquemment l'objet d'appels d'offres pour des contrats clefs en main.

PAKISTAN

Situation actuelle du marché

Le Pakistan continue de rechercher une assistance bilatérale et multilatérale pour ses grands projets d'investissement dans les domaines de l'adduction d'eau et de l'électricité, l'amélioration et l'expansion de ses installations de télécommunications, ses ouvrages d'adduction d'eau et d'égout, son exploitation minière et l'aménagement de ses ports. Des experts-conseils normalement associés à des consultants locaux, seront requis pour exécuter ces projets. Le choix de consultants sera limité aux pays qui financent le développement et, dans le cas de l'aide multilatérale, ne se fera que par voie d'appels d'offres.

Réglementation concernant l'importation

La stratégie de développement du gouvernement dépend d'un apport accru de capitaux de l'étranger. Le pays a besoin de prêts considérables, qu'il peut d'ailleurs bien rembourser.

Possibilités d'exportation

Des possibilités particulières sont prévues en 1977-1978 pour les experts-conseils canadiens spécialisés en lignes de transport à haute tension et les entrepreneurs et consultants en aménagement d'un complexe d'exploitation minière et en installations d'emmagasinage de denrées alimentaires et de céréales. Il est prévu que l'ACDI consacrera des fonds pour entreprendre ces projets au Pakistan. De plus, si un financement peut être assuré, il existe des possibilités pour des consultants en télécommunications, concernant un certain nombre de projets financés par la BIRD pour les chemins de fer pakistanais et la compagnie pakistanaise de téléphone et télégraphe.

PHILIPPINES

Situation actuelle du marché

Le programme de prêts de la Banque asiatique de développement pour les Philippines, en 1978, est de l'ordre de \$1 100 millions. Pendant l'année financière 1977, la BASD a dépensé \$4 261 000 au total, pour des biens et des services d'experts-conseils canadiens concernant des projets de la Banque, ce qui porte la somme des achats canadiens depuis la fondation de la Banque en 1966 à \$59 757 000.

Réglementation concernant l'importation

Les services d'experts-conseils et le matériel sont choisis par voie d'appels d'offres internationaux. Dans le cas des services d'experts-conseils pour les projets d'assistance technique financée par la Banque, le choix des spécialistes est effectué par la BASD d'après les renseignements notés à son registre des entreprises de consultants. Pour ce qui est des projets financés par la BASD au moyen de prêts aux pays en développement membres de la Banque, le choix des spécialistes se fait par les organismes bénéficiaires en fonction des soumissions d'entreprises figurant sur la liste abrégée relative au projet. La qualité technique de la soumission constitue le critère pour l'adjudication des contrats. L'entreprise choisie est alors invitée à négocier le prix à demander. Les entreprises canadiennes sont admises à figurer sur la liste abrégée pour tous les projets d'assistance technique et les prêts de la BASD, bien qu'elles doivent d'abord s'inscrire auprès de la Banque. Des visites fréquentes aux organismes bénéficiaires nationaux sont également conseillées.

Possibilités d'exportation

La Banque continuera de mettre l'accent sur l'agriculture et l'agro-industrie, qui ont reçu la plus grosse part des prêts au

programme de 1978, soit 29%. Un autre important secteur d'expansion a été l'électricité. Les approbations de prêts pour des projets d'électricité sont passées de 17% en 1976 à 24,5% en 1977 et à 28,4% en 1978. D'autres augmentations substantielles sont prévues, en particulier pour des projets utilisant des sources d'énergie indigènes. Par exemple, la Banque finance un grand projet de centrale hydroélectrique alimentée au lignite en Thaïlande et un projet hydroélectrique en Malaysia, les deux offrant des possibilités aux fournisseurs canadiens. En Indonésie, un grand projet d'irrigation polyvalent sera cofinancé par l'ACDI. Pour 1978, la valeur moyenne en dollars des projets financés par des prêts de la BASD a atteint \$19,7 millions. Il y a aussi 65 projets d'assistance technique d'une valeur approximative de \$11 millions financés par la Banque.

Autres projets financés aux Philippines

La Banque mondiale a un programme actif aux Philippines et des prêts considérables ont été accordés pour les routes, l'électricité et l'adduction d'eau, entre autres. Le projet de barrage polyvalent de la rivière Magat, financé par la Banque mondiale, est en construction sous la surveillance d'une entreprise d'experts-conseils canadiens.

Le chiffre des investissements pour les projets de PNUD, aux Philippines, de 1977 à 1981, est de l'ordre de \$30,5 millions dont \$6 millions pour 1978. Le PNUD accorde la priorité aux secteurs de l'agriculture et des ressources naturelles aux Philippines, surtout à l'infrastructure, à la planification des ressources en eau, au perfectionnement de la main-d'œuvre et à la petite entreprise.

SINGAPOUR

Situation actuelle du marché

Étant donné que Singapour est un petit État, il y a très peu de projets d'investissement qui peuvent concerner directement les spécialistes canadiens en extraction de matières premières. Les dépenses du gouvernement relatives aux projets d'infrastructure se limitent à l'ordre de priorité suivant:

- 1) construction d'habitations sociales (environ 400 000 logements à prix modique);
- 2) entreprises industrielles en coparticipation (usine pétrochimique japonaise, construction navale);
- 3) agrandissement des installations de conteneurisation pour l'Administration du port et des expéditions (en construction);
- 4) voie rapide de l'île de Pan (en construction);
- 5) nouvel aéroport international de Singapour à Changi (en construction);
- 6) nouvelle centrale thermique proposée;
- 7) réseau métropolitain proposé pour Singapour (MRT);
- 8) deuxième incinérateur de déchets proposé.

Le gouvernement reste le principal aiguillon de l'économie, fournissant le tiers du PIB (environ \$2 milliards). Un tiers est consacré aux habitations sociales dont la construction est assurée essentiellement par des entrepreneurs locaux qui font très peu appel à la technologie étrangère.

AÉROPORT DE CHANGI

(Nouvel aéroport international de Singapour)

Le gouvernement de Singapour transforme l'aéroport militaire actuel de Changi en aéroport civil plutôt que d'agrandir l'aéroport international actuel de Paya Lebar. C'est le ministère des Travaux publics du gouvernement de Singapour qui s'occupe de la conception, de la supervision, de la construction et de la gestion du projet et des achats. On estime le coût total du projet à environ \$5 milliards une fois le travail terminé, en 1982. C'est NACO, une société néerlandaise d'experts-conseils qui a conçu le plan directeur. Une société canadienne d'experts-conseils s'est vu confier la responsabilité de concevoir les plans des installations pour cuisines d'avion. Des sociétés canadiennes ont soumissionné en vue d'obtenir des contrats d'approvisionnement en matériel, par exemple pour le matériel de manutention des bagages, le balisage des pistes, le dispositif d'affichage des informations de vol, les installations des cuisines à bord des avions.

L'administration des télécommunications de Singapour (responsable de tout le matériel électronique de Changi) a délégué trois équipes au Canada pour étudier le matériel et les aéroports canadiens. La plupart des appels d'offres relatifs aux approvisionnements en matériel seront lancés en 1977-1978.

Réglementation concernant l'importation

Il n'existe à Singapour ni droit ni mesure de restriction à l'importation, mais des privilèges seront accordés aux sociétés qui envisagent d'établir une usine de montage à Singapour lorsqu'elles présenteront des soumissions pour obtenir des contrats d'approvisionnement en matériel.

Possibilités d'exportation

Aides à la navigation aérienne, systèmes de visualisation, de balisage de pistes, matériel de filtrage des bagages, équipement de manutention des bagages, systèmes d'affichage des communications, matériel téléphonique d'aéroport, etc. Il est peu probable que les experts-conseils canadiens participent à la planification, à la coordination et à la construction de l'aéroport de Changi, car il semble que l'étape de la planification soit très avancée.

CONSTRUCTION D'UN MÉTRO

Singapour se propose de construire un métro de 45 km de longueur (dont une partie souterraine de 15 km) comprenant 31 stations et 300 voitures. On envisage de créer un réseau à trois lignes aboutissant dans le centre-ville, au sud-est de l'île. La Banque mondiale examine présentement la seconde étude de faisabilité et le rapport final. Il est évident qu'au moment de la rédaction du présent rapport, la décision visant à mettre en oeuvre ce programme n'a pas été prise; mais la présélection des entreprises internationales a été faite. Deux groupes d'ingénieurs-conseils canadiens ont offert leurs services avant la présélection.

Politiques d'importation du gouvernement

Il semble que les industriels étrangers qui envisagent de fabriquer le matériel dans le pays soient les plus favorisés.

Possibilités d'exportation

Il semble que l'approvisionnement en matériel ne se fasse pas dans un avenir rapproché. Le ministère des Travaux publics de Singapour établira probablement les devis descriptifs dès que la décision de mettre en oeuvre le programme en question sera confirmée.

COMPLEXE PÉTROCHIMIQUE

D'après les journaux de ce pays, il semble que la récente visite à Tokyo du Premier ministre de Singapour, Lee Kuan Yew aura permis de conclure une entente avec la Sumitomo, associée à 10 autres concurrents, pour la construction d'une usine pétrochimique à Singapour. Cette nouvelle entreprise est censée être établie en coparticipation (50-50) avec le gouvernement de Singapour (coût: 2 milliards de dollars de Singapour). L'usine, qui sera probablement terminée au début des années 80, produira annuellement 300 000 tonnes d'éthylène, 120 000 tonnes de polyéthylène à faible densité et 50 000 tonnes de polyéthylène à haute densité, 100 000 tonnes de propylène, 100 000 tonnes d'oxyde éthylénique et d'éthylène glycol.

Le financement sera assuré par le fonds japonais de coopération économique outre-mer et par des prêts d'exportation consentis à des conditions de faveur par la banque japonaise d'exportation-importation, pour l'achat de biens d'équipement au Japon.

Réglementation concernant l'importation

Impossible à vérifier, mais il semble que les fabricants étrangers qui songent à produire sur place seront favorisés, à l'examen des soumissions.

Possibilités d'exportation

Étant donné que l'emplacement est déjà prêt la phase de construction et de fabrication de l'usine ne devrait pas tarder.

SOCIÉTÉ SINGAPORE AIRLINES (SIA)

La société Singapore Airlines (SIA) a acheté trois Boeing 727 au coût de \$(Can) 46 millions y compris les pièces de rechange, et elle a pris une option sur l'achat de six autres 727 pour livraison en 1978 et en 1979. Un sixième Boeing géant 747 dont le coût s'élève à \$(Can) 42 millions devrait être livré en 1977. La flotte aérienne, uniquement constituée de Boeing, compte maintenant cinq avions géants, cinq 737 et dix 707. Alors que la SIA inaugurerait en mai 1977 son service bi-hebdomadaire vers Paris, ses projets concernant le marché américain ont été entravés par les négociations au sujet des routes aériennes et des droits d'atterrissage. Bien que sa publicité insiste sur le charme de "la jeune fille de Singapour", la SIA se préoccupe avant tout d'améliorer sa compétence technologique. En

1975, elle a établi une base de remise en état des moteurs. En 1976, un simulateur de vol pour les Boeing 747 a été inauguré; il a coûté \$(Can) 3 millions et le nombre des ingénieurs doit être porté à 400 d'ici 1980. La SIA vient d'annoncer sa décision d'acheter huit DC 10.

Récemment la CAE du Canada a obtenu un contrat pour fournir deux simulateurs de vol d'une valeur d'environ \$(Can) 8,5 millions.

Réglementation concernant l'importation

Il n'existe ni taxes ni restrictions d'aucune sorte. On accorde la préférence aux sociétés étrangères qui ont des représentants locaux.

Possibilités d'exportation

Un complexe de manutention du fret aérien (on a commencé en août 1977 la présélection).

NOUVELLE CENTRALE THERMIQUE

La centrale électrique Senoko de Singapour, la cinquième quand elle sera terminée en 1984, aura une capacité de 1 610 MW, soit plus de la moitié de l'électricité produite par les cinq centrales actuelles de Singapour. La Senoko a été conçue par la Monenco Asia Ltd., une entreprise d'ingénieurs-conseils canadiens, pour l'Administration des services publics de Singapour. Il est prévu que d'ici à l'an 2000, quatre autres centrales de diverses capacités seront construites.

Réglementation concernant l'importation

Les sociétés étrangères qui ont des représentants sur place auront la préférence.

Possibilités d'exportations

Il est difficile d'en juger, mais il semble que Singapour aura de moins en moins besoin d'experts-conseils étrangers pour entreprendre la conception et l'installation complètes car elle a commencé à former ses propres spécialistes.

DEUXIÈME INCINÉRATEUR DE DÉCHETS

Le premier incinérateur de déchets de Singapour au coût de \$(Can) 50 millions, actuellement en construction, est presque terminé. Cet incinérateur de 1 200 tonnes est construit par le ministère de l'Environnement de Singapour. Il est prévu qu'un second incinérateur sera construit au cours des années 80, mais la décision n'a pas encore été prise.

Réglementation concernant l'importation

La chose ne peut être confirmée, mais il semble que les fabricants étrangers qui songeraient à fabriquer le matériel sur place seront favorisés.

Possibilités d'exportation

Il n'y a rien de précis à l'heure actuelle puisque la décision n'a pas encore été prise.

SRI LANKA

Situation actuelle du marché

Les bureaux d'experts-conseils et entrepreneurs sont récents à Sri Lanka, de sorte que les entreprises canadiennes peuvent devenir compétitives sur ce marché. Étant donné la rareté des devises étrangères, le coût est tellement important que les travaux ne sont pas de première qualité. La plupart des projets sont réalisés par des organismes gouvernementaux grâce à une aide multilatérale ou bilatérale.

Réglementation concernant l'importation

Les entreprises canadiennes devraient s'assurer que leurs ressources et leurs intérêts soient connus de la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement, la FAO et l'ACDI.

Possibilités d'exportation

Le développement agricole, notamment l'irrigation, est d'une importance primordiale pour Sri Lanka. Projet important: le programme d'aménagement Mahaweli Ganga. Ce pays a également besoin d'aide pour développer ses pêcheries; pour ses petites industries (par exemple, celle du sucre); pour lier réseaux d'alimentation en eau et réseaux d'égouts; pour l'électrification rurale et pour un projet de centrale hydro-électrique. Les projets à long terme comprennent une liaison HTCD (à haute tension et à courant direct) avec l'Inde.

THAÏLANDE

Situation actuelle du marché

Le quatrième plan quinquennal de la Thaïlande prévoit que \$31 milliards seront investis dans le développement de l'infrastructure et de l'agriculture au cours de la période de 1977 à 1981. Environ \$4 milliards seront empruntés à l'étranger. Le plan accorde la priorité au développement des secteurs de l'agriculture, du transport et des communications, de l'électricité, de l'aménagement urbain et rural et de l'exploitation du gaz naturel.

Bien que la Thaïlande dispose de compétences assez reconnues et leur donne la préférence en ce qui concerne les travaux financés par les ressources locales, elle devra faire appel à des experts-conseils et à des ingénieurs étrangers au cours de la réalisation d'un grand nombre de travaux prévus pour les cinq prochaines années. Les experts-conseils étrangers doivent travailler avec des partenaires locaux, sauf dans les cas où le financement est assuré par la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement ou un donateur.

Le gouvernement de la Thaïlande favorise l'investissement étranger et offre des stimulants financiers aux sociétés étrangères afin de les inciter à constituer des entreprises en coparticipation sur son territoire. Les étrangers ne peuvent posséder plus de 49% de l'actif d'une entreprise.

Le Conseil national de développement économique et social a dressé une liste de 46 études préalables à la conception des travaux prévus par le quatrième plan quinquennal. Un grand nombre de ces études seront confiées à diverses sociétés au moyen d'appels d'offres internationaux et les frais qu'elles entraîneront seront assumés par des établissements de prêt internationaux. Les études que le gouvernement de la Thaïlande prendra à sa charge seront confiées à des sociétés locales d'experts-conseils qui devront dans bien des cas faire appel à des compétences étrangères.

AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT

ALGÉRIE

Situation actuelle du marché

Une grande partie de l'activité commerciale que les pays étrangers peuvent entreprendre en Algérie est axée sur la réalisation de projets livrés clés en main. Ces projets impliquent de la part des sociétés étrangères la prise en charge complète d'un programme industriel ou d'infrastructure, ce qui comprend les études techniques, la fourniture de matériel de génie civil, le financement, la formation professionnelle, la mise en marche de l'unité de production et parfois une participation à la production et/ou une garantie d'écoulement. Il y a cependant peu ou pas de participation en capital sauf dans certains secteurs précis ou des sociétés mixtes avec 49% en participation étrangère sont permises.

Réglementation concernant l'importation

Le gouvernement algérien exerce des contrôles sévères sur l'importation de sorte que plus de 80% des importations sont faites par l'intermédiaire d'une vingtaine de sociétés d'État détenant un monopole exclusif dans un secteur donné. Le contact entre l'exportateur et la société algérienne doit se faire directement car l'usage d'agent intermédiaire est exclu. Une grande partie des achats se fait par appels d'offres internationaux, parfois restreints. De plus, toute transaction d'importance

doit faire l'objet d'un contrat. Le transfert de devises est contrôlé et ne se fait qu'après approbation des autorités financières du pays. Les sociétés algériennes ont tendance à traiter avec des exportateurs étrangers qu'ils connaissent, ce qui suppose généralement que les exportateurs ont accepté de se rendre en Algérie.

Possibilités d'exportation

Le gouvernement canadien accordera bientôt une marge de crédit de \$1,2 milliard à l'Algérie, dont la plus grande partie sera consacrée à des projets et à la fourniture de matériel.

Le gouvernement algérien n'a pas encore dévoilé les détails du prochain programme de développement du pays qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1979. Toutefois, comme dans la plupart des pays en voie de développement il y a des possibilités pour des sociétés de consultation dans tous les secteurs industriels et d'infrastructure. Il y a un intérêt cependant plus marqué si des sociétés regroupées peuvent faire des offres globales. Parmi les secteurs prioritaires pour les années à venir, il y a la formation professionnelle, la mise en place d'un réseau d'industries secondaires, la planification urbaine, l'irrigation, la construction domiciliaire, la santé et l'éducation.

ARABIE SAOUDITE

Situation actuelle du marché

Le gouvernement saoudien étend et améliore continuellement son infrastructure physique en matière de transport, de communication et de logement; c'est ainsi que le potentiel des marchés pour les projets majeurs ainsi que pour les services techniques et d'experts-conseils augmente de façon proportionnelle.

Puisqu'il s'agit en général de projets clés en mains, les possibilités d'investissement s'adressent davantage aux grandes entreprises internationales ou aux consortiums. Cependant, l'avis d'experts-conseils hautement qualifiés sur des questions spécifiques est également très en demande.

Réglementation concernant l'importation

La Commission royale de Yanbu et Jubail coordonne le développement de deux nouvelles villes industrielles et de leurs ports: Jubail sur la côte orientale et Yanbu sur la côte occidentale. Cette Commission accorde la préférence aux entreprises en coparticipation d'entrepreneurs étrangers et saoudiens. Les entrepreneurs engagés dans des sociétés en coparticipation avec des entrepreneurs saoudiens en vertu des règlements sur les investissements en capital étranger bénéficient d'une exemption de droits de cinq ans.

Possibilités d'exportation

Le bureau *Project Planning Associates*, de Toronto, prépare le plan directeur et les plans détaillés de l'Université du Roi Abdul Aziz à Djedda. Le campus accueillera 15 000 étudiants. Un autre campus d'importance pour l'Université de Riyad se trouve actuellement à peu près au même stade de construction.

Le plus grand aéroport du monde est en construction à Djedda et un nouvel aéroport, de taille, semblable, sinon supérieure, pour la capitale, Riyad, est au stade de la conception à la société saoudienne Bechtel. Des entrepreneurs compétents dans tous les domaines sont très en demande en Arabie Saoudite.

Les entreprises d'experts-conseils intéressées à découvrir les débouchés doivent être disposées à consacrer beaucoup de temps et d'argent à cette démarche. Il existe certaines possibilités pour des usines clés en main. Le gouvernement offre des prêts généreux, à long terme et à faible taux d'intérêt, aux entrepreneurs saoudiens.

BOTSWANA, LESOTHO, SOUAZILAND

Il y a des possibilités précises dans ces régions qui reçoivent une aide internationale dans le domaine de la conception et de la construction d'aéroports et des possibilités continueront de se

présenter pour les experts-conseils spécialisés dans le transport et d'autres infrastructures lorsque les fonds des organisations d'aide seront disponibles.

CHYPRE

Situation actuelle du marché

À cause des événements politiques qui se sont produits en 1974, une partie de l'infrastructure des transports est inutilisable et bien que l'avenir de ces installations dépende en grande partie du résultat des négociations politiques, le gouvernement cypriot grec a élaboré un programme important de développement pour le transport, le réseau routier de l'île, les installations portuaires, l'agrandissement de l'aéroport ainsi que des projets d'irrigation.

Réglementation concernant l'importation

Il serait peut-être avantageux que les entreprises canadiennes incluent dans leurs offres des conditions de crédit concurrentielles.

Possibilités d'exportation

Les projets en cours comprennent l'agrandissement des installations portuaires et de l'aéroport à Larnaca et la construction d'un deuxième aéroport à Paphos.

En ce qui concerne le tourisme, une société d'experts-conseils a fait une étude importante sur la mise en valeur de la région côtière et le gouvernement étudie actuellement les recommandations de cette société concernant un programme de développement décennal et des investissements dans diverses installations touristiques.

CÔTE D'IVOIRE, SÉNÉGAL, GUINÉE, MALI, HAUTE-VOLTA NIGER, MAURITANIE

Étant donné le très grand nombre d'organisations et de fonds internationaux de développement qui oeuvrent en Afrique de l'Ouest (la BADEA, le FED, la BIRD, le PNUD, la BAD), les sociétés d'experts-conseils des quatre coins du monde cherchent à obtenir des contrats. Les projets couvrent tous les secteurs importants industriels et d'infrastructure. Tous ces projets doivent faire l'objet d'un financement préalable. D'une façon générale, l'entreprise qui fait l'offre globale la plus alléchante obtient le contrat; toutefois, il faut se rappeler qu'il y a une très forte concurrence des pays d'Europe qui non seulement font des offres financières intéressantes, mais offrent le service après-vente et des marchés à long terme.

La compétence et les investissements canadiens sont bien appréciés en Afrique de l'Ouest, mais pas encore assez bien. Certains des projets suivants peuvent intéresser les entreprises canadiennes à court ou à moyen terme: Côte d'Ivoire, projet d'usine de pulpe à papier, mines, usines d'agglomérés; Guinée, usines de panneaux de copeaux, mines, routes; Mauritanie et Sénégal, projets de pêcheries et systèmes de traitement du poisson; Sénégal, ports; Mali, Côte d'Ivoire, développement urbain et dans tous les pays, construction et entretien de routes.

ÉGYPTE, LIBYE, SOUDAN

Situation actuelle du marché

Ce secteur est peut-être celui qui offre le plus de possibilités, étant donné que tous les pays du Moyen-Orient doivent améliorer leur infrastructure et développer l'industrie et l'agriculture. Les experts-conseils jouent habituellement un rôle de premier plan dans ce domaine et de nombreuses sociétés canadiennes ont obtenu des contrats importants malgré une forte concurrence internationale. Quant aux entreprises qui peuvent former des consortiums, les plans de développement du secteur public prévoient presque exclusivement des projets livrés clefs en main.

En Libye, le plan quinquennal actuellement en vigueur (1976-1980) prévoit que le gouvernement investira \$20,4 milliards. La Libye part de zéro dans la plupart des domaines et la plus grande partie de ces investissements sera consacrée à des projets importants dans tous les domaines sauf le tourisme.

Le gouvernement lance donc actuellement des appels d'offres pour des aciéries, des usines de produits chimiques, des stations de satellites, des aéroports et des centres domiciliaires.

Le plan quinquennal de l'Égypte prévoit aussi des investissements de l'ordre de \$15 milliards mais on s'attend à ce que le secteur privé fasse une grande partie de ces investissements. Le plan comprend des projets importants dans l'aciérie, des usines de produits chimiques, la construction domiciliaire, la production énergétique, le développement agricole, etc. Les investissements étrangers et les entreprises en coparticipation sont fortement encouragés.

Le Soudan est le pays le plus pauvre de la région, mais cherche à obtenir l'aide des pays riches en pétrole et a récemment demandé celle du Fonds monétaire international, de la BIRD et de l'ACDI. Les investissements futurs se feront dans les secteurs de la construction de routes principales, de l'agriculture, de la production énergétique et des projets de construction de gazoduc et de chemins de fer.

Il faudra faire appel à des experts-conseils pour presque tous ces projets, bien qu'il arrive souvent que l'entreprise doive présenter une soumission globale pour la conception et la construction. Il est important de visiter la région, de s'enregistrer auprès des organismes appropriés, de se tenir au courant des projets de la Banque mondiale et des autres organismes internationaux et d'entretenir des relations suivies.

Réglementation concernant l'importation

Tous les pays susmentionnés exigent que les sociétés d'experts-conseils s'enregistrent avant d'entreprendre l'exécution d'un contrat, soit auprès d'un organisme central, dans le cas de la Libye ou de la Jordanie, ou auprès des organismes concernés. C'est surtout en Libye qu'il importe de procéder cette façon. De plus, l'Égypte et la Jordanie exigent que la société ait un associé sur place, tandis que dans les autres pays, il s'agit simplement d'une bonne pratique des affaires. Dans certains cas, par exemple la Libye, l'associé sera probablement une entreprise contrôlée par le gouvernement qui lui a accordé un monopole dans ce domaine. Les entreprises qui présentent des soumissions doivent envoyer un dépôt provisoire ou un cautionnement bancaire d'environ 2% de la valeur de la soumission

pour démontrer leur bonne foi. Ce dépôt est remboursable si le contrat n'est pas adjugé, mais il sera porté à 5 ou 10% dans le cas contraire.

Les entreprises doivent s'assurer que le paiement sera effectué en devises fortes. Cela ne pose habituellement pas de problème étant donné que le gouvernement réserve les devises fortes pour ses projets prioritaires. Dans les trois pays, tous les projets doivent être approuvés par le gouvernement sous forme de permis d'importation, d'affectation de devises fortes ou de garanties gouvernementales. C'est la façon habituelle de procéder dans le cas des projets compris dans le plan officiel de développement économique qui prévoit des répartitions budgétaires.

L'Égypte sollicite activement des investissements étrangers et a voté une législation qui prévoit d'offrir des stimulants intéressants. Le Soudan élabore actuellement une législation semblable.

Possibilités d'exportation

Les possibilités vont des petits projets aux projets importants et plusieurs d'entre eux ne se définissent qu'après un développement considérable du marché. Toutefois, voici des exemples des possibilités actuelles et à court terme:

Libye: aciérie, centrale électrique, construction domiciliaire et routière, usines pétrochimiques, creusage de puits pour l'eau, projets agricoles, installations nécessaires aux gisements pétrolifères.

Égypte: usines chimiques, aciéries, amélioration de la formation professionnelle, systèmes de contrôle du trafic aérien, exploitation et utilisation du pétrole et du gaz, industries métallurgiques.

Soudan: projets agricoles, agro-industries, exploitation forestière, cimenteries, construction de routes et de chemins de fer.

IRAN

Situation actuelle du marché

Pratiquement tous les projets actuellement en cours en Iran emploient des entreprises d'experts-conseils et des entrepreneurs étrangers; ces sociétés fonctionnent de façon indépendante ou en collaboration avec des entreprises locales de moindre envergure. Le sixième plan de développement quinquennal est encore plus important que le précédent, ce qui augmente les possibilités de marché pour les entreprises qui désirent y prendre part. L'agriculture, l'énergie électrique, l'exploitation des ressources, la santé et le bien-être sont les secteurs sur lesquels ce nouveau plan pourrait porter en particulier.

Réglementation concernant l'importation

Les entreprises et les services d'experts-conseils qui participent aux travaux des programmes gouvernementaux doivent être

inscrits auprès de l'Organisation du plan et du budget du gouvernement de l'Iran. Ils doivent fournir des preuves de leur compétence professionnelle ainsi que des attestations d'inscription auprès des autorités canadiennes et internationales.

Possibilités d'exportation

L'Iran a le plus grand besoin d'entreprises compétentes dans tous les domaines.

Les bureaux d'experts-conseils qui sont en mesure de consacrer beaucoup de temps et d'argent à la création de marchés y trouveront des débouchés.

La construction d'usines livrées clés en main pourrait intéresser de nombreuses entreprises privées.

IRAQ

Situation actuelle du marché

En 1977 et 1978, l'Iraq a projeté d'investir de fortes sommes dans des programmes d'immobilisations. En conséquence, il y existe de fortes possibilités d'exploration et de développement dans divers secteurs: pétrole et gaz, oléoducs, usines pétrochimiques et d'engrais, projets de communications, centrales électriques et réseaux de transport de l'électricité destinés aux centres urbains, chemins de fer, établissements de formation professionnelle et universités, construction d'habitations préfabriquées, projets d'adduction d'eau et d'égouts, barrage et enfin, projets d'irrigation et de drainage. Il existe également des possibilités dans les domaines des usines de matériaux de construction, y compris le ciment, de la petite industrie, de la transformation des aliments et de l'emmagasinage des produits alimentaires, des aéroports, des complexes agricoles ainsi que des centres de produits laitiers clés en main et en nombre limité, des projets d'hôtellerie et de tourisme.

Réglementation en matière d'importation

L'Iraq étant un pays socialiste, presque toutes les importations y sont faites par des organismes d'État et généralement au

moyen d'appels d'offres secrets. Il s'agit habituellement de projets clés en main, et même si l'on tend depuis un certain temps à séparer la phase de la conception de celle de la construction, les possibilités sont toujours restreintes du côté du génie-conseil proprement dit. Il y a peu de débouchés pour les experts-conseils oeuvrant dans des domaines autres que le génie sauf s'ils s'intègrent à un projet clés en main. Certains projets sont d'une envergure telle qu'ils doivent être confiés à un consortium national ou international seul susceptible de rassembler les compétences nécessaires et d'assumer les risques inhérents à de telles entreprises. Il est possible de collaborer avec des bureaux privés d'experts-conseils et d'ingénieurs iraqiens. Bien que l'Iraq interdise les investissements étrangers (c'est-à-dire ne provenant pas de source arabe), il octroie des permis, des contrats de production et d'assemblage ainsi que des contrats de gestion de durée fixe. Le crédit n'est généralement pas une condition inhérente au financement des travaux effectués en Iraq étant donné que le pays tire de l'exploitation du pétrole des revenus qui lui permettent de réaliser son programme d'exploitation; il pourrait toutefois constituer un atout dans le cas des travaux de très grande envergure.

ISRAËL

Situation actuelle du marché

Israël compte des experts-conseils très compétents dans de nombreux domaines techniques et n'a pas à recourir souvent aux experts-conseils étrangers. Ce pays fait appel à des experts-conseils étrangers dans des domaines comme le transport, l'énergie et la manutention du matériel. Toutefois, les sociétés d'experts-conseils israéliennes sont vivement intéressées à s'associer avec des experts-conseils étrangers pour des projets dans des tiers pays.

Réglementation concernant l'importation

Le financement est un facteur essentiel à la négociation des projets.

Possibilités d'exportation

Le gouvernement a donné son accord pour prolonger de 120 km. le réseau actuel de chemins de fer pour qu'il atteigne Eilat. Israël est à la recherche d'un groupe étranger qui pourrait fournir les services de planification et d'ingénierie, le matériel pour les rails, la construction et l'entretien, le matériel roulant et le financement. Un groupe canadien prépare actuellement une proposition pour ce projet.

Israël étudie actuellement trois projets de centrales électriques. Étant donné que le pays ne possède aucune centrale électrique à l'heure actuelle, il devra faire appel à des experts de l'étranger et importer une grande partie du matériel. Le directeur du projet pour la Société israélienne d'électricité est actuellement au Canada pour faire une étude approfondie des possibilités canadiennes.

JORDANIE, LIBAN, SYRIE

Situation actuelle du marché

Ce secteur du marché offre peut-être le meilleur potentiel, attendu que les pays du Moyen-Orient ont grand besoin d'améliorer leur infrastructure et de se créer une base industrielle et agricole. Les consultants donnent habituellement l'orientation dans ce domaine et bon nombre d'entreprises canadiennes ont obtenu des contrats malgré la force de la concurrence internationale. Pour les sociétés intéressées à former des consortiums, les projets clés en main sont presque une règle pour la plupart des grands développements du secteur public.

La Syrie et la Jordanie offrent certaines possibilités: usines de produits chimiques, oléoducs, écoles, construction de routes et expansion du tourisme.

Virtuellement tous ces projets exigent la présence de consultants, quoique l'entreprise doit souvent soumissionner l'ensemble de la conception et de la construction. Quelquefois, le fournisseur doit collaborer au financement. Il importe de visiter les lieux, de s'inscrire auprès d'organismes pertinents, de surveiller les projets de la Banque mondiale et d'autres organismes internationaux et de maintenir des relations fréquentes.

Réglementation concernant l'importation

Tous les pays mentionnés exigent que les consultants inscrivent leur société avant d'aborder un contrat, soit à un organisme central, comme en Jordanie, soit à des organismes privés. De plus, la Jordanie exige que l'entreprise ait un associé sur place tandis que dans les autres pays, cette représentation est tout simplement une pratique commerciale avantageuse.

On exige du soumissionnaire un dépôt provisoire ou une garantie bancaire équivalant à environ 2% de la valeur de la soumission comme preuve de bonne foi. Ce dépôt est remboursable au soumissionnaire qui n'obtient pas le contrat mais il est porté à 5 ou 10%, à titre de garantie d'exécution, pour l'adjudicataire.

Il faut s'assurer, d'une façon ou d'une autre, que le versement se fera en monnaie forte, ce qui, généralement, ne pose pas de problème, attendu que les gouvernements allouent des devises étrangères à leurs projets prioritaires. Dans tous les pays, il faudra que le projet ait reçu l'assentiment du gouvernement, que ce soit sous forme de licence d'importation, d'allocations de monnaie forte ou de garantie du gouvernement. C'est là une simple formalité pour les projets compris dans le plan officiel de développement économique avec les allocations budgétaires qui s'y rattachent.

La Jordanie sollicite activement des investissements étrangers et a voté une loi qui offre des encouragements attrayants.

Possibilités d'exportation

Le marché offre une grande variété de projets allant du petit au plus grand et bon nombre ne se déterminent qu'après un développement considérable du marché. Cependant, voici quelques exemples des possibilités actuelles et prochaines:

Syrie: développement dans les secteurs du pétrole et du gaz, usines d'engrais, rénovation urbaine, amélioration de l'enseignement professionnel, chemins de fer.

Jordanie: immeubles à bureaux, communications par télex, chemins de fer, complexes touristiques.

Liban: expansion portuaire, télécommunications, rénovation urbaine, reconstruction en général.

KENYA

Situation actuelle du marché

Les services d'experts-conseils et le secteur de la construction sont assez bien organisés au Kenya et de nombreuses entreprises passent par Nairobi pour faire des affaires dans les territoires environnants. Il en résulte que les affaires sont soumises à une assez forte concurrence au Kenya et les entreprises étrangères ne peuvent s'attendre à obtenir des contrats à moins de s'associer avec des entreprises établies au Kenya ou d'ouvrir un bureau sur place. Plusieurs entreprises spécialisées en architecture et en planification ainsi qu'une entreprise d'experts-

conseils en éducation ont procédé de cette façon avec succès au cours des dernières années. Le secteur de la construction est dans le marasme depuis plusieurs années et la récente baisse de l'économie indique que cette situation se maintiendra pendant quelque temps.

Réglementation concernant l'importation

Le gouvernement préfère adjuger des contrats à des sociétés d'experts-conseils qui ont des bureaux sur place et qui embauchent des professionnels locaux. La Banque mondiale finance

une grande partie des projets lorsque le gouvernement du Kenya procède par appels d'offres internationaux.

Possibilités d'exportation

Il peut y avoir certaines possibilités pour des experts-conseils en agriculture en vertu d'un certain nombre de projets agricoles financés par la Banque mondiale.

Les projets financés par la Banque mondiale et la Banque africaine de développement offrent des possibilités aux experts-conseils et aux entrepreneurs canadiens. Les programmes de l'ACDI concernant l'alimentation en eau des régions rurales, les lignes de transmission et l'agriculture permettront à certaines entreprises canadiennes de s'établir au Kenya.

MALAWI

Situation actuelle du marché

Le Malawi est un petit État situé au centre de l'Afrique dont les 4,8 millions d'habitants comptent surtout sur l'agriculture pour leur subsistance. Quelque 250 000 personnes seulement participent à l'économie monétaire et par conséquent, le pouvoir d'achat per capita est très faible, soit \$150 par année.

Bien que le gouvernement du Malawi ait un programme destiné à stimuler l'industrialisation, les faibles possibilités du marché intérieur empêchent les projets d'investissements à grande échelle. Les possibilités pour les services d'experts-conseils seront probablement limitées aux projets financés par l'ACDI ou les organisations multilatérales.

MAROC

Situation actuelle du marché

Le logement reste un problème crucial au Maroc. Il faudrait construire 120 000 unités de logement pour doubler la capacité actuelle. Tous les éléments préfabriqués et usinés servant à la construction de logements et d'édifices peuvent trouver des

débouchés. Les experts-conseils doivent travailler à la conception, à l'élaboration et à la mise en oeuvre de projets dans tous les secteurs, mais l'agro-industrie, les mines, l'éducation et la métallurgie sont les secteurs qui présentent le plus d'intérêt.

MOZAMBIQUE

Situation actuelle du marché

Le mieux qu'on puisse espérer en ce qui concerne la situation économique du Mozambique à court et à moyen terme serait que les affaires restent au niveau actuel d'activité. Le pays fait face à de sérieux problèmes de balance des paiements. Il n'y a pratiquement aucune infrastructure commerciale ou économique. Les importations sont réglementées par un système de permis qui ne sont accordés que pour les besoins essentiels.

Dans ces circonstances, les possibilités pour les nouveaux projets d'investissements sont extrêmement minces et seront probablement limitées aux projets des gouvernements alliés ou des organisations multilatérales. Les possibilités pour les entreprises canadiennes d'experts-conseils seront donc certainement limitées aux projets qui sont financés par des organisations multilatérales.

NIGERIA (comprend le Ghana, la Sierra Leone, le Togo, le Bénin)

Situation actuelle du marché

Compte tenu des énormes besoins d'aménagement, tous les pays de ce territoire offrent d'excellentes possibilités aux entreprises qui s'occupent de ces secteurs. Étant donné que le niveau de la technologie reste relativement peu développé, les gouvernements doivent, lorsqu'ils mettent en oeuvre des projets importants, demander l'aide de fournisseurs étrangers qui peuvent les aider au moyen de projets globaux ou par la prestation de services d'experts-conseils. Ce besoin est encore plus accentué par la pénurie de main-d'oeuvre technique qualifiée. Bien que la plus grande partie du territoire doive faire appel au financement international pour mettre en oeuvre les projets exigeant des investissements importants, le Nigeria offre d'assez bonnes possibilités commerciales.

Réglementation concernant l'importation

Les gouvernements de ce territoire se rendent compte qu'ils doivent recourir à la technologie étrangère et à des services d'experts-conseils étrangers. Toutefois, dans la plupart des cas, ils attachent beaucoup d'importance à la formation du personnel autochtone qui pourra ainsi fournir des services semblables ou exploiter des établissements industriels importants. La compé-

tence canadienne est bien reconnue dans tout le territoire et la plupart des gouvernements sont prêts à examiner les offres canadiennes de technologie ou de services d'experts-conseils. Il faut remarquer qu'en ce qui concerne les projets industriels, la plupart des pays, dont le Nigeria, ont des exigences très strictes concernant la participation locale aux entreprises.

Le troisième plan national de développement du Nigeria, qui prévoit des dépenses de plus de \$65 milliards entre 1975 et 1980, vise à établir une infrastructure bien organisée et une industrie de base rentable. Le Nigeria fait régulièrement appel à des services d'experts-conseils étrangers ou à des gestionnaires d'entreprises en coparticipation ou de projets clefs en main pour ces projets de développement.

Possibilités d'exportation

Il y a d'excellentes possibilités dans la plupart des secteurs dont les pâtes et papiers, les forêts, les transports (aéroports, autoroutes, ports), la production et la distribution d'énergie, les produits pétrochimiques (l'utilisation du gaz naturel en particulier), les ressources en eau, la santé et l'éducation.

TANZANIE, OUGANDA, ÉTHIOPIE, SOMALIE, MADAGASCAR, SEYCHELLES

Situation actuelle du marché

Les entreprises étrangères et les professionnels expatriés dominent le secteur des services d'experts-conseils dans tous les pays susmentionnés et ce sont les entreprises britanniques, scandinaves, allemandes, françaises et italiennes qui y sont les plus influentes. Les plupart des travaux de consultation relèvent du gouvernement et sont financés en partie par la Banque mondiale, la Banque et le Fonds africains de développement et différentes autres organisations d'aide. Le Canada a mis en oeuvre un programme d'aide important en Tanzanie et étendra ce programme à Madagascar et possiblement à l'Éthiopie. Presque tous les projets exigeant des investissements importants sont, du moins partiellement, financés par une ou plusieurs organisations d'aide.

Réglementation concernant l'importation

Les projets financés par la Banque mondiale, la Banque et le Fonds africains de développement font l'objet d'appels d'offres internationaux. La concurrence est habituellement assez forte. Il est souvent préférable de s'associer avec une firme locale d'experts-conseils pour obtenir des contrats dans cette région.

Possibilités d'exportation

Les entreprises canadiennes d'experts-conseils ont souvent réussi à obtenir des contrats dans le domaine de la planification urbaine, du transport et de la transmission d'électricité et on prévoit que d'autres possibilités se présenteront dans l'avenir.

Il serait avantageux que les firmes canadiennes d'experts-conseils entretiennent des relations étroites avec la Banque mondiale et la Banque et le Fonds africains de développement afin de se tenir au courant des projets futurs.

TURQUIE

Situation actuelle du marché

Les principaux projets d'infrastructure dans le domaine hydroélectrique, l'aménagement forestier, les produits chimiques et les mines se poursuivent en dépit de la situation en ce qui concerne la balance des paiements.

Les bureaux de consultants canadiens se sont montrés fort intéressés à ces projets et plusieurs d'entre eux ont obtenu des contrats malgré la force de la concurrence internationale. La politique du gouvernement turc limite toutefois la participation d'entreprises étrangères d'ingénieurs-conseils aux projets financés bilatéralement ou multilatéralement ou à ceux de quelques secteurs dans lesquels les consultants locaux, par ailleurs compétents, manqueraient de connaissances particulières.

Dans le secteur des aéroports, le principal développement futur se situera dans la construction d'aéroports de type ADAC qui faciliteront l'expansion d'un réseau national. Aucun programme concret n'a encore été formulé cependant.

Bien que l'on reconnaisse depuis nombre d'années la possibilité de développer l'industrie du tourisme, le manque d'infrastructure appropriée et de plans concrets de développement a retardé

cette possibilité de croissance. À moins que le gouvernement ne change sa réglementation concernant le rapatriement des profits, les investissements étrangers dans ce secteur demeureront clairsemés. Étant donné la pression qui s'exerce visant l'utilisation des services de consultants locaux et les restrictions sur les importations de meubles et de matériel, les possibilités sont fortement restreintes.

Le marché des systèmes et du matériel anti-pollution n'a pas encore été créé, étant donné le peu d'attention accordée à cet aspect de l'industrialisation. Jusqu'à maintenant, les seuls systèmes de contrôle de l'environnement qui existent en Turquie ont été installés suite à l'insistance d'organismes de financement multilatéral. Toutefois, le souci naissant de l'environnement qui se manifeste en Turquie est peut-être l'annonce d'un nouveau marché pour les systèmes et le matériel anti-pollution d'ici quelque temps.

En raison de la situation actuelle de la balance des paiements en Turquie, un financement étranger sera de plus en plus requis en fonction de presque tous les projets importants d'immobilisations prévus dans le plan de développement du pays.

ZAMBIE

Situation actuelle du marché

La récession économique sévit encore en Zambie. Le prix du cuivre, bien qu'il se relève du faible niveau sans précédent enregistré en 1974, n'a pas assez augmenté pour fournir les revenus nécessaires aux programmes de développement de la Zambie et les devises étrangères nécessaires pour payer les importations essentielles à la bonne marche de l'économie. Il est peu probable que le prix du cuivre connaisse une hausse continue à court ou à moyen terme. Les ventes de cuivre fournissent 95% des revenus totaux du pays en devises étrangères. Par conséquent, les possibilités d'exportation en Zambie restent limitées.

Pour faire face au manque de revenus en devises étrangères, le gouvernement a établi un système rigoureux de permis et de contrôle pour les importations.

Les permis sont octroyés sur une base prioritaire afin de fournir les produits essentiels à la population et à quelques industries indispensables. Un autre facteur qui limite l'accès à ce marché déjà restreint est la façon dont les paiements sont effectués. À l'heure actuelle, il faut compter de sept à dix mois entre le paiement des importations en monnaie du pays à une banque commerciale et la remise de l'équivalent en devises par la Banque de Zambie et ce délai dépend de la monnaie concernée et de l'ordre de priorité des marchandises importées.

Le climat économique actuel n'est pas favorable aux investissements et aucun projet important n'a été autorisé au cours des trois dernières années. En plus de la situation économique, l'orientation idéologique du gouvernement n'a pas été suffisamment bien définie pour intéresser les investisseurs internationaux. Un nouveau programme d'investissement sera annoncé

cette année. On croit qu'il contiendra des stimulants et des garanties qui intéresseront les investisseurs éventuels. Étant donné le faible niveau de l'activité économique à l'échelle mondiale, il reste à savoir si cette démarche incitera les investisseurs à placer leur argent en Zambie. Entre temps, pour des investisseurs canadiens, le marché dans ce pays reste très limité.

En ce qui concerne les services d'experts-conseils, certains ont dû fermer leur porte ou congédier du personnel à cause de la

récession économique actuelle. De nombreuses entreprises internationales sont établies en Zambie et il y a aussi un certain nombre d'experts-conseils locaux. Les affaires possibles font l'objet d'une âpre concurrence. Une entreprise canadienne a peu de chances d'obtenir un contrat dans ce pays à moins d'ouvrir un bureau sur place. Quant à l'avenir immédiat, les possibilités pour les experts-conseils canadiens sont, à toutes fins pratiques, limitées aux projets financés par le programme canadien de l'ACDI ou par les organisations multilatérales.

ÉTATS-UNIS ET BERMUDES

ATLANTA

Réglementation concernant l'importation

Certains projets, comme le programme d'électrification rurale subventionné par le ministère de la Santé, de l'Éducation et du Bien-être social comportent des clauses "d'achat chez soi", que ne comportent pas d'autres programmes, notamment ceux de construction d'aéroports, subventionnés par l'administration fédérale de l'aviation.

Situation actuelle du marché

Des projets comme le barrage de Russell en Georgie et la voie maritime Tennessee-Tombigbee relèvent du Corps d'ingénieurs

de l'armée et sont influencés par le slogan "Acheteons américain". Étant donné qu'il existait une capacité de production, la construction commerciale peut donc poursuivre son expansion.

Possibilités d'exportation

Des deux projets Marka de transport rapide, celui d'Atlanta est en bonne voie de réalisation, mais celui du comté Dade n'en est qu'aux premiers stades. Il s'agit d'un projet de transport terrestre. Les fournisseurs éventuels sont priés de communiquer avec la société Kaiser Engineering à Miami.

BUFFALO

Situation actuelle du marché

Les débouchés pour les entreprises canadiennes travaillant du Canada sont limités dans cette région à l'exception de ventes de matériel canadien associées avec les projets majeurs tels que la construction d'aéroports ou de locaux scolaires. Les besoins ponctuels ou les possibilités de marché qui peuvent se présenter

sont communiqués aux autorités concernées à Ottawa qui les transmettent aux entreprises intéressées. Quelques firmes canadiennes se sont américanisées en ouvrant des bureaux dans la région pour pouvoir offrir sur place leurs services d'experts et d'ingénieurs-conseils.

CLEVELAND

Situation actuelle du marché

Un certain nombre de projets importants sont en cours d'élaboration ou au stade préliminaire dans cette région. Les perspectives pour les experts-conseils canadiens sont raisonnables, à condition qu'ils fassent preuve de fermeté et de persévérance. Les principaux projets concernent des hôtels ou des édifices à bureaux.

Il existe en outre un certain nombre de nouvelles possibilités pour des entreprises en participation ou des contrats de sous-traitance avec des sociétés locales qui ont obtenu de très gros contrats au Moyen-Orient ou dans d'autres tiers pays, par exemple la Austin Company, Gulf International, M.J. Kelly et Tower International, McKee et H.K. Ferguson.

Réglementation concernant l'importation

La politique législative d'achat chez soi et les pressions locales empêchent parfois l'inclusion de produits canadiens dans les projets publics.

Possibilités d'exportation

Elles comprennent: un hôtel de 400 chambres à Cincinnati, deux édifices à bureaux à Cleveland (National City Bank et State of Ohio) et Pittsburg (Rockwell); l'infrastructure; l'administration régionale des transports urbains; l'expansion industrielle dans cette zone et au Canada, aménagée et financée par la maison-mère américaine. On prévoit la construction de nouveaux centres commerciaux et médicaux dans les régions de Cleveland, Pittsburg et Cincinnati.

DALLAS

Situation actuelle du marché

Environ deux tiers de toutes les affaires américaines entreprises au Moyen-Orient sont mises sur pied dans le Sud-Ouest des États-Unis. Actuellement, il y a une multitude de projets en cours. Nous nous pencherons donc sur ceux qui touchent les tiers pays. La participation canadienne peut aussi bien consister à fournir du matériel qu'à exécuter complètement un projet.

L'on connaît 15 importantes sociétés du Sud-Ouest qui présentent des soumissions à l'échelle mondiale et qui font appel à la participation canadienne chaque fois que c'est avantageux.

Possibilités d'exportation

Nous avons calculé que la somme de \$20 milliards a été investie dans des projets pour des tiers pays. La conception des projets, les travaux de construction et l'achat du produit fini sont effectués ici même. Voici quelques exemples de projets types: 1) 8 000 unités de logements de prestige, 2) des villes entières, 3) des universités, 4) des hôtels, 5) des hôtels flottants (navires). 6) du matériel d'aéroports et 7) du matériel d'exploitation de pétrole et de gaz.

DETROIT

Le Michigan, l'Indiana et Toledo dans l'Ohio, territoire desservi par le Consulat du Canada à Detroit, est une région américaine avancée au point de vue technologique; elle est

pourvue d'experts-conseils dans une gamme variée de domaines. Les efforts déployés par ce Bureau pour les experts-conseils canadiens intéressés par des projets dans cette zone des

États-Unis n'ont pas été fructueux; cependant, le Bureau a souvent dirigé les représentants de bureaux d'études et d'ingénieurs-conseils canadiens à des agents ou à des représentants de tiers pays installés dans cette région ou de passage.

Les investissements dans le territoire de ce Bureau, notamment dans des projets de réseaux de transport, de centrales hydro-électriques, d'aéroports, d'oléoducs et de gazoducs ont été suivis pendant plusieurs années et communiqués aux experts-conseils et fournisseurs canadiens avec un certain succès, no-

tamment dans les domaines où les sociétés canadiennes d'experts-conseils et d'ingénieurs-conseils ont des connaissances spécialisées.

Un bureau d'entrepreneurs bien connu à Windsor (Ontario), Collavino Brothers, qui se spécialise dans des programmes d'aménagement urbain, comportant entre autres des immeubles, un centre municipal, un complexe hôtelier et commercial, a réalisé avec succès un certain nombre de projets de ce genre au Michigan.

LOS ANGELES

Situation actuelle du marché

Une bonne part des affaires réalisées au Moyen-Orient et en Asie émanent de sociétés ayant leur siège social à Los Angeles, notamment les grands bureaux d'experts-conseils qui y sont

situés. Un grand nombre de projets sont en cours auxquels les fournisseurs canadiens pourraient participer. La participation canadienne peut aussi bien consister à fournir du matériel ou des services particuliers qu'à exécuter complètement un projet.

MINNEAPOLIS

Le relèvement de l'économie en 1978 a incité nombre de sociétés manufacturières et de producteurs d'énergie du nord du Midwest à agrandir leurs installations maintenant ou plus tard. En outre, ce redressement a suscité une poussée soudaine dans la construction commerciale et domiciliaire. À plus long terme, on envisage à St. Paul la construction d'un réseau de transport en commun et l'agrandissement des installations aéroportuaires des villes jumelles.

Réglementation concernant l'importation

Aucun problème législatif ne se pose dans le secteur privé, mais la politique touchant l'achat aux États-Unis influera sur l'affectation des crédits que le gouvernement fédéral versera pour les deux projets susmentionnés. En ce qui concerne le secteur privé, la principale difficulté que doivent envisager les sociétés canadiennes réside dans la possibilité pour les grandes sociétés

multinationales d'offrir sur place des services de technogénie et la réticence d'autres bureaux plus petits à solliciter les services d'ingénieurs en construction situés en dehors de leur région.

Possibilités d'exportation

En 1978, les promoteurs canadiens ont eu plus de succès que les experts-conseils et les entrepreneurs canadiens; le mouvement en hausse des investissements canadiens dans la construction commerciale ou domiciliaire devrait se poursuivre jusqu'au début des années 80. Le projet de construction d'un centre civique à Minneapolis au coût de plusieurs millions qu'envisage la Oxford Development est le meilleur exemple connu de ce type d'investissement. Il existe aussi certaines possibilités pour des ingénieurs-conseils dans des projets énergétiques (oléoducs et lignes de transmission d'électricité) qui comportent des travaux transfrontaliers.

NEW YORK

Le siège social du Programme des Nations Unies pour le Développement se trouve à New York. On prévoit que les dépenses du PNUD atteindront en 1977 près de \$400 millions.

Pour plus de détails sur ce programme, se reporter au rapport qui figure au début de la présente publication.

PHILADELPHIE

Situation actuelle du marché

À première vue, d'importants travaux d'aménagement ont été entrepris dans le cadre de projets majeurs allant de programmes d'expansion des aéroports, du port fluvial et du métro à la construction d'immeubles à bureaux et usines privées. Cependant, si l'on analyse la situation en détail, il s'agit de projets dont la planification et les ressources du point de vue des services d'experts-conseils, etc. remontent à quelque temps. Les projets qui sont toujours à l'étape de la planification et auxquels nous espérons prendre part ont été pour la plupart remis à plus tard en raison des coûts de financement élevés, de la montée des coûts de construction et de l'impossibilité de juguler la récession pour garantir des revenus suffisants qui amortiraient les coûts. Même dans le cas de projets disponibles, on remarque que les entreprises locales se montrent empressées

et avides d'en obtenir la réalisation, et même lorsque la législation ne stipule pas que la préférence doit être accordée aux entreprises locales qualifiées, la pratique la leur accorde.

Réglementation concernant l'importation

Dans ce domaine, l'aspect le plus significatif est peut-être le peu d'empressement des autorités ou des promoteurs-constructeurs privés à solliciter des services d'experts-conseils qualifiés hors de la région immédiate, ou dans le cas de projet d'envergure, à l'extérieur des États-Unis. En ce qui concerne les services d'architectes, dans la plupart des États, les commissions chargées de délivrer des licences professionnelles n'accordent pas d'équivalences aux architectes canadiens, ce qui les empêche d'exercer leur profession. Les ingénieurs-conseils sont plus favorisés en ce sens lorsqu'il s'agit de projets privés, mais

les entreprises locales se verront toujours accorder une nette préférence pour l'exécution de projets gouvernementaux. Il est pratiquement impossible pour les bureaux d'experts-conseils canadiens d'exercer dans cette région à moins qu'ils ne soient les seuls experts en un domaine particulier, en quel cas on ne tiendrait pas compte des directives et pratiques restrictives officielles.

Possibilités d'exportation

Les meilleurs débouchés pour les experts-conseils canadiens pourraient être les projets en coparticipation avec leurs homologues américains, soit des projets locaux ou des projets outre-mer. Les firmes canadiennes et américaines ont en général montré peu d'empressement dans le passé pour cette forme de coopération qui leur apparaissait comme une occasion pour le

partenaire de s'emparer de leurs talents et de devenir ensuite un concurrent. La récession économique a cependant amené un certain nombre de grandes et moyennes entreprises à repenser leur ligne de conduite. Quelques firmes américaines sont maintenant prêtes à s'associer avec des entreprises canadiennes dans des domaines où leurs ressources techniques se complètent, en vue d'obtenir dans le monde entier des contrats qu'elles ne seraient pas en mesure d'exécuter individuellement. Les firmes américaines qui pourraient être jointes à ce propos sont les suivantes: Synergo, Modjeski & Masters, Pace Resources, Berger Associates et un certain nombre de bureaux moins importants. Une solution aux difficultés que posent les projets en coparticipation est la création de bureaux auxiliaires aux États-Unis en concurrence directe avec les entreprises locales.

SEATTLE

Situation actuelle du marché

Ces dernières années, les investisseurs canadiens, qu'il s'agisse de particuliers ou de sociétés, ont fait des placements considérables dans l'immobilier sur la côte Nord-ouest du Pacifique, tant pour des centres de loisirs que des immeubles commerciaux. Ces investissements ont donné lieu à un certain nombre de grands projets, surtout dans le domaine de l'urbanisme ou de la mise en valeur des ressources. Prenons pour exemple un vaste projet de réaménagement du centre-ville et un ensemble de bureaux dans une banlieue. Le ralentissement économique qui a sévi dans cette région explique en partie la force de la demande actuelle pour ces genres de projets.

Certaines entreprises de cette région se sont adressées dans le passé à des bureaux d'études, en particulier pour la mise en valeur de ressources telles que les ressources sylvicoles et minières. Il est plus facile de vendre ces services si les entreprises peuvent s'adresser à un bureau local; les habitants de cette région préfèrent en effet avoir affaire à des experts-conseils se trouvant sur place.

Possibilités d'exportation

Le financement de grands projets continuera sans doute d'être intéressant pour les investisseurs, à condition que l'économie de cette région se maintienne à son niveau actuel qui est stable et élevé.

Les bureaux d'études auront des débouchés, surtout dans des secteurs très spécialisés; la concurrence y est particulièrement forte.

Le marché des contrats dans un tiers pays, sans être très important dans cette région, n'est pas négligeable. L'une des principales entreprises américaines de construction travaillant à l'échelle internationale, la société Morrison-Knudsen, située à Boise, dans l'Idaho, a investi des sommes substantielles au Moyen-Orient par exemple. Le siège social de cette société finance un grand nombre de projets particuliers. Par ailleurs, c'est sur la côte Nord-ouest du Pacifique que se trouve le siège social de quelques cabinets de concepteurs et d'architectes travaillant dans des tiers pays.

BERMUDES

Situation actuelle du marché

Les Bermudes dépendent totalement des importations pour satisfaire des besoins essentiels des 55 000 habitants et des 500 000 touristes qui visitent les îles chaque année.

En 1976, les Bermudes ont acheté à l'étranger des produits pour une valeur de \$165 millions. En 1977, les importations en provenance du Canada totalisaient \$11 millions. Le Canada a exporté vers les Bermudes une grande variété de produits comme des aliments (40% de nos exportations), vêtements, textiles et chaussures, appareils électriques, machinerie, papier, meubles, etc.

Bien que les Bermudes soient un petit marché, celui-ci est parfaitement adapté aux nombreuses petites et moyennes entreprises canadiennes de fabrication. Le Bureau maintient des liens étroits avec les importateurs locaux.

La valeur plus faible du dollar canadien et le ralentissement du taux d'inflation au Canada devraient rendre nos produits plus compétitifs aux Bermudes.

AMÉRIQUE CENTRALE ET ANTILLES

COSTA RICA

Situation actuelle du marché

Les possibilités d'investissement du Canada au Costa Rica sont excellentes puisque les secteurs privé et public de ce pays s'efforcent de consolider les secteurs industriels.

Le Costa Rica est un pays ayant un grand potentiel d'énergie hydro-électrique et il jouit d'un climat propice aux investissements, ce qui en fait un endroit idéal pour les industries qui consomment beaucoup d'énergie et pour les industries connexes. De plus, en sa qualité de membre du Marché commun centraméricain en pleine croissance (MCC), le Costa Rica, avec un marché de 18 millions de personnes hors de ses frontières, offre de nombreux avantages aux industries manufacturières en général ainsi qu'aux industries de services qui viennent s'y installer.

Le projet d'hydro-aluminium de Boruca offre au Costa Rica de vastes possibilités de production d'énergie hydroélectrique, d'extraction et de raffinage d'aluminium à bon marché et en grandes quantités dans la région sud-ouest du pays. L'usine hydro-électrique produirait les quantités appréciables d'énergie nécessaire au système d'électricité du ICE de même qu'à l'exploitation de l'aluminium.

L'ICE recherche actuellement des fonds qui lui permettront d'accélérer la mise en oeuvre d'autres projets hydro-électriques dans les secteurs du transport du pétrole par oléoduc, des télécommunications rurales et de la commutation urbaine.

Le gouvernement costa-ricien prévoit également l'amélioration des systèmes de transport aérien et maritime. Les dépenses prévues pour les installations aéroportuaires, y compris la construction des aéroports de Puntarenas et de Liberia, ainsi que les travaux de réfection de l'aéroport de Juan Santamaría s'élèveront à \$25,2 millions d'ici 1982. Quelque \$40 millions seront dépensés pour l'amélioration des installations portuaires de Limon, Puntarenas et Caldera. L'industrie du tourisme a subi des pertes à cause du niveau élevé des tarifs aériens et de la médiocrité des campagnes publicitaires. Toutefois, le nou-

veau gouvernement a renforcé les pouvoirs de l'Institut costa-ricien du tourisme (ICT) et lui fournit des fonds qui lui permettront de participer à des programmes visant à attirer les touristes nord-américains.

Les divers ministères du gouvernement du Costa Rica étudient la plupart des projets majeurs au pays; le gouvernement affecte actuellement les fonds de pré-investissement accordés par la Banque interaméricaine de développement.

Les entreprises voulant investir au Costa Rica doivent s'inscrire à la Banque interaméricaine de développement ainsi qu'à la Banque mondiale, et discuter de tout projet précis avec celle-ci. Ces entreprises doivent également communiquer avec le bureau de planification costa-ricien à l'adresse suivante:

Oficina de Planificación Nacional y
Política Económica (OFIPLAN)
Apartado 10127
San José, Costa Rica
Téléphone: 23-23-22

Les principaux organes d'exécution gouvernementaux sont les suivants:

Instituto Costarricense de Electricidad (ICE)
Apartado Postal 10032
San José, Costa Rica
(institut national d'électricité et de communications)

Instituto Nacional de Acueductos y Alcantarillados
Apartado Postal 5120
San José, Costa Rica
(institut national de distribution d'eau)

Corporación Costarricense de Desarrollo (CODESA)
Apartado Postal 10323
San José, Costa Rica
(organisme gouvernemental de développement)

CUBA

Situation actuelle du marché

Bien que Cuba ait dû réduire considérablement ses projets d'exploitation de la canne à sucre à cause du bas prix du sucre sur le marché mondial, les sociétés canadiennes peuvent encore obtenir des contrats pour certains projets considérés comme prioritaires. Le CECE qui est l'organisme cubain chargé de négocier et de mettre en oeuvre l'ensemble des projets majeurs a dressé une liste de ces projets.

Réglementation concernant l'importation

Les projets d'expansion de Cuba visent désormais à obtenir des produits d'importation ou à promouvoir les exportations. L'ap-

proche cubaine est passée des projets directs clés en main à ce qu'on pourrait désigner de façon générale comme des entreprises en coparticipation. On donnera la priorité aux projets pouvant être financés en partie par le producteur étranger qui offre d'y implanter une usine et d'acheter les produits de cette dernière.

Possibilités d'exportation

Les Cubains ont établi quatre secteurs prioritaires d'exploitation: le sucre, le tourisme, l'exploitation minière et la production d'agrumes. Ces quatre secteurs offrent des possibilités intéressantes aux entreprises canadiennes.

EL SALVADOR

Situation actuelle du marché

La BID, la Banque mondiale, le gouvernement, l'entreprise privée d'El Salvador et la Banque centraméricaine d'intégration

économique financent quelque 25 projets, représentant environ \$400 millions, en cours de planification ou d'exécution dans ce pays.

La plupart des projets requièrent les services d'experts-conseils étrangers, à cause des lacunes des sociétés locales, mais il est souvent souhaitable de conclure des ententes avec ces dernières.

Ce sont des sociétés américaines, européennes et japonaises qui ont pris en main la plupart des projets majeurs et des services d'experts-conseils.

Récemment, les sociétés canadiennes ont montré plus d'intérêt dans la poursuite de certains projets importants et c'est surtout dans les services d'experts-conseils que les sociétés canadiennes peuvent se tailler une place.

Règlementation concernant l'importation

Le gouvernement, par l'entremise de ses ministères et de ses organismes, se charge de l'exécution de la plupart des projets importants. L'enregistrement et la démonstration préalables des

qualités requises sont généralement nécessaires pour traiter avec les autorités en charge de la planification, avec l'organisme d'exécution et avec les institutions internationales de financement.

Possibilités d'exportation

Vous trouverez ci-dessous la liste des secteurs qui offrent des possibilités des plus intéressantes aux firmes canadiennes prêtes à conclure des contrats prévoyant des services d'experts-conseils, de construction et d'ingénierie, la fourniture de matériel et de matériaux, dans le cadre des projets en cours de planification ou d'exécution:

- a) canalisations d'eau
- b) tourisme
- c) écoles de formation professionnelle et écoles d'agriculture
- d) usines de matériaux de construction
- e) expansion du réseau de télécommunications.

GUATEMALA

Situation actuelle du marché

La BID, la Banque mondiale, le secteur privé, le gouvernement du Guatemala, et la Banque centraméricaine d'intégration économique financent quelque 30 projets majeurs, représentant environ \$(US) 800 millions, en cours de planification ou d'exécution dans ce pays.

On procède actuellement, pour bon nombre de ces projets, à une étude de faisabilité ou à la conception, et l'on prévoit la passation de contrats pour des services d'ingénieurs-conseils et, ultérieurement, pour l'achat de matériels et de matériaux, pour une valeur de \$(US) 300 millions.

Les firmes d'experts-conseils du Guatemala offrent des services ingénierie de base satisfaisants pour les entreprises en coparticipation, même si leur plus grande valeur pour les entreprises canadiennes réside dans le fait qu'ils servent à faire de nouvelles transactions, à conclure des contrats et à assurer l'exécution harmonieuse de ces contrats.

Les firmes européennes et américaines d'experts-conseils sont d'importants concurrents, surtout que depuis un certain temps, on a tendance à solliciter les services de plusieurs firmes pour un même projet. Toutefois, le succès remarquable remporté par quelques firmes canadiennes dans l'exécution de contrats de

design et d'ingénierie a favorisé l'opinion guatémaltèque sur les possibilités canadiennes.

Règlementation concernant l'importation

Le gouvernement, par l'entremise de ses ministères et de ses organismes, se charge de l'exécution de la plupart des projets importants. L'enregistrement préalable et la démonstration des qualités requises sont généralement nécessaires pour traiter avec les autorités responsables de la planification, avec l'organisme d'exécution et les institutions internationales de financement.

Possibilités d'exportation

Vous trouverez ci-dessous la liste des secteurs qui offrent les possibilités les plus intéressantes aux firmes canadiennes prêtes à conclure des contrats prévoyant des services d'experts-conseils, de construction et d'ingénierie, la fourniture d'équipement et de matériaux dans le cadre des projets en cours de planification ou d'exécution:

- a) canalisations d'eau et usines de traitement des eaux usées
- b) usines privées de traitement industriel
- c) éducation et santé
- d) lignes de transmission
- e) aménagement portuaire pour le transport de marchandises par conteneur et en vrac
- f) expansion du réseau de télécommunications.

HONDURAS

Situation actuelle du marché

Le Honduras poursuit l'élargissement de son infrastructure grâce à un certain nombre de vastes projets d'investissements. Un nombre croissant de projets est également en voie de réalisation dans le secteur social (enseignement, développement urbain, canalisations d'eau et d'égout, etc.) et représente maintenant environ 40% des investissements publics au Honduras. À la fin des années 1970 et au début des années 1980, les investissements passeront probablement des secteurs sociaux à ceux de la production.

La BID, la Banque mondiale, le secteur privé et le gouvernement du Honduras, ainsi que la Banque centraméricaine d'intégration économique financent quelque 15 projets majeurs, représentant \$(US) 800 millions en cours de planification ou d'exécution au Honduras.

Pour la plupart de ces projets, on procède actuellement à une

étude de faisabilité ou à la conception, prévoyant la passation de contrats en vue de s'assurer les services d'ingénieurs-conseils et ultérieurement, la fourniture d'équipement et de matériel pour une valeur de \$(US) 100 millions.

Les firmes d'ingénieurs-conseils du Honduras offrent des services d'ingénierie de base satisfaisants pour les entreprises en coparticipation, même si leur plus grande valeur pour les entreprises canadiennes réside dans le fait qu'ils servent à établir de bonnes relations politico-économiques en vue de faire de nouvelles transactions, de conclure des contrats et d'assurer l'exécution harmonieuse de ces contrats. Remarque: les firmes d'ingénieurs-conseils étrangères doivent s'inscrire au Collège des ingénieurs de Tegucigalpa, faute de quoi elles doivent payer une amende de plusieurs milliers de dollars lorsqu'elles signent un contrat. Elles ne peuvent s'inscrire que si elles sont parrainées par un bureau ou un ingénieur hondurien enregistré.

Les firmes américaines et européennes d'ingénieurs-conseils sont d'importants concurrents surtout que, depuis un certain temps, on a tendance à solliciter les services de plusieurs firmes pour un même projet. Toutefois, le succès notable récemment remporté par des firmes canadiennes d'ingénieurs-conseils dans l'exécution de contrats de design et d'ingénierie a favorisé l'opinion du Honduras sur les possibilités canadiennes.

Réglementation concernant l'importation

Le gouvernement, par l'entremise de ses ministères et de ses organismes, se charge de la plupart des projets importants. L'enregistrement et la démonstration préalable des conditions requises sont généralement nécessaires pour traiter avec les autorités responsables de la planification, avec l'organisme exécutant et avec les institutions internationales de financement.

Possibilités d'exportation

Vous trouverez ci-dessous la liste des secteurs qui offrent des possibilités des plus intéressantes aux firmes canadiennes prêtes à conclure des contrats prévoyant des services d'experts-conseils, de construction et d'ingénierie, la fourniture de matériel et de matériaux dans le cadre des projets en cours de planification ou d'exécution:

- a) forêts
- b) canalisations d'eau
- c) irrigation et expansion régionale
- d) matériel éducatif
- e) projets d'installation de centrales hydro-électriques
- f) lignes de transmission
- g) construction de routes.

JAMAÏQUE

Situation actuelle du marché

Les territoires de ce Bureau sont la Jamaïque, Belize, les îles Caïmans, les Bahamas et les îles Turks et Caïcos. Ils dépendent grandement des services d'experts-conseils étrangers dont la fonction principale consiste à établir des projets d'infrastructure et de plus en plus des projets d'expansion industrielle.

Réglementation concernant l'importation

La réalisation des grands projets de la Jamaïque ainsi que des autres territoires dépend des capitaux que les organismes internationaux et les gouvernements étrangers sont en mesure d'investir dans ces régions. C'est pourquoi les projets prennent

beaucoup de temps à passer du stade de la conception à celui de la mise en oeuvre, ce qui peut entraîner de lourdes pertes financières pour l'expert-conseil.

Possibilités d'exportation

Il existe toujours dans chacun des territoires, à différents stades, des possibilités d'exporter des services techniques et d'experts-conseils ainsi que des biens de production dans des secteurs aussi variés que les systèmes d'aqueduc et d'égout, l'entreposage des grains, les forêts, les pêches, l'expansion de l'industrie laitière, l'éducation et l'énergie électrique.

MEXIQUE

Situation actuelle du marché

Les projets ambitieux du Mexique dans ses secteurs prioritaires (pétrole et combustible, pêches, forêts, transport, tourisme, exploitation minière, acier et pétrochimie) supposent un besoin constant de matériel, de techniques et de spécialistes de l'étranger.

Le gouvernement du président Lopez Portillo, au pouvoir depuis près de deux ans, a établi des critères rigoureux concernant la participation étrangère dans les projets majeurs. Il vise notamment à un degré important de "mexicanisation" ou de transfert de la technologie et au financement de ces projets par le pays même. Comme le Mexique est déjà hautement industrialisé, les firmes nationales peuvent répondre aux besoins dans de nombreux secteurs et les firmes étrangères doivent prévoir dans leurs projets un rôle pour les partenaires mexicains. L'enrichissement croissant du Mexique découlant de l'exploitation pétrolière a aussi changé la situation, et les consortiums étrangers doivent être prêts à faire face à une forte concurrence en ce qui concerne les modalités de financement.

Le gouvernement mexicain achève la préparation d'un programme industriel national qui doit être publié à la fin de 1978. Ce programme de même que les prévisions quinquennales du ministère de la planification et de la budgétisation, devrait fournir des renseignements détaillés concernant les principaux investissements prévus pour le reste du mandat du gouvernement actuel, lequel doit expirer en 1982.

Dans le secteur de l'éducation, 27% de la population globale bénéficient d'un système scolaire national. Le budget fédéral pour le secteur de l'enseignement se chiffrait à \$3718 millions en 1978. Le nombre d'élèves et d'étudiants s'élevait en 1977 à 17,5 millions.

L'institut mexicain de sécurité sociale a dépensé en moyenne près de \$900 millions par an en achats de matériel hospitalier et médical, dont d'importantes quantités proviennent de sources étrangères (surtout les dispositifs de mesure électriques). Toutefois, peu de fournisseurs canadiens ont répondu ou donné suite à cette demande de matériel médical. Des possibilités existent pour l'équipement de mesure électrique perfectionné, notamment dans le domaine cardio-vasculaire. Cependant, le matériel simple comme les lits d'hôpitaux, les fournitures, les appareils d'éclairage, les seringues, etc. est fabriqué au Mexique. Les instruments sont toujours importés d'Allemagne, de Suède, du Japon et des États-Unis.

Réglementation concernant l'importation

La taxe sur les services d'experts-conseils au Mexique correspond à 42% du salaire brut pour les services offerts par des firmes établies à l'étranger. Cette taxe vise à favoriser la croissance d'un secteur des services d'experts-conseils déjà bien établi dans la région. Malgré tout, le gouvernement fait occasionnellement des concessions quant à la taxe, en supposant que 30% des revenus bruts sont des profits et en imposant le taux de 42% sur 30% seulement des factures de l'entreprise, plutôt que sur 100% d'entre elles. Les autorités fiscales traitent chaque cas individuellement.

Le gouvernement mexicain pourrait modifier sa loi en vue d'exempter les firmes étrangères du paiement de la taxe, lors que les firmes nationales ne peuvent répondre aux besoins de services d'ingénieurs-conseils. En revanche, on exclurait complètement les firmes étrangères lorsque les firmes mexicaines pourraient fournir les services voulus. Cependant, le gouvernement impose actuellement aux ingénieurs-conseils canadiens un lourd fardeau fiscal avant même que ceux-ci n'envisagent de faire des transactions.

Possibilités d'exportation

Pour poursuivre ce programme de production et d'exploration pétrolière et gazéifière ainsi que l'expansion de son industrie pétrochimique, le monopole d'État sur le pétrole, *Petroleos Mexicanos* (ou *Pemex*), a réservé des sommes considérables à ces secteurs, sous le gouvernement actuel. Toutefois, la majorité des besoins en ingénierie sont satisfaits par les installations de la *Pemex*, par l'entremise de l'Institut mexicain du pétrole, ou en collaboration avec des firmes locales. La société *Pemex* a acquis de l'expérience dans ce domaine au cours des années en travaillant avec des sociétés étrangères dans les secteurs de la pétrochimie et de l'ammoniac, mais elle peut également faire appel à des spécialistes de firmes étrangères pour certaines activités hautement spécialisées.

Par ailleurs, la *Pemex* devra importer de l'équipement et des approvisionnements divers pour poursuivre son expansion. Plus

ieurs pays lui ont offert un nombre important de prêts. La société d'expansion des exportations a consenti une marge de crédit globale de \$250 millions, comprenant une tranche fixe de \$20 millions, le reste devant être retiré au besoin. La *Pemex* utilisera ces fonds pour financer l'achat de matériel au Canada, et les exportateurs sont priés de communiquer avec la Société d'expansion des exportations pour plus de renseignements. On peut obtenir une brochure commerciale sur les industries pétrolière, gazéifière et pétrochimique mexicaines pour les années 1977 à 1982 en s'adressant à la Division commerciale de l'Ambassade du Canada à Mexico.

Vous trouverez, dans les autres brochures de la série portant sur les possibilités de marché dans le monde, des renseignements détaillés sur les principaux projets prévus ou en voie d'exécution.

NICARAGUA

Situation actuelle du marché

Actuellement, le Nicaragua ne représente pas un marché très dynamique pour les projets majeurs et, notamment, les services d'experts-conseils.

Les problèmes liés aux sources de financement, à la réévaluation des besoins prioritaires d'expansion par le gouvernement et enfin, à l'agitation politique dans le pays ont mené à l'ajournement du programme de restauration des réseaux de chemins de fer et de l'important ensemble de projets hydro-électriques Copalar. Les deux grandes sociétés multinationales de financement, la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement, mettent actuellement l'accent sur l'expansion rurale dans leur programme de prêts.

Toutefois, certains projets vont bon train et, dans le secteur de l'énergie, on accorde maintenant la priorité à l'énergie géothermique et au projet hydroélectrique du Rio Brito, pour lequel le Bureau américain de mise en valeur procède actuellement à l'étude de faisabilité. On envisage de relier le réseau électrique du Nicaragua à ceux du Honduras et du Costa Rica.

En ce qui concerne la construction de routes, on exécute actuellement, dans la région de Rio Blanco-Siuna, un projet pour lequel la Banque interaméricaine de développement a consenti un prêt de \$30 millions.

Au cours des prochaines années, on se préoccupera surtout de l'achat d'équipement et de fournitures pour les projets courants, tels que ceux qui concernent les canalisations d'eau, les télécommunications (téléimprimeurs électroniques), etc.

La Banque interaméricaine de développement et la Banque mondiale sont très engagées au Nicaragua. Les sociétés qui s'intéressent à ce marché devraient s'inscrire aux deux banques et étudier avec elles tout projet particulier. Elles devraient aussi s'inscrire au bureau national de développement:
INSTITUTO DE FOMENTO NACIONAL (INFONAC)
Apartado Postal 629
Managua, Nicaragua
Téléphone: 3110-3113

Les sociétés peuvent aussi communiquer avec les divers organismes d'exécution:

Empresa Nacional de Luz y Fuerza (ENALUF)
Apartado Postal 55
Managua, D.N., Nicaragua
(Société nationale d'électricité)

Departamento Nacional de Acueductos y Alcantarillados (DENACAL)
Apartado Postal 968
Managua, Nicaragua
(Agence nationale de distribution d'eau)

Ministerio de Obras Públicas
Dirección General de Caminos
Apartado Postal 28
Managua, Nicaragua
(Ministère des Travaux publics)

PANAMA

Après une période d'expansion rapide au cours des années 60, l'économie du Panama a subi, à partir de 1974, un ralentissement qui a touché tous les secteurs de l'industrie et du commerce. Il en est résulté une baisse abrupte des investissements privés et un accroissement des investissements publics, et le gouvernement du Panama a paré à la situation par des programmes de stimulation des investissements à court et à long terme. À long terme, on a désigné un certain nombre de grands projets d'infrastructure en exploitant les domaines où le Panama pourrait fournir des services au commerce international et les facteurs susceptibles d'aider au développement des ressources naturelles du pays.

Les principaux projets comportant la participation du secteur public sont:

- 1) le projet d'exploitation de la mine de cuivre de Cerro Colorado, qui comprend une mine à ciel ouvert, un concentrateur, une fonderie et un nouveau port sur le Pacifique. Des études de faisabilité approfondies ont été faites, et les négociations relatives au financement sont en cours. La SEE s'est déclarée disposée à financer le matériel canadien jusqu'à concurrence de \$1 milliard;
- 2) La Fortuna, une usine hydro-électrique de 250 MW, en cours de construction près de David; elle doit être terminée en 1983;

- 3) El Teribe, un nouveau projet de centrale qui fait actuellement l'objet d'une étude de faisabilité;
- 4) l'expansion de la zone libre de Colon, en vue de la faire passer de 94 à 242 acres, de manière à attirer plus de sociétés de transformation, et
- 5) le port de conteneurs et de RO/RO à Colon, projet en cours de réalisation financé par la SEE.

INTEL, l'agence de télécommunications du Panamá, a communiqué avec la Banque interaméricaine de développement et la Banque mondiale afin d'étudier l'expansion des réseaux de distribution électrique. Ce projet comprendrait les usines hydro-électriques de La Fortuna et de Estrella en voie de construction.

L'organisme national de l'énergie, l'Instituto de Recursos Hidráulicos y Electrificación (IRHE), répartit ses programmes sur cinq ans et achète l'équipement requis en sollicitant des appels d'offres. L'IRHE publie les appels d'offres dans tous les journaux locaux, et quand la participation de sociétés étrangères est prévue, ces avis sont publiés dans les revues internationales comme Water Power, Paris Travaux, Engineering News-Record et Commerce Business Daily. Le directeur général de l'IRHE ou le chef du ministère des Approvisionnements préside les séances quand les soumissions impliquent des sommes considérables.

Le traité du canal de Panamá devrait favoriser la mise en oeuvre de nouveaux projets majeurs dans les secteurs public et privé, lorsque les autorités panaméennes auront terminé leurs travaux de planification en vue de l'intégration économique du territoire dont le Panamá reprendra possession au début de 1979.

Les Sociétés qui s'intéressent à ce marché devraient s'inscrire à la Banque mondiale et à la Banque interaméricaine de développement et étudier avec elles des projets particuliers. Ces sociétés devraient également s'inscrire au Ministerio de Planificación y Política Económica, Calle 6 y Avenida 8, Panamá, República de Panamá. Les sociétés canadiennes devraient travailler en coparticipation avec une entreprise locale en mesure d'évaluer la situation et les possibilités du marché, et de régler les problèmes sur place.

Pour de plus amples renseignements, les sociétés intéressées doivent communiquer avec nous ou avec les organismes d'exécution suivants:

- Instituto Nacional de Telecomunicaciones (INTEL) (Agence nationale des télécommunications) Apartado 659, Panamá 9A, Rep. de Panamá
- Instituto de Recursos Hidráulicos y Electrificación (IRHE) (Agence nationale de l'énergie) Apartado 5285, Panamá 5, Rep. de Panamá
- Instituto de Acueductos y Alcantarillados Nacionales (IDAAN) (Agence nationale de distribution d'eau) Apartado 5234, Panamá 5, Rep. de Panamá
- Corporación Financiera Nacional (COFINA) (Agence nationale de développement) Apartado 6-2191, Estafeta el Dorado, Panamá, Rep. de Panamá

PORTO RICO, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE ET HAÏTI

Situation actuelle du marché

À Haïti et en République Dominicaine, pays qui relèvent du Consulat de Porto Rico, la plupart des améliorations apportées à l'infrastructure sont financées par des sources étrangères, dans le cadre d'ententes bilatérales ou multilatérales. La valeur des projets prévus dans divers secteurs tels que l'éducation, le transport, l'expansion rurale, l'électricité et l'irrigation dépasse

\$3,7 milliards. Lorsqu'on connaîtra mieux les possibilités des firmes canadiennes, on les invitera davantage à participer aux projets.

Il est parfois souhaitable que les sociétés canadiennes travaillent en coparticipation avec les entreprises locales.

TRINITÉ-ET-TOBAGO

Situation actuelle du marché

La valeur totale des projets majeurs en voie de réalisation ou à l'étude dépasse \$2 milliards. Environ la moitié de ces projets sont réalisés à Trinité-et-Tobago, et le reste est réparti entre les Barbades, la Guyane, le Surinam et des îles plus petites. Les projets entrepris à Trinité-et-Tobago sont financés par les autorités locales à même les revenus tirés du pétrole. Le financement des projets réalisés dans la plupart des autres pays provient d'institutions de prêt comme le Fonds européen de développement (FED), la Banque interaméricaine de développement (BID) et la Banque mondiale, à l'exception du Surinam où ce sont principalement des subsides néerlandais qui assurent la réalisation des travaux. L'ACDI procure également les capitaux nécessaires à la réalisation des projets de petite et de moyenne envergure, ce qui continuera à offrir bien des possibilités aux entreprises canadiennes.

Réglementation concernant l'importation

Toutes les autorités de la région font tout en leur pouvoir pour former leurs propres experts. Par conséquent, la plupart des projets de grande envergure devront être réalisés en coopération avec des entreprises locales, particulièrement dans le cas de Trinité-et-Tobago où c'est le gouvernement qui procure le financement.

Lorsque de nouvelles sociétés sont constituées, les gouvernements ne permettront habituellement pas que les investisseurs détiennent plus de 49% des actions, et souvent moins. La plupart des nouvelles industries ont cependant droit à des avantages fiscaux et douaniers appréciables.

Possibilités d'exportation

Pour plus détails, les sociétés intéressées doivent communiquer avec le Bureau.

Description du projet	Valeur en dollars canadiens et source de financement (en millions)	Possibilités:
Trinité-et-Tobago		
1. Bibliothèque nationale	15 — Gouvernement de T. et T.	Services d'experts-conseils et construction
2. Édifices à bureaux du gouvernement	70 — Gouvernement de T. et T.	Services d'experts-conseils et construction
3. Programme d'amélioration du secteur de la santé — incluant 21 nouveaux centres	35 — Gouvernement de T. et T. et la BID	Services d'experts-conseils et construction
4. Construction de onze (11) nouvelles écoles primaires et amélioration de celles qui existent déjà	140 — Gouvernement de T. et T. et la BID	Équipement et construction
5. Installation portuaire et expansion industrielle de Point Lisas — Nouvelle installation portuaire et 2 000 acres destinées à aménagement industriel	20 — Gouvernement de T. et T.	Construction, équipement et entreprises en coparticipation
6. Programme d'habitation à coût modique	80 — Gouvernement de T. et T.	Construction
7. Rénovation et agrandissement de la raffinerie TRINTOC	130 — Gouvernement de T. et T.	Construction et équipement
8. Usine de fibre de polyester	35 — Gouvernement de T. et T. et associé	Entreprise en coparticipation
9. Construction d'une autoroute	75 — Gouvernement de T. et T.	Construction et matériel
10. Programme d'expansion de Telco (T&T telephone Co. Ltd.)	inconnues	Matériel, services d'experts-conseils et produits électroniques
11. Réaménagement de l'aéroport de Piarco	inconnues	Construction et équipement
12. Usine de méthanol	inconnues	Construction et équipement
Barbade		
1. Nouvel institut polytechnique pour 1500 étudiants	10 — BID et gouvernement de la Barbade	Construction et équipement
2. Aménagement du district de Scotland	0,3 — BID (50 — BID et gouvernement de la Barbade pendant 12 ans)	Services d'experts-conseils, construction et équipement
Guyanes		
1. Projets d'irrigation — Abary, Mahaicony, Mahaica	Inconnues — Banque mondiale et BID	Services d'experts-conseils et construction
2. Projet d'énergie hydro-électrique à Upper Mazaruni — 1 ^{ère} étape	500 — Non-déterminé	Services financiers, construction et équipement

Description du projet	Valeur en dollars canadiens et source de financement	Possibilités:
Surinam	(en millions)	
1. Programme de 15 ans portant sur le développement des pêcheries et de l'agriculture	100 — Subsidés néerlandais	Services d'experts-conseils et équipement
2. Programme d'installations aéroportuaires dans l'Ouest du Surinam	5 — Subsidés néerlandais	Services d'experts-conseils construction et équipement
3. Projets hydro-électriques à Kabalebo	250 — Subsidés néerlandais et Banque mondiale	Construction et équipement

AMÉRIQUE LATINE

ARGENTINE

Situation actuelle du marché

L'Argentine offre un certain nombre de possibilités aux experts-conseils canadiens et aux fournisseurs de biens de production. Sa population active, nombreuse et bien scolarisée, ses richesses naturelles abondantes permettent à l'Argentine d'utiliser les techniques et le matériel mis au point au Canada.

Même si les Argentins disposent d'un nombre suffisant d'ingénieurs pour les projets de petite et de moyenne envergures, les travaux de plus grande envergure dans des secteurs comme les mines, les centrales hydro-électriques, les pâtes et papiers et le forage pétrolier en mer nécessitent les services et le matériel spécialisés que bien des entreprises canadiennes peuvent fournir. Le secteur manufacturier argentin offre également des possibilités aux fournisseurs de biens d'équipement et aux investisseurs canadiens. Jouissant de la structure industrielle la plus complète d'Amérique latine, les fabricants argentins sont à la recherche de nouvelles techniques leur permettant de répondre à une demande croissante de nouveaux produits et à une augmentation du rendement dans les usines.

Réglementation concernant l'importation

Après deux ans d'inflation galopante et la récession qui a suivi, l'Argentine n'a pas encore recouvré sa santé économique. On s'attend que la croissance n'atteindra pas un niveau normal (environ 5% par année) avant 1979-1980; cependant, on a lieu de croire que l'Argentine sera alors à nouveau un marché intéressant pour les exportateurs de biens d'équipement. Le gouvernement argentin a lancé une campagne pour favoriser les investissements étrangers; il a introduit une loi rendant l'exportation de procédés techniques plus profitable pour les entreprises étrangères et il a annoncé de grands projets d'investissement, notamment \$8 milliards pour des centrales hydro-électriques et \$2 milliards pour la prospection pétrolière, au cours des cinq prochaines années. En raison des dimensions de ces projets, leur financement est une préoccupation majeure l'obtention de crédits à long terme, en particulier auprès de la Banque de développement inter-américaine et de la Banque mondiale, revêt une importance capitale; on conseille donc aux exportateurs de biens d'équipement de consulter les cotes des

projets subventionnés par ces deux banques lorsqu'ils se proposent d'investir en Argentine.

Possibilités d'exportation

Pâtes et papiers/Alto Parana:

Il s'agit d'une usine de pâte à papier produisant 500 tonnes par jour et financée par la Banque de développement inter-américaine, la SEE et des banques canadiennes; les possibilités devraient être excellentes pour les fournisseurs canadiens de matériel. La participation étrangère totale, surtout concernant la fourniture de matériel, s'éleverait à environ \$90 millions.

Pâtes et papiers/Puerto Piray:

À Puerto Piray, un projet de \$500 millions comprend la construction d'une usine de papier kraft (170 000 tonnes) et d'un moulin à papier (136 000 tonnes) appartenant tous deux à la société Celulosa Argentina. Très bonnes possibilités, en outre, touchant l'approvisionnement en matériel canadien de ce projet.

Centrale hydro-électrique Yacireta Apipe

Le projet nécessite un investissement total d'environ \$4,6 milliards, dont une partie sera fournie conjointement par la Banque de développement inter-américaine et la Banque mondiale. Les appels d'offres pour les turbines et les génératrices ainsi que tout le matériel connexe seront lancés aux sociétés et aux pays qui offriront des conditions de financement satisfaisantes.

Élévateurs à grain

Un projet financé par la BIRD prévoit la construction de 20 élévateurs à grain d'une capacité de 100 000 tonnes. Bien que la présélection pour la conception et la construction soit maintenant terminée, il y aura probablement des possibilités pour les sociétés canadiennes dans le domaine du matériel interne, une fois que la construction de base sera achevée. Le gouvernement argentin envisage également le lancement d'appels d'offres pour un autre projet qui prévoit quatre élévateurs à grain d'une capacité de 100 000 tonnes; il s'agira de contrats clefs en main et financés vraisemblablement par le fournisseur.

BRÉSIL

Situation actuelle du marché

Bien que le nombre de grands projets d'investissements prévus ou en cours dans les domaines de l'industrie, de la mise en valeur des ressources et du développement de l'infrastructure soit considérable, le Brésil s'efforce de maximiser l'emploi des concepteurs, des ingénieurs, des constructeurs, des fournisseurs de matériel et d'équipement locaux dans tous ces domaines. Il refuse donc tout projet de construction d'usines ou d'installations complètes, et tout projet clés en main. Les ingénieurs et constructeurs sont de plus en plus nombreux dans ce pays; d'ailleurs, récemment, ils se sont efforcés de trouver des projets dans d'autres pays. Lorsque des entreprises étrangères ont participé à l'exécution de projets au Brésil elles l'ont fait en s'associant à des sociétés locales. Les secteurs en plein essor sont, notamment, ceux de l'extraction minière et de la mise en valeur des ressources, la fabrication des pâtes et papiers, l'acier, les télécommunications, la pétrochimie ainsi que la production et le transport d'énergie, et l'irrigation.

Réglementation concernant l'importation

Les sociétés étrangères qui fournissent des procédés et des services d'experts-conseils au Brésil doivent s'associer, pour ce faire, avec une société brésilienne et, si ces services doivent se payer en dollars américains, l'importation doit recevoir l'autorisation préalable de l'INPI (Institut national de la propriété industrielle). Le processus d'approbation est long et difficile; l'associé ou le client brésilien de l'entreprise étrangère doit prouver que le procédé est réellement indispensable, qu'on ne peut le trouver sur place et qu'il peut l'assimiler, afin qu'il n'ait plus à être réimporté ultérieurement.

Possibilités d'exportation

Le Brésil offre des débouchés aux exportateurs canadiens, à condition, une fois encore, qu'ils soient associés à une entreprise locale, lorsqu'il s'agit de services spécialisés tels que les services aéroportuaires (surtout à São Paulo), les chemins de fer, le transport urbain, les services d'égout, la lutte contre la

pollution, la fabrication des pâtes et papiers, le transport d'énergie à haute tension, les systèmes de trafic aérien et de contrôle de la défense, les télécommunications et la transformation des produits alimentaires.

Le Brésil a élaboré un projet qui vise à réduire sa dépendance sur le plan des importations de cuivre. Ce projet englobe les éléments suivants: la mise en valeur des réserves de Caraiba (évaluées à 90 millions de tonnes, contenant environ 1,4 % et 1,5 % de cuivre), une fonderie de cuivre à Salvador d'une capacité de 100 000 tonnes par an, ainsi que la mise en valeur et le développement des réserves de Rio Grande do Sul et de Ceara. Le projet de Caraiba est de loin le plus ambitieux. Le projet de cuivre de la Mineracao Vicoso s/a (Brascan's Promisa de concert avec Caraiba) en est maintenant à ses premières phases. Tout récemment, un contrat technique a été adjugé à une société locale d'experts-conseils qui est associée à la *Kilborn Limited* de Toronto.

La *Petrobras Fertilizantes* entreprend deux nouveaux projets d'engrais, l'un à Sergipe (\$US) 280 millions, 900 tonnes par

jour d'ammoniaque et 1100 par jour d'urée), et le second à Campos, près de Rio de Janeiro (900 tonnes par jour d'ammoniaque et 1300 tonnes par jour d'urée), La Banque Mondiale finance également le projet de Sergipe.

Les projets de la *Petrobras Mineraçao* portant sur la mise en valeur des réserves de potasse à Sergipe sont maintenant en cours. Ces projets font suite à une décennie de négociations et de problèmes; toutefois, le gouvernement leur a maintenant accordé la priorité dans le cadre de son programme de substitutions des importations.

La *Siderbras* du Brésil, la *Kawasaki* du Japon et la *Finsider* d'Italie se sont associées pour former la *Companhia Siderurgica de Tubarao* qui construira d'ici à 1987 une usine d'acier en plaque d'une capacité de trois millions de tonnes par an. Deux phases supplémentaires permettront de doubler cette capacité pour la porter éventuellement à 12 millions de tonnes. L'investissement total est évalué à (\$US) 2 milliards; ce montant englobe les plans.

CHILI

Situation actuelle du marché

Plusieurs projets majeurs sont prévus, particulièrement dans les domaines de l'extraction minière (surtout celle du cuivre) et des pâtes et papiers. L'amélioration du contexte économique chilien permettra d'élaborer d'autres projets dans ces deux domaines de même que dans ceux des pêcheries, de l'agro-industrie, de la production de pétrole et de gaz naturel, de la production d'énergie et des télécommunications. Pour bon nombre de ces projets, on devra faire appel à des experts-conseils étrangers, du moins dans une certaine mesure. Le Chili n'est pas opposé à cet apport étranger, mais préfère engager à contrat, des spécialistes dont les compétences s'ajoutent à ses propres compétences, qui sont maintenant grandes dans la plupart des domaines, surtout ceux des télécommunications et de la production d'énergie. Le Chili refuse généralement de confier à des entreprises étrangères des projets clés en main.

Réglementation concernant l'importation

Les experts-conseils étrangers doivent être autorisés par l'Ordre (ou la Corporation) des Ingénieurs à travailler au Chili; cette autorisation est normalement obtenue par le client chilien ou l'homologue chilien de l'entreprise étrangère.

Possibilités d'exportation

Voici les principaux projets qui seront mis en oeuvre dans un avenir ammédiat:

1. La *Industrias Forestales*, une société chilienne privée spécialisée dans les produits forestiers, s'est récemment engagée dans un programme d'expansion de \$17 millions. Dans le cadre de ce programme, la SEE fournira à la *Industrias Forestales* \$12 millions pour l'achat de matériel et de services canadiens en vue de l'expansion et de la modernisation de son usine de Nacimiento, au Chili. La *E. & B. Cowan*, une société d'ingénieurs de Montréal, fournira les services techniques et aidera la *Industrias Forestales* à se procurer les biens et services.

2. La *Compania Manufacturera de Papeles y Cartones*

(CMPC), une autre société chilienne privée spécialisée dans les produits forestiers, a récemment amorcé un programme de \$56 millions portant sur la modernisation et l'expansion de ses installations de production de papier, à Puente Alto et à Laja, au Chili. Dans le cadre de ce programme d'expansion, la SEE fournira à la CMPC \$15 millions pour l'achat de matériel et de services canadiens pour les projets de Puente Alto et de Laja.

3. La *Endesa*, la société chilienne d'électricité prévoit dépenser au cours des prochaines années plusieurs centaines de millions de dollars pour d'importants projets hydroélectriques. On s'attend que la *Endesa* lancera au début de 1979 des appels d'offres pour deux centrales hydroélectriques; l'une d'une capacité de 400 MW, à Colbun, et l'autre, d'une capacité de 90 MW, à Machicura. La Banque interaméricaine de développement financera une partie de ces projets. Toutefois, il est prévu que la société demandera aux fournisseurs d'offrir des conditions de financement pour le reste du projet. Les appels d'offres sont lancés au public et sont transmis, par le Bureau, à la Direction de l'électricité et de l'électronique du ministère de l'Industrie et du Commerce, à Ottawa, qui à son tour, les transmet aux fournisseurs canadiens futurs.

4. La *Codelcon*, la société de cuivre chilienne, a accordé, en mai 1978, à la *Mackee Western Knapp Engineering* \$17 millions pour des études de pré-faisabilité et de faisabilité afin d'établir un plan visant à augmenter la production de la mine de cuivre de Codelcos El Teniente au cours des 25 prochaines années. Les propositions en matière d'expansion seront à court, moyen et long termes. Ces projets devraient offrir des possibilités intéressantes aux fournisseurs canadiens de matériel d'exploration minière.

COLOMBIE

Situation actuelle du marché

Le pays possède un grand nombre de spécialistes autochtones dans presque tous les domaines de l'ingénierie, et de la consultation en gestion, spécialistes qui offrent actuellement leurs services à plusieurs pays d'Amérique latine. Les services de spécialistes étrangers ne sont requis que pour des sphères d'activité hautement spécialisées comme l'exploitation minière, les communications par satellite, la thermoélectricité et certains domaines industriels tels que les papeteries et les aciéries.

En raison des fortes restrictions budgétaires, le *Departamento Administrativo de Aeronáutica Civil (DAAC)* ne prévoit aucune importation massive d'équipement aéroportuaire et de radioguidage. La Division de la planification du DAAC appliquera donc jusqu'en 1978 une politique visant à importer seulement l'équipement aéroportuaire de toute première importance.

En 1977, la Colombie financera des programmes hospitaliers et pédagogiques pour une somme de \$(US) 135 millions dont \$(US) 115 millions proviendront de la BID, de l'IDA et des fournisseurs. Seuls les programmes pédagogiques sont prévus pour 1978; leur coût s'élèvera à \$(US)27 millions dont \$(US)8 millions proviendront de l'étranger.

Réglementation concernant l'importation

Le gouvernement colombien a fixé un taux d'imposition de 40% sur la valeur contractuelle (brute) pour les compagnies étrangères qui offrent leurs services. De plus, il y a une remise d'impôt de 12% sur tous les montants versés à l'étranger. Le gouvernement peut renoncer à lever ces impôts lorsqu'il s'agit de programmes financés par la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement. Les agences responsables de la mise en oeuvre de la plupart des programmes en Colombie relèvent du gouvernement et les services sont achetés par voie d'appels d'offres. Les compagnies étrangères voulant faire des

soumissions doivent d'abord s'inscrire auprès du *Fondo Nacional de Proyectos de Desarrollo—FONADE* (Programme du fonds national de développement) et de l'agence chargée de la mise en application du programme en question. De plus, le soumissionnaire doit être légalement représenté dans le pays.

Possibilités d'exportation

Programme d'exploitation des gisements de phosphate — agence responsable: ECOMINAS — coût total prévu: \$(US) 60 millions.

Programme d'exploitation du charbon à Cerrejon — agence responsable: COLCARBON — coût total prévu: \$(US)100 millions; gazoduc de 1067 km, de la *Gas Occidente Pipeline* — coût total prévu: \$(US) 350 millions.

Programme d'exploitation du cuivre à Antioquia et à Chocó — agence responsable: ECOMINAS — coût total approximatif: \$(US) 10 millions.

Le DAAC a comme objectif premier d'acheter de l'équipement de sauvetage et de lutte contre l'incendie. La Banque mondiale discute présentement avec le DAAC de la possibilité de financer l'extension des aéroports de Bogota, de Medellin, de Barranquilla, de Cartagena ainsi que de petits aéroports situés dans les plaines de l'Est. Ces programmes exigent un investissement total de \$(US)97,3 millions dont \$56 millions devront venir de l'étranger, d'ici à 1978.

Il est possible d'acheter du matériel hospitalier et pédagogique par voie d'offres lancés par les ministères de la Santé et de l'éducation, l'ICSS et le SENA, qui sont responsables de l'exécution des programmes mentionnés ci-dessus.

ÉQUATEUR

Situation actuelle du marché

L'Équateur a de nombreux projets majeurs, qu'il remboursera à l'aide des revenus tirés de son pétrole. Ces projets visent les domaines suivants: le développement régional, des usines pétrochimiques, l'irrigation des terres, la pêche, le développement industriel ainsi que la production et le transport d'énergie électrique.

L'expérience des services locaux d'experts-conseils est plutôt limitée, mais il existe une très forte concurrence internationale dans ce domaine entre les grandes compagnies internationales établies sur le marché. Il se trouve que les compagnies qui obtiennent des contrats sont celles qui possèdent une vaste expérience internationale dans leur spécialité.

La *Dirección de Aviación Civil* a terminé une étude de faisabilité pour les futurs aéroports de Quito et de Guayaquil évalués à environ \$250 millions chacun. La réalisation du projet peut être envisagée selon deux formules différentes: (1) un projet clés en main qui comprendrait la conception, la construction, la fourniture des installations et de leur matériel et la mise en opération, ou (2) deux soumissions distinctes: l'une couvrant la conception et la gestion du projet, et l'autre, la construction des installations et la fourniture du matériel.

Le coût total des programmes d'aménagement dans les secteurs scolaire et hospitalier pour les années 1977 à 1981 est évalué à \$142 millions, dont \$64 millions affectés à la santé de 1977 à 1979 et \$13,2 millions à l'éducation pour l'année 1978.

Réglementation concernant l'importation

Les entreprises étrangères doivent s'enregistrer auprès du représentant local de la Junta Nacional de Planificación (Conseil national de planification). Les sociétés étrangères d'experts-conseils qui obtiennent des contrats doivent s'associer à une compagnie locale qui fournit au minimum 30% des ressources matérielles et humaines nécessaires aux opérations. Ce pourcentage peut être négocié lorsque la compétence locale est insuffisante.

Possibilités d'exportation

Aéroports internationaux de Quito et de Guayaquil: projets de conception, de construction et de fourniture du matériel ou gestion des projets. Organisme responsable: Aviación Civil. Estimation totale des coûts: \$(US)400 millions.

Oléoduc Libertad-Guayaquil: construction et fourniture du matériel. Organisme responsable: CEPE. Estimation totale des coûts: \$(US)15 millions.

Ecuasider: construction d'un atelier de réduction directe de l'acier (1200 tonnes par jour). Organisme responsable: Ecuasider.

Il existe des possibilités de marché dans la construction d'établissements hospitaliers et scolaires à Quito, Guayaquil, Esmeraldas, Manta, Chone, Santo Domingo et Machala. De plus, on prévoit la construction d'hôpitaux et de centres médicaux dans les zones rurales. Le programme de scolarisation en milieu rural administré par le ministère de l'Éducation et financé par la BIRD nécessitera la fourniture de matériel pédagogique.

PARAGUAY

Situation actuelle du marché

Les projets commandités par la BID et la BIRD se poursuivent dans les domaines suivants:

Construction de routes, projet hydro-électrique (ITAIPU, ACARAY), égout et approvisionnement en eau, instruction et formation professionnelle, amélioration des races de bétail et entreposage de grains.

Réglementation concernant l'importation

Les sociétés étrangères doivent s'inscrire auprès d'organismes gouvernementaux et se nommer un représentant au Paraguay. Dans le passé, les dates limites pour les soumissions n'ont pas été respectées de façon rigoureuse. Les formules d'inscription pour les sociétés d'ingénieurs-conseils sont disponibles à l'Ambassade du Canada à Buenos Aires.

Possibilités d'exportation

(1) Construction d'une ligne de transport de force de 200 milles d'Acaray à Asunción. (Dès qu'ils sont annoncés, les appels d'offres sont envoyés par télex à la Direction des secteurs industriels concernée; cependant, il faut nommer un agent sur place afin de pouvoir faire une soumission.)

(3) Système d'égout pluvial pour la ville d'Asunción (contribution de la BID: \$11,6 millions).

(4) Construction d'entrepôts à grains (contribution de la BID: \$9,2 millions).

PÉROU

Situation actuelle du marché

Le Pérou a été et continuera de représenter un important marché pour les experts-conseils canadiens.

Plus tôt cette année, le gouvernement péruvien a adjugé à une firme canadienne d'ingénieurs-conseils des contrats d'étude sur l'aménagement de plusieurs aéroports au Pérou. Le marché du matériel d'aéroport devrait ultérieurement offrir des possibilités intéressantes aux exportateurs canadiens.

Le tourisme est une industrie de plus en plus importante pour les gouvernement péruvien et des fonds considérables sont alloués à cette industrie en vue de l'amélioration de ses services.

Réglementation concernant l'importation

La participation d'une firme locale n'est pas toujours obligatoire; il serait sage, néanmoins pour les firmes canadiennes de s'associer avec une firme locale qui non seulement serait en mesure d'exécuter une partie du travail des ingénieurs-conseils, mais pourrait en outre représenter les intérêts de la firme canadienne au Pérou.

Possibilités d'exportation

Il existe des possibilités spécifiques pour les fournisseurs canadiens de matériel didactique; un prêt a été consenti par la Banque mondiale à cet égard.

URUGUAY

Situation actuelle du marché

Les projets commandités par la BID et la BIRD se poursuivent dans les domaines suivants: télécommunications (hyperfréquences), projet hydro-électrique à Salto Grande, approvisionnement en eau (local), exploitation forestière et élevage.

Réglementation concernant l'importation

Les sociétés étrangères doivent s'inscrire auprès de l'organisme responsable du projet et se choisir un représentant local.

Possibilités d'exportation

(1) Un projet d'adduction d'eau pour Montevideo (Paso Severino) financé par la BID devrait offrir des possibilités de fournir du matériel de pompage de l'eau.

(2) L'expansion et la modernisation des usines de conditionnement de la viande (contribution de la BID: \$15 millions).

(3) L'amélioration de l'infrastructure du ministère gouvernemental des forêts (contribution de la BID: \$68 000).

VENEZUELA

Situation actuelle du marché

Le Venezuela a élaboré d'ambitieux projets d'expansion dont la mise en oeuvre nécessitera le recours aux services d'experts-conseils. Le nombre de firmes vénézuéliennes s'accroît tous les ans, mais il y a place pour les firmes étrangères, puisque les compétences locales sont insuffisantes dans bien des domaines. Les spécialistes vénézuéliens en génie civil, mécanique et électrique sont compétents, mais l'aide de personnes de l'extérieur est nécessaire pour les projets d'investissements. Les firmes étrangères doivent présenter leurs offres en collaboration avec une firme locale.

Réglementation concernant l'importation

En règle générale, l'emploi d'experts-conseils étrangers est autorisé lorsqu'il n'est pas possible de faire autrement.

Lorsqu'il y a lieu, cette aide est autorisée sous deux formes distinctes:

- a) contrats d'aide et,
- b) association ou entreprise en coparticipation.

Dans les deux cas, SIEX (Superintendencia de Inversiones Extranjeras) doit donner son autorisation.

Pour ce qui est des contrats d'aide, le Colegio de Ingenieros, qui décide si les compétences requises existent ou non dans la région, doit d'abord accorder une première permission. Les étrangers travaillent individuellement, à titre d'employés de la firme locale.

Pour ce qui est d'une association ou d'une entreprise en coparticipation avec une firme locale d'ingénieurs, une loi adoptée en février 1977 autorise la participation étrangère jusqu'à concurrence de 49%. Il s'agit là de la seule possibilité qu'ont les firmes étrangères de travailler au Venezuela.

Possibilités d'exportation

L'industrie de l'acier devrait présenter de très bonnes possibilités. Même si les aciéries Sidor sont en bonne voie de réalisation, des besoins en matières de services d'experts-conseils existent toujours pour la phase de mise en oeuvre. Le projet Corpozulia devrait offrir les meilleures possibilités à partir du début de 1978.

Le secteur pétrolier en est un autre où les projets d'expansion nécessiteront des services d'experts-conseils. Les autres secteurs englobent les ports, l'exploitation minière et l'industrie du béton. Le projet d'automatisation du système postal nécessite déjà l'aide d'experts-conseils canadiens. La création du nouveau ministère de l'Environnement devrait offrir des possibilités en matière de services d'ingénierie dans tous les domaines connexes à l'exploitation des ressources naturelles et au contrôle de la pollution. Les services d'électricité embauchent également des experts-conseils étrangers, individuellement, dans leur personnel, ainsi que des firmes étrangères pour travailler en collaboration avec les firmes locales sur de vastes projets précis.

BUREAUX RÉGIONAUX

SI VOUS N'AVEZ PAS DÉJÀ COMMERCÉ AVEC L'ÉTRANGER, VEUILLEZ COMMUNIQUER AVEC VOTRE BUREAU RÉGIONAL DU MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE QUI VOUS GUIDERA VERS LES MEILLEURS MARCHÉS POUR VOS PRODUITS ET VOUS INDIQUERA LA MEILLEURE FAÇON DE LES ABORDER

Terre-Neuve Labrador	Le directeur 127 Water Street C.P. Boîte 6148 Saint-Jean (Terre-Neuve) A1C 5X8	Tél. (709) 737-5511 Télex 016-4749
Nouvelle-Écosse	Le directeur Suite 1124 Duke Tower 5251 Duke Street Scotia Square Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 1N9	Tél. (902) 426-7540 Télex 019-21829
Nouveau-Brunswick	Le directeur Suite 642 440 King Street Fredericton (Nouveau-Brunswick) E3B 5H8	Tél. (506) 452-3190 Télex 014-46140
Île-du-Prince-Édouard	Le directeur Dominion Building C.P. 2289 97 Queen Street Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) C1A 8C1	Tél. (902) 892-1211 Télex 014-44129
Québec	Le directeur Suite 620 2, Place Québec Québec (Québec) G1R 2B5	Tél. (418) 694-4726 Télex 051-3312
Montréal	Le directeur C.P. 1270, Station B Suite 600 685, rue Cathcart Montréal (Québec) H3B 3K9	Tél. (514) 283-6254 Télex 012-0280
Ontario	Le directeur Commerce Court West 51st Floor C.P. 325 Toronto (Ontario) M5L 1G1	Tél. (416) 369-3711 Télex 065-24378
	L'agent régional 235, rue Queen 9e étage, est Ottawa (Ontario) K1A 0H5	Tél. (613) 593-5555 Télex 053-4124
Manitoba	Le directeur Suite 1104, Royal Bank Building 220 Portage Avenue Winnipeg (Manitoba) R3C 0A5	Tél. (204) 949-2381 Télex 075-7624
Saskatchewan	Le directeur Pièce 980 2002 Victoria Avenue Regina (Saskatchewan) S4P 0R7	Tél. (306) 569-5020 Télex 071-2745

Alberta
Territoires du
Nord-Ouest

Le directeur
500 Macdonald Place
9939 Jasper Avenue
Edmonton (Alberta)
T5J 2W8

Tél. (403) 425-6330
Télex 037-2762

Colombie-
Britannique
Yukon

Le directeur
C.P. 49178
Suite 2743
Bentall Centre
Tower 'III'
595 Burrard Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
V7X 1K8

Tél. (604) 666-1434
Télex 04-51191

Ordre alphabétique des pays

Algérie	25	Lesotho	25
Allemagne (République démocratique)	5	Liban	28
Allemagne (République fédérale)	9	Libye	26
Arabie Saoudite	25	Los Angeles	33
Argentine	42	Luxembourg	9
Atlanta	32		
Australie	16	Madagascar	30
Autriche	12	Malawi	29
		Malaysia	21
Belgique	9	Mali	26
Bénin	29	Maroc	29
Bermudes	34	Mauritanie	26
Birmanie	19	Mexique	37
Botswana	25	Minneapolis	33
Brésil	42	Mozambique	29
Buffalo	32		
Bulgarie	5	Népal	21
		New York	33
Chili	43	Nicaragua	38
Chine	19	Niger	26
Chypre	26	Nigeria	29
Cleveland	32	Norvège	13
Colombie	44	Nouvelle-Zélande et îles du Pacifique	17
Corée	19		
Costa Rica	35	Ouganda	30
Côte d'Ivoire	26		
Cuba	35	Pakistan	22
		Panama	38
Dallas	32	Papouasie-Nouvelle Guinée	17
Danemark	9	Paraguay	45
Detroit	32	Pays-Bas	11
Dominicaine (République)	39	Pérou	45
		Philadelphie	33
Égypte	26	Philippines	22
El Salvador	35	Pologne	6
Équateur	44	Porto Rico	39
Espagne	12	Portugal	13
Éthiopie	30		
		Roumanie	6
Finlande	12		
France	9	Seattle	34
		Sénégal	26
Ghana	29	Seychelles (Îles)	30
Grande-Bretagne	10	Sierra Leone	29
Grèce	12	Singapour	23
Guatemala	36	Somalie	30
Guinée	26	Souaziland	25
		Soudan	26
Haïti	39	Sri Lanka	24
Haute-Volta	26	Suède	14
Honduras	36	Suisse	15
Hong Kong	20	Syrie	28
Hongrie	5		
		Tanzanie	30
Inde	20	Tchécoslovaquie	7
Indonésie	21	Thaïlande	24
Iran	27	Togo	29
Iraq	27	Trinité-et-Tobago	39
Irlande	10	Turquie	30
Islande	13		
Israël	28	URSS	7
Italie	11	Uruguay	45
Jamaïque	37	Venezuela	45
Japon	16		
Jordanie	28	Yougoslavie	8
Kenya	28	Zambie	30

INDUSTRY CANADA/INDUSTRIE CANADA



51425



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Industrie
et Commerce

Industry, Trade
and Commerce

Ottawa, Canada, 1978

(also published in English)